

# ***El Libertario* (Venezuela) parle en français – 1**

Collection (en 2 parties) de textes tirés de notre édition imprimée ou liés à cette publication, un journal anarchiste vénézuélien publié en espagnol, depuis 1995, par le collectif de rédaction d'*El Libertario*. Jusqu'au début de 2012, nous avons publié 65 numéros, avec un tirage de 2000 à 2500 exemplaires par numéro. Il est distribué au Venezuela et 15 autres pays, étant le porte-parole de la presse anarchiste le plus connu et répandu en Amérique latine dans la période récente.

	Page
Carrefour pour nulle part .....	2
<i>El Libertario</i> du Venezuela .....	4
Venezuela : la Révolution ne sera pas... pour tout de suite ! .....	6
Déclaration Libertaire - Caracas // 29 janvier 2006 .....	7
Venezuela 2006 : Anarchisme en dépit de tout .....	9
Hausse de la répression contre les manifestations .....	13
Interview "La Libertaria", novembre 2007 .....	18
Venezuela 2008 : vision et proposition libertaire pour le moment actuel .....	23
L'anarchisme au Venezuela, passé et présent .....	27
A ceux qui ne veulent pas entendre : Chavisme et anarchisme au Venezuela aujourd'hui .....	29
Manifeste solidaire avec les anarchistes et les mouvements sociaux de Venezuela .....	33
« Nous avons une vérité en face de nous et nous devons la dire. » .....	34
Venezuela - La gauche non chaviste dialogue et réaffirme ses engagements .....	37
Sur un air de... Chacha .....	39
Nous n'avons pas besoin d'une autre guerre de plus .....	43
Colombie / Venezuela - La révolution n'est pas possible sans la paix .....	45
Chavez et l'anarchisme .....	47
Chomsky, le bouffon de Chavez .....	50
Vetelca: Histoire de la première « maquiladora » bolivarienne .....	53
Criminalisation et mort contre le peuple Yukpa .....	57
Interview d' <i>El Libertario</i> , juin 2009 .....	59
Le gouvernement bolivarien contre l'autonomie des syndicats .....	66
Pour la défense du droit à la protestation sociale ! .....	69
Pourquoi il y a des protestations au Venezuela ? .....	70
Rencontre avec Nelson Méndez .....	73



## Carrefour pour nulle part

RAFAEL UZCATEGUI

Le 2 décembre 2002, le gouvernement vénézuélien présidé par Hugo Chavez faisait face à trois grèves convoquées par la CTV (principale centrale syndicale), Fedecámaras (syndicat patronal) et la Coordinadora Democrática (coalition de partis d'opposition et de diverses organisations civiles). En à peine un an, le gouvernement a subi les coups de tempête d'une grève générale, un coup d'État, deux arrêts d'activité et la mobilisation populaire croissante de rejet et aussi d'adhésion à son mandat. Que c'est il passé avec ce que l'on a appelé la « révolution bolivarienne [[Du nom de Simon Bolivar, fondateur du pays, ndt]] » choisie en 1998, et ré légitimée dans les urnes en 2000 par une majorité brumeuse qui a provoqué la crise politique vécue ces derniers temps par le pays sud américain ?

L'évolution de la Constitution, adoptée en 1999, tronqua dès le départ une réelle participation populaire : six mois pour cristalliser la rédaction d'une nouvelle Constitution où la majorité officielle à l'Assemblée, élue pour cela, se passa d'un réel débat et d'un consensus. Cette anecdote ne fut pas une exception, mais une démonstration du renouvellement des bureaucraties et de l'exclusion camouflée après les appels à la mobilisation populaire. Les principaux partis chavistes (MVR, PODEMOS et PPT), en plus d'acteurs issus des forces armées, occupèrent les principaux lieux de décision de l'État sans les transformer, ni substantiellement ni de façon révolutionnaire : des institutions clés comme le Conseil national électoral, le Tribunal suprême de justice ou la principale industrie du pays les Pétroles de Venezuela SA (PDVSA).

Un autre élément catalyseur de la crise fut l'impossibilité manifeste de concrétiser dans les faits les propositions de combattre la corruption, diminuer la pauvreté et augmenter la qualité de la vie en général (pour les chiffres, consulter le rapport annuel de l'organisation des droits humains Provea sur [www.derechos.org.ve](http://www.derechos.org.ve)).

### La grève

Le mercredi 4 décembre, deux jours seulement après son début et avec un succès relatif dans la moyenne et grande industrie privée, la grève montrait des signes de faiblesse. Le ralliement des travailleurs de la Marine marchande et de PDVSA fut un signe décisif. Il y eut de plus une dynamique croissante de mobilisation, progressivement interclassiste, de personnes sans appartenance à des partis politiques et dont beaucoup d'entre elles avaient voté pour Chavez à la dernière consultation électorale. Ceux qui avaient appelé à la grève générale mirent en évidence une stratégie obscure, peu claire et contradictoire. Indistinctement, ils demandèrent la démission du président, la réalisation d'un référendum consultatif, la tenue d'élections immédiates, l'application de la Charte interaméricaine démocratique de l'Organisation des États américains et la prise du pouvoir par des membres des forces armées (coup d'État). Cette dernière demande fut écartée après la « suggestion » du Département d'État des États Unis « d'élections anticipées » comme sortie de la crise.

Ceux qui s'opposent à Chavez se trouvent dans un éventail politique multicolore qui va de la droite la plus récalcitrante à l'extrême gauche. Des intellectuels et activistes révolutionnaires de longue date comme Domingo Alberto Rangel, Agustín Blanco Muñoz, Rafael Iribarren, Humberto D'Carli y Nelson Méndez ont évoqué les inconsistances d'un gouvernement aux paroles incendiaires, aux attitudes populistes et incompétent ; et ont en pris leurs distances avec les secteurs qui appauvrirent le Venezuela durant quatre décennies et qui ont capitalisé, relativement, le mécontentement contre le régime.

## Le présent, le futur

Au moment où cet article est écrit, il est question de la tenue du référendum consultatif, une modalité électorale cautionnée par la nouvelle Constitution ; mais, paradoxalement, éludée par le président qui l'a décrétée. Des secteurs favorables au président et l'opposition commencent à envisager la possibilité de réaliser une réforme constitutionnelle qui réduise la période de la présidence et ouvre le chemin à des élections générales anticipées. Entamer un nouveau processus constitutionnel, sans les limitations et les manipulations de la précédente édition, est une autre proposition qui a rencontré de l'écho dans les discussions. D'autre part, la création d'un « Groupe des amis du Venezuela », emmené par le Brésil, et intégré par des pays comme le Mexique, le Chili et les États Unis, prétend fortifier le travail de médiation dans le conflit que le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, a commencé il y a deux mois au Venezuela. Tout cela dans un contexte d'intolérance et de polarisation, et dont la violence politique a coûté la vie à au moins 48 Vénézuéliens au cours de la dernière année dans des affrontements de rue.

L'illusion persiste que Chavez aurait initié un quelconque type de révolution socialiste. Il faut revoir les conditions dans lesquelles son gouvernement a négocié, récemment, la concession de l'exploitation de la plus grande réserve de gaz du pays, la Plate forme Deltana, aux transnationales British Petroleum, Exxon Mobil, Chevron Texaco et Statoil pour trente ans. Démonteur la supercherie est une tâche ardue, tant à l'intérieur qu'en dehors du pays, et ceux qui le font dans une démarche révolutionnaire subissent les moqueries (« agents de la CIA », « laquais de l'oligarchie », etc.) et la menace (Blanco Muñoz, pour citer un exemple, a comptabilisé quarante appels téléphoniques de menaces de mort).

Et les libertaires dans tout ça ? Nous savons parfaitement que des élections aboutiront à un partage du gâteau qu'est l'État, en recomposant les alliances entre partis et la place des nouvelles et des anciennes bureaucraties au sein du pouvoir. Notre travail doit conjurer les risques de l'immédiateté et d'être placé au cœur de l'effervescence de divers ordres, avec des valeurs et des politiques autonomes et anticapitalistes. Transformer la déception croissante des citoyens, face aux représentants médiatiques, de quelque tendance que ce soit, avec la motivation principale de construire une alternative distincte et qui leur soit antagonique. « Capitaliser » dans les consciences les espaces actuels ouverts de participation populaire et l'expérience de mobilisations citoyennes vécues ces dernières années. L'inefficacité du projet étatique de Chavez et la proposition néolibérale présentée par la Coordination démocratique, proposition illustrée par la situation de nos voisins argentins, seront des motivations pour continuer à tisser des réseaux qui valorisent notre proposition auto gestionnaire et anticapitaliste.



## **Venezuela : la Révolution ne sera pas... pour tout de suite !**

LA SOCIALE, janvier février 2005 - [<http://lille.cybertaria.org/article408.html>]

Le Venezuela, nouveau paradis des travailleurs ? A en croire la propagande forcenée à laquelle se sont livrés une partie de notre extrême gauche européenne et leurs amis médiatiques (Daniel Mermet, Le Monde Diplomatique, José Bové, Manu Chao...), on l'aurait enfin (ré)trouvé. Après les désillusions soviétique, chinoise et cubaine, voici venir le nouveau messie de l'alter mondialisme branchouillé : Hugo Chavez, président de la république bolivarienne du Venezuela !

A grands coups de discours contre l'oligarchie pétrolière, les médias privés et la pieuvre nord américaine, Chavez a fini par persuader une bonne partie de l'opinion mondiale qu'il menait, à la tête d'un peuple confiant et enthousiaste, une petite révolution qui ferait enfin marcher le pays autrement que sur la tête. Une révolution où chaque paysan aurait son lopin de terre, où la rente pétrolière serait mieux redistribuée, où chacun et chacune pourrait participer à l'élaboration des décisions qui le ou la concernent, où l'éducation et la santé pour tous et toutes seraient des priorités absolues, où l'intégrité des peuples indigènes et de leurs cultures seraient respectés.

Porté au pouvoir en 1998 par un ras le bol général dû à la crise des revenus pétroliers et à l'incurie des deux partis qui se partageaient le pouvoir depuis 1958, Chavez a fait tout son possible pour diviser le pays. Le colonel s'est d'abord aliéné, grâce à ses discours pourfendeurs, les milieux d'affaires et la classe "supérieure" de la société, entraînant avec eux la plupart des grands médias privés. Arguant de cette adversité à la solde du géant étatsunien, l'ancien putschiste n'a cessé de hurler au complot dans le but de faire se masser derrière lui tous ceux et toutes celles qui trouvaient que, quoi qu'on pense, on vit mieux sous Chavez qu'avant lui.

### **Un pays verrouillé**

Parmi ceux là, une bonne partie de la gauche et de ceux et celles qui se sont fait une spécialité de chapeauter les mouvements sociaux. D'une main de fer, Chavez tient en laisse les médias publics, qui ne sont que des chambres d'écho de ses propres discours. Comme il aime la télé, il y fait une émission tous les dimanche, en survêtement aux couleurs du drapeau, où il répond des heures durant aux questions sûrement pas triées sur le volet des téléspectateurs et téléspectatrices. Et c'est là qu'il vend sa fable du David vénézuélien des *barrios* (banlieues pauvres) contre le Goliath américain/américanisé des *quintas* (les Beverly Hills de Caracas).

Pourquoi est ce une fable ? Parce que contrairement à ses promesses électorales, Chavez n'a pas mieux redistribué la rente pétrolière. Il a simplement changé la direction de la compagnie nationale, pas assez aux ordres à son goût, et il a octroyé plus de concessions pétrolières aux États-Unis que n'importe lequel de ses prédécesseurs, alors qu'une partie du pays est toujours sous alimentée énergétiquement.

Contrairement à ses promesses électorales, il n'a pas poussé plus avant la décentralisation du pouvoir dans son pays. Au contraire, on assiste à une ré concentration des sphères de décision, et les processus de démocratie participative sont aussi malhonnêtes qu'avec Martine Aubry.

### **Pas de réforme en profondeur**

Plutôt que de réformer les systèmes de sécurité sociale, d'éducation, de santé complètement défaillants, Chavez a préféré leur adjoindre les fameuses missions. Ces programmes temporaires, très spectaculaires, parce que très mis en scène, consistent à organiser des visites médicales dans les quartiers pauvres, à lancer des programmes d'alphabétisation, à permettre à des travailleurs et

des travailleuses de poursuivre leurs études, etc. Leurs vertus sont multiples pour le colonel président. Elles matérialisent, pour une population qui s'est fortement appauvrie ces vingt dernières années, une amélioration de son sort (ou sa promesse) présentée par une propagande forcenée comme le cadeau d'un bienfaiteur. Ces missions ne représentant pas des changements profonds des structures sanitaires ou éducatives, elles peuvent disparaître à tout moment avec le sauveur auto proclamé du peuple vénézuélien : autrement dit, du court terme pour améliorer la situation d'une population en détresse sociale, mais pas de quoi l'aider à sortir durablement de l'ornière. Le pays compte 6 millions de travailleurs informels, le pétrole occupe une part toujours plus importante des revenus du pays, Caracas est une capitale hypertrophiée où la pauvreté alimente une criminalité galopante.

### **Des proclamations restées lettre morte**

En 1999, Chavez a promulgué une nouvelle constitution "bolivarienne" censée garantir à sa population un certain nombre de droits, notamment sociaux. Cette grande déclaration de principes n'a, pour une grande partie, jamais été suivie d'effets. Par exemple, la culture et le droit à l'autonomie des communautés indigènes qui subsistent dans le sud du pays sont toujours bafoués par le gouvernement lui même (exploitation touristique et commerciale, saccage des ressources naturelles...) malgré ses promesses. Les mouvements sociaux sont plus que jamais bâillonnés. Tout en prétendant être à l'écoute d'une population à laquelle il s'adresse comme à des enfants de 4 ans, Chavez s'appuie sur un ensemble de petits caporaux locaux qui maillent le territoire et les secteurs susceptibles de générer une contestation sociale visible. Lorsque, par exemple, une communauté de quartier commence à s'agiter pour obtenir des travaux de salubrité, elle est sommée par ces commissaires politiques d'attendre que le bon Chavez veuille bien débloquer les crédits, mais que pour l'instant il ne peut pas car il est occupé à lutter contre la pieuvre yankee.

Cette pieuvre yankee, l'opposition, Chavez a tout fait pour la créer et l'agiter comme un épouvantail quand bon lui semble. Son autoritarisme a fait fuir une partie de ses anciens alliés vers cette opposition, qu'il qualifie de "diabolique". Constituée d'un amalgame hétéroclite d'organisations de gauche, d'ONG, du syndicat de travailleurs majoritaire (cogestionnaire), du syndicat patronal, d'organisations créées de toutes pièces par la CIA, de nostalgiques de l'ancien régime, elle n'est rassemblée qu'autour du rejet de Chavez. Il ne faut pas s'étonner qu'un tel usage de la provocation verbale, de la promesse non tenue et de la brutalité (des milliers de salariés de la compagnie pétrolière nationale ont été licenciés à coups de sifflet devant les caméras de télévision) ait mené, en 2002, à des manifestations monstres qui se sont muées en une tentative de coup d'état (quand ça se passe en Serbie, en Ukraine, en Géorgie, on appelle ça gaiement "révolution orange" ou "révolution des roses") d'une extrême violence dans les deux camps. Rapidement ramené au pouvoir par ses généraux, Chavez a dû affronter l'été dernier une deuxième offensive de l'opposition, respectant cette fois-ci les "règles du jeu démocratique", comme on dit. Les deux camps se sont affrontés lors d'un référendum visant à destituer le président. Après une campagne d'une violence verbale et d'une pauvreté politique inouïes, les Vénézuéliens ont voté. Quel résultat est sorti des urnes ? Personne ne le sait réellement. Motivés par la crainte savamment orchestrée d'éruptions de violences (les deux camps disposent de milices armées fanatisées), les observateurs internationaux se sont empressés d'accepter le résultat proposé par la majorité au pouvoir, malgré l'évidence de fraudes multiples dans tout le pays. Et ils sont partis sans demander leur reste.

### **Il est temps de reprendre l'initiative !**

Aujourd'hui, la population vénézuélienne est peut être à la croisée des chemins. Pas dupes de la propagande médiatique des deux bandes qui se disputent le pouvoir, les habitants du pays ne

nourrissent guère d'illusions sur la capacité du gouvernement en place à réellement améliorer la situation économique et sociale dans le pays. Ceux et celles qui ont voté Chavez l'ont fait sous la pression d'un chantage clientéliste, ceux et celles qui ont voté pour l'opposition l'ont fait par rejet de ce dernier. Le statu quo d'une mascarade politico médiatique que leur font subir les élites ne peut plus durer très longtemps, et il y a fort à parier que les mouvements de contestation partis de la base (qui étaient une réalité très forte il y a dix ans) vont retrouver de la voix. Les anarchistes vénézuéliens organisés, actuellement en petit nombre, ont de nouveau un rôle à jouer dans la société. Jusque là étouffés par les lieutenants du chavisme (y compris par des attentats à la mitrailleuse !), les membres de la CRA (Comisión de Relaciones Anarquista) qui éditent *El Libertario* viennent d'ouvrir un centre social et culturel autogéré à Caracas, luttent pour faire entendre leurs voix et défendre l'auto organisation et l'autonomie des luttes, pour une société égalitaire, sans médias crapuleux ni tribuns populistes !

---

### ***El Libertario* du Venezuela**

LE MONDE LIBERTAIRE [#1390 du 17 au 30 mars 2005]

Au milieu des années 80, à Caracas (Venezuela), le collectif autogestionnaire libertaire crée *El libertario* (1), mais en suspendra la parution au bout de six numéros. Parmi les initiateurs du journal, il y a Angel Cappelletti (2), des vétérans espagnols, des militants ouvriers et d'autres militants... Ce n'est qu'en novembre 1995 que le journal reparait, sous l'impulsion du Comité de relations anarchistes (CRA) qui vient de se créer à Caracas.

Le CRA est un groupe affinitaire, c'est à dire composé de personnes qui partagent l'idéal libertaire et qui recherchent la construction d'une société basée sur la démocratie directe, la justice sociale, l'autogestion, l'entraide, etc. Le CRA est composé de jeunes et de moins jeunes, de féministes, d'étudiants ou d'ouvriers, d'universitaires, etc., qui réalisent ensemble le bimensuel *El libertario*. Il faut noter que dans les activités du CRA, le journal est un outil, au même titre que le site internet, ou encore le récent centre social qui a ouvert à Caracas.

« Autogéré à 110 % », le journal affiche une profession de foi très simple et très claire: « Chaque numéro est réalisé par la coopération volontaire de ceux qui croient important de faire entendre une voix pédagogique de contre information, que nous élaborons de façon autonome, sans recevoir de subsides d'aucune structure de pouvoir, et sur la base de l'accord libre de ceux qui le réalisent. Lecteur, tu es invité à faire partie de cette expérience. Ici, il n'y a ni leader ni patron, mais il y a un processus d'apprentissage et de débat permanent pour renforcer un réseau horizontal et antiautoritaire d'action sociale transformatrice. Nous voulons informer sur la théorie et la pratique des anarchistes en Amérique latine et dans le monde entier, mais aussi appuyer ce que les mouvements sociaux autour de nous ont de libertaire. »

Ce journal, qui tire actuellement à 2500 exemplaires, ne vit que de ses ventes et des concerts de soutien de groupes de rock, et a réalisé en novembre 2004 le numéro 40. Ce numéro spécial avait pour objet de marquer neuf ans de parution ininterrompue du journal. Il rassemble des signatures en provenance de toute la planète libertaire, ce qui montre le rayonnement du journal: Marianne Enckell, Octavio Alberola, Franck Mintz, Daniel Barrett, Eduardo Colombo, etc.

Dans sa forme plus habituelle, *El libertario*, qui a un format tabloïde, comporte seize pages rigoureusement rubriquées. Ces rubriques sont le reflet de la composition de l'équipe qui réalise le journal. De façon régulière, on trouve donc des pages consacrées au Venezuela, à l'Amérique latine, à la globalisation, à l'environnement, au féminisme, aux prisonniers, à la contre culture, etc.

En pages centrales, une affiche est conçue pour être placardée et, depuis quelques numéros, une bande dessinée est publiée, qui reprend l'histoire de George Orwell, la Ferme des animaux.

*El Libertario* a développé son lectorat, au fil du temps, et amélioré sa diffusion. Bien répandu au Venezuela, il est lu sur tout le continent, et bien au delà, jusqu'en Europe. Il faut dire que ce journal est un des rares de la région à avoir cette double qualité qui sont la régularité et la qualité des contributions. Les articles portent sur des sujets d'actualités, essentiellement: « Les autoritaires en guerre contre l'enfance », « Architecture de l'insécurité », « La culture de la pauvreté », « La résistance au militarisme en Amérique latine », etc. et sont écrits par des auteurs argentins, chiliens, espagnols...

Il est très lu dans les universités de Caracas, il est très connu dans les milieux anarcho punks, puisque le journal doit beaucoup à cette sensibilité libertaire de contre culture, il est proposé dans des kiosques et sur des stands tenus dans la rue... Pour le plus grand bienfait du mouvement anarchiste continental, il faut souhaiter longue vie à *El libertario!*

Le journal est consultable sur le site Internet [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario) (espagnol/anglais) et on peut écrire à: Raul Figueira, Apartado postal 128, Carmelitas, Caracas, Venezuela.

1. Il existait déjà, et encore aujourd'hui, un autre El libertario, mais à parution assez irrégulière, nous voulons nommer le journal de la Fédération libertaire argentine (FLA, section locale de l'Internationale des fédérations anarchistes).

2. Angel Cappellétti, universitaire argentin, qui enseigna au Venezuela, écrivit près de quatre vingt ouvrages. Décédé en 1995 à Rosario (Argentine), il est une des grandes figures du mouvement anarchiste sud américain. Son œuvre pourtant riche reste inconnue en Europe.

.....

### **Déclaration Libertaire - Caracas // 29 janvier 2006**

Nous, anarchistes réunis à Caracas à l'occasion du Forum Social Alternatif du 23 au 29 janvier 2006 - en provenance d'Allemagne, d'Angleterre, d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Canada, de Colombie, de Cuba, d'Équateur, d'Espagne, des États-Unis, de France, du Mexique, du Chili, d'Italie, de Russie, d'Uruguay et du Venezuela - considérons important de rendre public une position spécifiquement anarchiste qui rende compte de notre expérience et de nos échanges. Dans cet esprit, nous déclarons que :

1. En accord avec nos bases idéologiques constitutives, nous ne pouvons que confirmer notre plus profond rejet de toute forme de domination et d'oppression. Par conséquent, nous condamnons une fois de plus, et pour éviter tout type de doutes ou de malentendus, le régime capitaliste et l'organisation étatique de la société, ainsi que le militarisme, l'impérialisme, le patriarcat, le racisme, les différentes formes d'emprisonnement, la dégradation de l'environnement, la domination de cultures prétendues supérieures et tout ce qui suppose qu'un être humain puisse être au-dessus d'un autre.

2. Au contraire, amants de la liberté jusqu'à la luxure, nous ne nous laisserons pas de partager notre inspiration pour des valeurs libertaires, égalitaires et solidaires qui permettent la construction d'une société véritablement socialiste ; une société organisée sur des bases autogestionnaires, fédéralistes, de démocratie directe et bien au-delà des frontières étatiques artificielles.

3. Également, au-delà du rosaire habituel de bonnes intentions et de déclarations socialistes, nous considérons important de préciser à nouveau qu'une société véritablement libertaire peut seulement résulter de la décision consciente de sa base. Aucun exemple historique prouve que l'espoir d'une telle société puisse venir d'un historicisme obscur, d'un processus élaboré dans des sphères lointaines ou par des messies ou caudillos. Avant tout, ce ne sont que des illusions, bloquant toute émancipation réelle, qu'il faut continuer de dévoiler et de critiquer.

4. Cette affirmation paraît particulièrement d'actualité et nécessaire, dans la mesure où semble s'ouvrir en Amérique Latine un nouveau cycle historique qui conduit les peuples à investir leurs angoisses et leurs espoirs dans la social démocratie ou le populisme. Ils sont appelés pour administrer la crise du système de domination capitaliste, mais en perpétuent seulement une expression maquillée et édulcorée. Par conséquent, nous réaffirmons, présentement confortés par une riche expérience historique, qu'il n'y a pas de chemins étatiques ou avant gardistes vers une société socialiste libertaire. Le projet libertaire sera crédible s'il appuie sur les luttes des mouvements sociaux de base et sur une autonomie intransigeante.

5. Nous considérons aussi que la liberté n'est pas seulement un objectif, mais un chemin et une pratique. Par conséquent, nous ne pouvons faire moins que défendre les libertés conquises et à conquérir dans notre longue marche, en condamnant de manière conséquente tous les gouvernements, y compris ceux qui se revendiquent comme révolutionnaires, du continent latino-américain et de toute autre partie du monde. Que cela soit clair, nous condamnons tout gouvernement qui trouve leur inspiration dans une liberté tronquée ou repoussée à un terme lointain. Et peu nous importe leurs hautes considérations sorties d'une imagination délirante.

6. Finalement, appartenant à différents courants de la pensée et de la pratique anarchiste, et en ayant démontré dans les faits qu'il est possible d'établir un climat de fraternité et de respect entre nous au-delà de nos différences, nous affirmons qu'il est possible et nécessaire pour notre mouvement de construire tous les réseaux solidaires possible. Ceci est et sera notre engagement et notre tâche immédiate.

#### Organisations:

Biopolíticos (Colombia)  
Federación Libertaria Argentina (FLA)  
Comisión de Relaciones Anarquistas (CRA-El Libertario) (Venezuela)  
Colectivo Autónomo Magonista, CAMA (Mexico)  
Centro de Estudios Sociales Libertarios, CESL (Venezuela)  
Ateneo de Contracultura y Estudios Ácratas "La Libertaria", Biscucuy (Venezuela)  
The Alarm – Newspaper (USA)  
Espacio - Review (Ecuador)  
Kolektivo de Objeción por Konciencia ART (Colombia)  
Movimiento Libertario Cubano (MLC)  
Grupo de Estudos Libertarios Babilonia (Brasil)  
Cruz Negra Anarquista (Venezuela)

#### Individus:

Andreas Speck (Alemania)  
Javier Garate (Chile)  
Marina Legaz Bursuk, delegate F.L.A & I.F.A. (Argentina)  
Sylvia C. Jiménez (Bolivia)  
Erica Lagalisse (Canada)  
Daniel Barret (Uruguay)  
Santiago Cadena, Espacio Review (Ecuador)  
Kristina Dunaeva (Russia/Brasil)  
Eduardo Rodríguez, FAL-Valencia (Venezuela)  
Luis Jiménez, CRA/CA3 (Venezuela)  
Jim Ochoa, CRA/Union–Rache y CA3 (Venezuela)  
Lizardo Said Lugo, CRA/CESL (Venezuela)  
Salvador Mendez, CRA/CESL (Venezuela)  
Ender Ynfante (Venezuela)  
Humberto Decarli (Venezuela)  
Karina Araujo (Brasil)  
Iva Gouvea Bocchini (Brasil)



Gustavo Rodríguez (Movimiento Libertario  
Cubano)  
Sebastian @, Kolectivo de Objeción por  
Konciencia Art (Colombia)  
Rob Block (USA)

Sarah Coffey (USA)  
Cristian Guerrero - Arizona Earth First!  
(USA)  
Individus du Canada, Colombia, Spain,  
U.K., Italy, France et Venezuela.

---

## Venezuela 2006 : Anarchisme en dépit de tout

\* Nos amis à l'étranger nous demandent sans cesse d'expliquer notre point de vue sur la situation actuelle au Venezuela. Cette réplique se base sur deux textes récents de l'équipe de rédaction de *El Libertario*, déjà publié intégralement sur internet (version espagnole) et de laquelle nous extrayons les points essentiels

### ° Ni anarchisme honteux ni anti-impérialisme éhonté. Réplique à P.Moras

L'article «Anarchisme, anti-impérialisme, Cuba et le Venezuela» de Pablo Moras, est une nouvelle tentative d'annulation de notre point de vue sur la réalité vénézuélienne, à partir d'une méconnaissance et d'une falsification des faits. Commençons par souligner que, comme on peut rapidement le déduire en lisant ses textes (on peut les trouver sur différents sites d'internet), Moras ignore des choses essentielles quant à la réalité actuelle du Venezuela. Bien qu'il prenne la peine de saluer ce qu'il appelle "le collectif El Libertario", il remet en question par la suite les groupes ibériques qui nous considèrent comme une référence pour comprendre ce qui se passe sur notre terre. Cependant il semble ignorer totalement nos prises de positions concrètes, publiées dans les pages de l'organe de la CRA, dans d'autres publications, et sur notre site internet ainsi que les nombreuses contributions que nous divulguons dans différents médias alternatifs qui, s'il en avait eu connaissance, lui auraient permis d'avoir une vision de ce que nous allons condenser dans cette réplique.

En effet, sa méconnaissance par rapport à ce qui arrive dans notre pays est mise en évidence par le caractère sommaire et générique des quelques lignes et paragraphes où Moras fait directement allusion au Venezuela. Nous insisterons sur leur contenu car sur la base d'affirmations hâtives on essaye d'invalider les vastes analyses que nous diffusons dans *El Libertario* au sujet du régime chaviste et la conjoncture nationale depuis l'accès au pouvoir de Chávez en 1999. Une liste complète de ces articles figure dans la section Index Thématique de notre page web.

D'un point de vue plus général, il est absurde de promouvoir cette idée très Komintern, selon laquelle on doit considérer comme " un progrès social" et/ou " anti-impérialisme" tout ce qui s'auto définit comme tel. Dans le cas vénézuélien, les soi disant progrès populaires en matière d'éducation, santé et alimentation peuvent être vus comme tels uniquement à partir d'une ignorance totale de l'histoire locale. En effet, dès la moitié du XXème siècle les rentes pétrolières avaient permis de satisfaire un certain nombre de besoins dans ces domaines en échange du soutien clientélaire que recevait l'élite au pouvoir, de façon identique à ce qui se produit aujourd'hui. (Voir une analyse détaillée à ce sujet dans «Un Cardinal sermonne sobre las misiones», - Un cardinal sermonne sur les missions - *El Libertario* #45, 2005). En ce qui concerne l'anti-impérialisme de Chávez, nous avons montré avec force détails (voir les sections Pétrole, Conjoncture vénézuélienne et mouvements sociaux au Venezuela de l'index thématique cité plus haut) comment ce gouvernement a cédé de façon servile aux exigences impériales en vue du contrôle de ce qui intéresse la globalisation capitaliste au Venezuela: fondamentalement la fourniture d'énergie et de certaines matières premières, tout en maintenant le pays comme acheteur de biens manufacturés, y compris ceux que nous sommes en mesure de produire ou que

nous produisons jusqu'à il y a peu temps. Le Commandant peut vociférer les insultes que bon lui semble à l'encontre de Bush, mais cet anti-impérialisme criard ne signifie rien tant qu'il cédera le contrôle des réserves de pétrole et de gaz à la Chevron, à Conoco-Philips ou à Repsol, des télécommunications à la Telefonica, du secteur bancaire au Groupe Santander et au BBV, et l'exploitation de l'or à Cristallex ou les réserves carbonifères à Vale Rio Doce ou à Peabody.

Quand Moras parle du Venezuela, il fait des affirmations tout à fait insoutenables. Il se réfère, par exemple, à la lutte des paysans et des ouvriers, en faisant allusion aux récits imaginaires que la propagande chaviste diffuse à l'étranger et qui parlent d'occupations d'usines et d'exploitations agricoles. Faits qui ne se sont produits que de façon très limitée et sous le contrôle du gouvernement, qui étatisait les entreprises agricoles et industrielles en faillite ou avec de graves contentieux judiciaires en cours et les fait travailler sous un régime de capitalisme d'état sans la moindre intention d'en donner le contrôle aux travailleurs. Dans l'imagination de Moras, ces paysans et ouvriers en lutte sont peut être les bureaucrates syndicaux officialistes de la Centrale UNT qui, avec leur verbiage de gauche sont utilisés comme alibis pour légitimer les formes d'oppression dont sont maintenant victimes les travailleurs. A ce sujet il suffit de voir la conduite du gouvernement vis à vis de ses propres entreprises cogérées, sans parler du fait que la structure hiérarchique est majoritairement dans les mains de militaires ou ex militaires. Pour une description ponctuelle de cette situation, on peut consulter les articles de la section Syndicalisme et monde du travail de notre index thématique, en particulier: «Fábricas tomadas: mitos, realidades y una postura libertaria» (Occupation d'usines: mythes et réalités, une posture libertaire) (#38) ainsi que «Cogestión bolivariana-socialista» (Cogestion bolivariano-socialiste) et «Venepal no es de los trabajadores» (Venepal n'appartient pas aux ouvriers) (#43). En ce qui concerne le coup d'état d'avril 2002, Moras répète impassiblement qu'il fut "frustré par le peuple", hypothèse on ne peut plus discutable si l'on se penche sur les détails des manipulations de pouvoir qui eurent lieu entre le 10 et le 13 avril 2002. Sur ce thème nous avons diffusé sur internet une brochure «Una encrucijada hacia ninguna parte» (Un carrefour vers nulle part) ([www.nodo50.org/ellibertario/folleto-abril-02.doc](http://www.nodo50.org/ellibertario/folleto-abril-02.doc)), qui réunit l'essentiel de ce que nous avons noté sur ces circonstances qui, en aucun cas, peuvent être comprises dans des termes aussi banals que ceux utilisés par la propagande chaviste et ses fidèles à l'étranger.

Par ailleurs, Moras présente une vision idyllique des secteurs populaires qui s'auto organisent comme résultat du processus chaviste. Sur ce point rappelons le tableau très précis, que nous avons présenté dans El Libertario, de la façon dont l'actuel régime -avec l'aide précieuse de ses opposants sociaux-démocrates et de droite- a été un formidable obstacle pour le progrès de les organisations sociales autonomes, puisqu'il a imposé des agendas politiques qui ont dénaturisé la mobilisation sociale et l'ont presque fait disparaître. La transformation des cercles boliviens en groupes pro électoraux (maintenant sous le nom de Unités de Bataille Électorale) en est un clair exemple. Les références les plus récentes, parmi beaucoup d'autres de la section Conjoncture Vénézuélienne dans laquelle nous discutons ce thème, sont les articles: «Màs allá del Referendum» (Au delà du Référendum)(#39), «Propuestas para la coyuntura inmediata» (Propositions pour la conjoncture immédiate) (#39), «El eclipse de los movimientos sociales» (L'éclipse des mouvements sociaux) (#40) et «El socialismo chavista» (Le socialisme chaviste) (#42), sans compter les éditoriaux de presque toutes nos éditions de 2004 et 2005. La supposition clé de Moras sur ce sujet serait qu'il est traître "d'impulser la lutte contre l'État vénézuélien" car cela équivaldrait à "tourner le dos à de vastes secteurs qui sont entraînés de s'auto organiser". Il est facile de constater en se penchant sur la réalité locale, comme nous le signalions dans ces textes, que l'auto organisation est un gigantesque mensonge et la grotesque expérience des coopératives télédérigées en est un échantillon évident car ce qui arrive, sous le couvert de la soi-disant révolution, est un embrigadement clientélaire qui suit dévotement son leader illuminé. En conséquence la seule option pour les anarchistes est celle d'impulser l'autogestion en dehors de

cette organisation institutionnalisée dont les consignes, le financement et la dynamique viennent du chef et de ses adeptes.

Voir un "affaiblissement du capitalisme" et des "avances timides de l'économie et de la culture socialiste" est une position très diplomatique pour être bien avec les adeptes du marxisme-léninisme qui soutiennent Chávez ; mais cela équivaut à ignorer l'efficacité du régime dans la promotion du contrôle, de la part des multinationales, des processus clé de l'économie locale, ainsi que d'autres aspects qui sont la négation absolue du socialisme quel qu'il soit. Pouvons-nous voir le fait de remplacer la bourgeoisie rentière de la IVème République par une bourgeoisie rentière "bolivarienne" comme un affaiblissement du capitalisme? Pouvons-nous considérer comme une avancée populaire le fait que, sous un gouvernement qui a bénéficié des revenus pétroliers les plus importants de toute l'histoire du Venezuela, des indices clé, tels que le bien-être en santé, logement, alimentation, emploi, sécurité sociale, etc, soient aussi négatifs qu'il y a 10 ou 20 ans? (voir toute l'information statistique disponible sur [www.derechos.org/ve](http://www.derechos.org/ve)). L'inconditionnalité au chef unique et au culte de la sagesse au ras de pâquerettes qui émane de ses interminables présentations à la Télé, est-elle inhérente à l'anti-impérialisme? Est-ce un progrès de l'économie socialiste que de décréter la création de coopératives pour vendre des petits déjeuners ou entretenir les jardins de l'entreprise pétrolière de l'état, alors que celle-ci octroie des énormes contrats à la Halliburton, bien connue en Irak sous l'occupation des yankees? Est-ce un exemple de culture socialiste que des militaires actifs aient pris d'assaut le contrôle de l'appareil de l'état et que de cette souche militaire soit en train d'émerger la nouvelle bourgeoisie rentière? Est-ce que quelqu'un peut sérieusement penser que l'élite corrompue des laquais du leader qui gouverne aujourd'hui le Venezuela soit la glorieuse avant-garde du changement révolutionnaire anti-capitaliste?...

Il est inacceptable que l'anti-impérialisme chaviste, beaucoup de bruit pour rien, serve d'excuse pour pousser le mouvement anarchiste à se joindre au chœur de cette gauche marxiste, faite d'ingénus et de trafiquants qui sacralisent le militaire vénézuélien. Si l'on veut mieux comprendre la situation du pays, il est impossible de garder uniquement l'image trompeuse que nous vendent, chacun de son côté mais dans un contrepoint suspect, le chavisme régnant et ses opposants de droite et sociaux-démocrates. Au sein de la CRA et d'El Libertario nous avons choisi un chemin difficile, sans doute, mais cohérent avec l'idéal anarchiste, en construisant une vision et une route d'action qui rompt avec cette alternative trompeuse des adversaires en lutte pour le pouvoir. Face à ces bandes, il n'est pas possible d'opter pour un chimérique "moindre mal" ou un impossible "allié tactique", car ce faisant nous abandonnerions ce qu'il y a de spécifique et d'incontournable dans l'idéal anarchiste. Que Moras soit prêt à le faire et à le promouvoir, c'est son affaire! De notre côté nous allons continuer ce combat, parce que nous portons dans nos cœurs un monde nouveau et, à ce moment même, ce monde est entrain de croître.

### ° En parlant de la situation vénézuélienne

(Tiré d'une interview avec La Rosa Negra - contre-information du Mexique, en janvier 2006)

*- Nous savons que vous vivez une lutte sur trois fronts: a) avec les groupes de la pseudo gauche chaviste installés au pouvoir; b) avec l'opposition antichaviste dirigée par les sociaux démocrates et la droite; et c) avec les groupes ou partis de la gauche traditionnelle. Pour cette raison, pourrions-nous parler d'un "ghetto" imposé aux anarchistes de votre pays par l'État-pouvoir, la droite avec ses alliés sociaux démocrates et la gauche traditionnelle, ou bien s'agit-il d'un repli nécessaire?*

Quelle que soit la situation socio-politique d'un pays, ceux qui exercent (ou aspirent à le faire) une quelconque forme de pouvoir oppresseur, tenteront de soumettre tout symptôme de lutte libertaire conséquente en construisant des "ghettos" de répression ouverte ou cachée pour la

confiner. C'est pourquoi faire face à cette intention de pouvoir est presque un fait inhérent à l'être anarchiste et c'est un travail que nous devons accomplir sans fléchir et surtout sans assumer avec résignation la soi-disant inévitable condition d'exclus. Dans la CRA nous ne nous replions en aucune façon, et nous ne nous renfermons pas dans notre carapace en attendant des temps meilleurs. Ceux qui sont en contact direct avec notre activité ou ceux qui tout simplement lisent El Libertario avec attention et assiduité, trouveront toutes les évidences possibles du fait que nous ne sommes pas un groupe qui contemple son nombril.

*- On a l'impression que le triomphe de l'abstentionnisme aux élections passées (04/12/2005) et le repli des groupes de lutte civile vers la "non-participation" est un bouillon de culture pour les initiatives d'état (chavistes) et pour leur imposition à la force. Est-ce que cette perception vous semble juste?*

Nous avons expliqué que selon les statistiques officielles l'abstentionnisme, entendu comme le refus de participation à un processus électoral de la part de secteurs de la population qui auraient le droit de le faire en tant qu'individus majeurs de nationalité vénézuélienne, a obtenu la majorité à tous les scrutins qui ont eu lieu dans le pays depuis 1989, y compris le Référendum Révocatoire Présidentiel de 2004, lorsque les bandes de l'opposition politique de quatre sous et le gouvernement démagogique firent un effort suprême de convocation de cette masse incrédule. Il est erroné de qualifier comme groupes de lutte civile certains petits personnages de l'opposition qui jouent maintenant de façon opportuniste à l'abstention, car ce sont des gens qui ne peuvent aucunement être vus comme l'expression de forces sociales réelles dans le Venezuela de nos jours. Par ailleurs, il ne fait pas de doute que le régime chaviste cherche à imposer des mécanismes de contrôle de la part de l'état dans les domaines les plus variés mais, comme il s'agit d'un gouvernement si corrompu et inepte, qui en outre se leurre en pensant qu'il construit de solides appuis populaires en transformant une partie de la population la plus pauvre en clientèle dépendante des aumônes de l'état, il aura beaucoup de mal à avancer tant soit peu vers cette chimère contradictoire qu'il appelle "socialisme du XXIème siècle".

*- De la même façon, nous considérons que la lutte anarchiste vénézuélienne est prisonnière d'une vague de propagande soi-disant "anti-impérialiste" attisée par ce que nous appelons dans la LRN-ci l'axe Kirchner-Chávez-Morales-Castro, est-ce que c'est vrai? Et si oui, est-ce que la résistance anarchiste vénézuélienne devra redoubler ses efforts?*

Nous ne comprenons pas comment l'on peut avoir cette perception, car qui a suivi de près notre action et nos réflexions, a pu constater que nous ne nous sommes pas laissés tromper par la fausse alternative "tu es avec Chávez ou tu es avec Bush" ; car nous avons clairement exposé les évidences qui démontent cette farce. Il n'a pas été facile de soutenir cette position, qui sort de schémas simplistes qui ont amené la gauche latino-américaine d'un échec à un autre pendant plus de 80 ans, et, ayant double nos efforts de jour en jour pour maintenir cette position, nous commençons à en voir des résultats, sans doute modestes mais prometteurs, qui s'inscrivent dans le renouveau de l'activité et de la présence de l'anarchisme en Amérique du Sud, qui, par ailleurs, est une expression politique minoritaire, mais qui depuis les années 90 à nos jours a fait des progrès en quantité et en qualité. Progrès qui nous semblent très importants en comparaison avec ce qui c'est passé pendant les cinq ou six décennies précédentes. Notre défi est celui de convertir cette modeste renaissance en capacité d'influer de façon significative sur ces processus de changement social positif que notre continent réclame avec urgence.

*- L'axe Kirchner-Chávez-Morales-Castro a différentes facettes: d'un côté il se présente comme le triomphe de la démocratie parlementaire et de l'autre côté comme le drapeau de la lutte contre l'empire; en même temps que médiateur des mouvements populaires et par conséquent, comme un catalyseur des résistances civiles. Quelle stratégie de lutte mettent en avant les anarchistes vénézuéliens en ce qui les concerne?*

On nous pose une question sur notre proposition d'action pour le moment actuel, à propos de la quelle nous citerons un paragraphe de l'éditorial du El Libertario #44 : « Nous ne sommes ni voulons être en lutte pour le contrôle du pouvoir institutionnel: nous sommes anarchistes et nous aspirons à ce que le pouvoir de l'état disparaisse ainsi que toute autre forme de structure hiérarchique oppressive. Ce n'est pas uniquement une profession de foi; par rapport à notre action, ici et maintenant, cela signifie assumer l'engagement de promouvoir et de renforcer l'autonomie de n'importe quel mouvement social conséquent. C'est ainsi que nous ne cherchons pas à nous ériger en "mouvements sociaux anarchistes", car ils seraient aussi inutiles pour un progrès collectif positif, que l'ont été les défunts cercles bolivariens ou ces partis d'opposition déguisés en ONG. Nous misons sur des mouvements sociaux capables de construire des dynamiques d'action et d'organisation indépendantes, sur la base d'une participation plus vaste à tous les niveaux et qui permettent de reconquérir ou de construire des modes d'action directe et d'autogestion étrangers au contrôle de l'état ou tout autre instance d'oppression, car ce n'est qu'ainsi que pourront se consolider ces espaces partagés de liberté et d'égalité solidaires qui seront le germe et le support de ce futur pour lequel nous luttons. Enfin nous pouvons résumer notre proposition avec la phrase de John Holloway: changer le monde sans prendre le pouvoir. »

*- Face à ce panorama, la CRA - El Libertario considèrent-ils opportun un travail plus vaste de diffusion des idées anarchistes?*

Si l'on prend en considération l'histoire vénézuélienne, cette tâche de divulgation a été prioritaire, car, le notre, est un milieu où l'idéal libertaire était littéralement totalement méconnu. Après 10 ans d'activité, nous pouvons parler de certains succès dans ce travail ; mais ce n'est qu'un début et beaucoup reste à faire : la diffusion de la pensée anarchiste reste une préoccupation constante pour ceux qui sont membres de ce groupe et nous vous invitons à connaître de plus près notre travail en nous contactant personnellement, ou de façon virtuelle, en visitant les locaux et les noyaux sociaux où nous réalisons nos activités, tels que le Centre d'Études Sociales Libertaires de Caracas [www.centrosocial.contrapoder.org.ve](http://www.centrosocial.contrapoder.org.ve), et en vous informant sur la CRA et El Libertario.

---

## **La répression contre les manifestations s'accroît**

\* Traduction de l'article «Aumenta la represión contra las protestas populares » paru dans le n°49 (février-mars 2007) d'El Libertario.

Entre le 1er juillet et le 30 novembre 2006, 36 manifestations ont été réprimées, interdites ou perturbées par les organes de sécurité de l'État, soit beaucoup plus que les 18 cas signalés dans le rapport de l'ONG Provea pour toute l'année 2005 ([www/derechos.org.ve](http://www/derechos.org.ve)). Cette étude montre une augmentation des cas d'atteinte à l'intégrité physique et dénonce au moins 71 blessures par balles, plombs, gaz, coups, et autres mauvais traitements, à comparer avec les 49 cas recensés en 2005. Les cas de violation de liberté ont augmenté de 60% avec 130 détentions arbitraires contre 81 pour les 12 mois de 2005. Dans 55% des cas, la répression était le fait de la police régionale, alors que les 45% restants sont le fait de la Garde Nationale. Seuls 6 cas (23% du total) ont eu lieu à Caracas.

Le dernier rapport annuel de Provea sur la situation des droits humains au Venezuela estime qu'entre octobre 2005 et septembre 2006, 58 manifestations ont été réprimées dans le pays. Si l'on y ajoute les 16 manifestations violemment dispersées en octobre et novembre, ce nombre atteint 74 cas. Deux étudiants, Jose Gonzalez (Cumana) et Dave Parker (Trujillo) sont morts cette année suite aux actions répressives de la police. Ces chiffres contrastent avec les déclarations officielles affirmant que la répression des manifestations appartient au passé. «Ce n'est pas un

gouvernement qui piétine, assassine, torture ou réprime quiconque. Cela arrivait sous la IV<sup>e</sup> République, le gouvernement du Président Chavez n'a pas les mains salies de sang vénézuélien», déclarait le vice-président Jose Vicente Rangel le 11 décembre dernier à propos des données publiées par les ONG.

Cette tendance démontre une radicalisation lente, progressive et spontanée des protestations populaires, particulièrement celles relatives au droit au logement et aux services publics, et dans une moindre mesure celles concernant les droits des travailleurs. Cette évolution se déroule dans un contexte et a des caractéristiques qui la distinguent d'autres éléments sur le continent : tout rapprochement avec cette réalité qui ne serait ni propagande ni mystification doit prendre en compte l'histoire et la subjectivité culturelle de notre pays.

### **Nous contre Eux : une Logique de Polarisation**

Les grandes attentes suscitées par le pouvoir exécutif du pays et leur matérialisation insuffisante, à l'exception des programmes d'assistance des Missions, la domination charismatique d'Hugo Chavez commence à montrer des signes d'érosion, malgré les 7 millions de votes qui l'ont réélu. Sa première période présidentielle a été caractérisée, entre autres facteurs, par une forte polarisation politique qui a créé les conditions favorables à une dynamique de subordination électorale. Cette loyauté inconditionnelle a persisté à cause de la réitération continue d'une logique binaire : un «nous» révolutionnaire, patriotique et bolivarien pour les «bons» ; contre un «eux», l'impérialiste, le contre-révolutionnaire, le traître dans le rôle des «méchants». Toute opposition est interprétée comme une manipulation de l'ennemi étranger (l'impérialisme) face auquel une hypothétique confrontation exige la perpétuation de l'unité et de la loyauté. Ce raisonnement modèle non seulement le dialogue avec «l'autre» mais aussi les échanges au sein du «nous», subordonnés à la volonté du leader. Le débat autour de la construction du «Parti Socialiste Unifié» en est une illustration.

La rhétorique de l'exécutif a capitalisé sur le ressentiment à l'égard de la distribution des richesses et du pouvoir durant les quarante années de démocratie qu'a connues le pays. Les actions sur la forte volonté de changement suscitée pendant les années 80-90 ont profité des prix élevés du pétrole et d'une politique fiscale agressive qui ont assuré au gouvernement des revenus parmi les plus hauts qu'ait connus le pays. La timidité des avancées sur les questions sociales ne correspond pas à la manne financière qui s'infiltré à peine dans les secteurs populaires alors qu'elle enrichit toujours plus les élites. Au fil du temps, l'amour, même sous sa forme bolivarienne, ne peut pas supporter trop de promesses non tenues.

Jusqu'ici les protestations populaires ont eu certaines caractéristiques. Elles ont été pour une large part l'oeuvre d'acteurs formés sous l'influence du «processus» et sans expérience politique préalable ce qui est dû en partie à la substitution et à la cooptation du tissu social depuis 1998. Comme l'écrivait Max Weber, la domination charismatique signifie que la figure présidentielle incarne des attributs magico-religieux et une prédestination historique. Les contradictions et les défauts du gouvernement sont attribués aux simples limites de ses fonctionnaires. Les manifestants se mobilisent contre des ministres, des maires, des gouverneurs, des agents de la police et de l'armée, mais pas contre le président pour l'instant. En outre, afin de bien se distinguer des «autres», ils clament d'une manière ou d'une autre leur appartenance au «nous».

Au fur et à mesure de la centralisation du pays, la majorité des protestations ont eu lieu ailleurs qu'à Caracas, ville où la manne budgétaire est plus importante et plus accessible. L'exécutif sait qu'une manifestation ici, quelle que soit sa taille, est exponentiellement plus visible que si elle a lieu en province, ce qui explique les efforts pour diminuer ces manifestations à Caracas.

## Les Murs de contention

Pendant la première période gouvernementale, la cooptation et la neutralisation des protestations étaient possibles pour plusieurs raisons. Premièrement, les grandes attentes créées par Miraflores (le palais présidentiel à Caracas). Deuxièmement, l'imposition de la polarisation et la réduction des conflits sociaux à la farce électorale, imposant ainsi l'autocensure aux expressions de mécontentement. Troisièmement, l'idée d'un ennemi extérieur et son hypothétique agression armée imminente. Quatrièmement, la neutralisation et la bureaucratisation des leaders de la base. Cinquièmement, la création d'une gamme complète de canaux institutionnels pour contrôler la participation et les revendications. Et sixièmement, la délégation progressive des fonctions de police et de surveillance aux citoyens sous les masques de l'«intelligence sociale» et de l'«alliance civils militaires».

L'interaction entre ces éléments entraîne le fait qu'afin de se manifester, une protestation doit franchir une série de barrages et la neutralisation par l'appareil sécuritaire étatique ne devient nécessaire qu'en dernier ressort. A ce propos signalons que le «Révolution bolivarienne» n'a substantiellement changé aucune de ses composantes armées, de leurs structures et de leurs paradigmes traditionnels de contrôle des protestations de la population. Si, pendant ses premières années d'exercice, le gouvernement pouvait s'enorgueillir d'un très petit nombre de détentions et de blessures suite à des manifestations, c'est simplement parce qu'il n'y avait pas de manifestation, et non parce que la police aurait assumé des stratégies différentes de résolution des conflits. Après huit ans au pouvoir, le gouvernement a institué une commission nationale pour la réforme de la police afin de réaliser un diagnostic et de proposer des recommandations, avec des doutes quant à la mise en oeuvre réelle de la part de ses promoteurs.

Certains conflits (manifestations contre l'exploitation du charbon dans l'État de Zulia, mobilisations de vendeurs de rue à Caracas en octobre et l'occupation récente du port international de Guiria) démontrent que la plus grande part du travail de neutralisation n'a pas été effectué par la police mais bien par des secteurs du «nous». Le 18 octobre 2006, les vendeurs de rue de la capitale ont appelé à une manifestation pour imposer un ensemble de revendications : la construction de centres commerciaux réservés aux vendeurs de rue déjà promis, leur inclusion dans le système de Sécurité Sociale, les Conseils Communaux et le système de retraites. Les manifestants ont déclaré que la marche était en faveur des droits des travailleurs, et afin d'éviter les thèmes électoraux – même s'ils chantaient parfois des slogans favorables au président – ils arboraient des tee shirts gris indiquant au dos le quartier où ils travaillaient. La marche a traversé calmement le centre ville et s'est achevée sous la pluie avec un défilé Avenue Urdaneta. 24 heures avant, le centre ville était couvert d'affichettes accusant la manifestation d'être une manifestation de l'opposition camouflée. Le jour du défilé, le journal officiel VEA suggérait la présence d'intérêts douteux derrière les vendeurs de rue : «Des groupes d'agitateurs pourraient cibler les travailleurs au noir qui triment dans les rues et les avenues de Caracas». D'après ce journal, «Des paramilitaires financeraient les vendeurs de rue de secteurs stratégiques de la capitale pour développer un plan visant à déstabiliser les institutions démocratiques». À la fin de la manifestation, les vendeurs de rue se sont retrouvés face à des personnes identifiées comme membres du parti officiel de l'Union Populaire du Venezuela (UPV) qui les accusaient d'être des «infiltrés de droite». Ce jour-là, la Garde Nationale et la Police Métropolitaine bloquaient simplement l'accès au Palais du Gouvernement.

D'autres fois, les manifestations sont explicitement repoussées par des «voix» des mouvements sociaux en accord avec l'agenda politique imposé d'en haut. Lors de l'assemblée mensuelle de l'Organisation Communautaire du Logement et des sans abri de novembre qui se tenait au

Forum Libertador à Caracas, ils demandèrent de manière répétée depuis l'estrade qu'aucune protestation n'ait lieu avant les élections.

### **Une solidarité vers le haut**

Une autre caractéristique, tant des mobilisations que des acteurs sociaux qui les dirigent, est le fait que la solidarité verticale envers le leader charismatique supprime les liens horizontaux entre camarades et la solidarité entre égaux. Cela complique la compréhension de ces initiatives comme des mouvements sociaux au sens traditionnel : des initiatives collectives avec une identité, des discours et des objectifs communs, capables de réagir face à une agression contre une de leurs parties. Trente six sans abri ont été poursuivis en 2006 pour des crimes que le Code Pénal qualifie de «résistance aux autorités». Certains d'entre eux sont encore aujourd'hui privés de liberté. Il n'y a eu ni e-mails, ni manifestations, ni pétitions pour leur libération, ni de la part des groupes de sans abri ni d'autre organisation sociale.

Il semble aussi qu'il manque de solidarité à l'intérieur d'une même classe dans des initiatives plus explicitement «révolutionnaires». Le 23 octobre Jose Miguel Rojas Espinosa a été arrêté pour avoir placé un détonateur de faible puissance près de l'ambassade étasunienne de Caracas. Trois semaines plus tard, à Maracaibo, Teodoro Rafael Darnott, alias «Commandeur Teodoro» est arrêté, accusé d'être le «cerveau» de l'affaire. D'après une page web MSN, tous deux appartiennent à l'organisation islamique pour l'autonomie Wayuu (minorité autochtone entre Colombie et Venezuela), fondateur auto-proclamé du Hezbollah d'Amérique Latine. L'action prenait part au Jihad contre les Etats-Unis pour leur belligérance face à l'Iran et l'Irak. Il n'y a aucun graffiti pour nous les rappeler, pas de tracts les défendant ou demandant leur libération. Dans le pays champion de l'anti-impérialisme antiaméricain, personne n'écrit aux anti-impérialistes incarcérés.

### **Les pauvres contre les pauvres**

Plusieurs analystes s'accordent à dire qu'il va y avoir une augmentation du nombre de conflits sociaux en 2007. Avec la baisse de l'activité électorale, des attentes toujours présentes et des promesses redoublées, une hausse des mobilisations autour du logement, des services et du travail est concevable. Si l'on prend également en compte l'accroissement prévisible de conflits internes entre le parti de Chavez, face à l'homogénéisation du «parti» et l'accumulation d'indulgences vis-à-vis du leader charismatique, la seconde période présidentielle de Chavez devrait affronter des convulsions sociales différentes, à cause de la dette sociale maintenue et approfondie par le gouvernement précédent (le même !), de son incapacité à réformer ni à révolutionner la vie quotidienne de la population. Oscar Schemel, sociologue pour Hinterlaces, dont les prédictions pour les élections étaient parfaites, résume ce scénario par un titre : «Les pauvres contre les pauvres». Les turbulences pourraient être aussi grandes que la capacité du président à maintenir son règne hors de ce monde en repoussant le désaccord à la lisière du monde terrestre et imparfait des subalternes.

// LES FAITS //

Novembre 21/11/06 Les habitants de La Yaguara, dans la municipalité Libertador de l'État de Carabobo, boquent l'autoroute Valencia – Campo Carabobo dans les deux sens, pour protester contre le manque de services publics. L'Unité Tactique d'Appui Opérationnel de la Police de Valencia disperse la manifestation en utilisant des grenades lacrymogènes et des flashballs et arrête une personne. Le même jour à Caracas, la Garde Nationale agresse les personnes rassemblées devant la Banco Nacional de Vivienda y Habitat, arrêtant plusieurs personnes.



09/11/06 La police de l'État de Bolivar dissout à l'aide de grenades lacrymogènes et d'armes à feu une manifestation de travailleurs de la Corporación Venezolana de Guayana, à Ciudad Guayana, arrête 6 personnes et occasionne autant de blessés. 08/11/06 Dix à vingt cinq personnes, membres de la OCV (Organisation Communautaire pour le Logement) La Guzmanera, sont blessées alors que la police tente d'empêcher le passage d'une manifestation visant à rallier Caracas pour réclamer des fonds pour la construction de logements. 01/11/06 Vint huit adolescents et onze adultes sont arrêtés à San Felix (État de Bolivar) alors qu'elles protestent près de la Banco del Libro pour exiger les services basiques et leur incorporation dans la Mission Sucre (programme d'enseignement supérieur gratuit pour adultes)

Octobre 30/10/06 Vint personnes sont arrêtées lors de la tentative d'intrusion d'un groupe de chômeurs dans la raffinerie de Puerto La Cruz comme moyen de pression pour obtenir un quota d'emplois promis. Durant l'action, la Garde Nationale utilise des grenades lacrymogènes et de manchettes. 24/10/06 Environ 40 personnes sont arrêtées à Coloncito (Etat de Tachira), lors du 4ème jour de protestations contre le manque de services publics. 23/10/06 Quatre manifestants sont arrêtés et d'autres sont asphyxiés au cours de la dissolution d'une manifestation par la Garde Nationale à l'aide de grenades lacrymogènes et de balles réelles sur l'autoroute Caracas – Guarenas. Cent personnes avaient bloqué la voie pour exiger des réparations à leurs logements endommagés par les pluies récentes. Le même jour, 12 personnes sont blessées et 30 détenues à Coloncito au cours de la répression d'une manifestation contre le manque d'eau et de services publics. 20/10/06 Quatre manifestants sont blessés par la police de Barinas au cours d'une occupation de la route nationale Barinas – San Cristobal. Les habitants protestaient contre le manque de service public et d'eau potable. 19/10/06 Deux personnes sont blessées par balles et 6 par des cartouches lors de la protestation d'un groupe d'artisans pêcheurs, exigeant la nationalisation du port international de Guiria. 14/10/06 La police de Carabobo disperse à coups de grenades lacrymogènes une manifestation d'employés des services de santé pour leurs conditions de travail. 13/10/06 Deux personnes reçoivent des plombs dans les pieds lorsque les habitants du quartier Jacinto Lara à Barquisimeto, manifestent pour solliciter la construction d'une passerelle. La police de l'État de Lara et la Garde Nationale utilisent des grenades lacrymogènes et armes à cartouches pour disperser la centaine de manifestants. 12/10/06 Des policiers municipaux de Caroni tirent en l'air pour disperser des vendeurs au noir qui protestaient contre l'évacuation d'une foire artisanale à Puerto Ordaz. 10/10/06 L'armée occupe Coloncito (Etat de Tachira) après que des habitants aient incendié un véhicule de patrouille et attaqué des édifices publics en protestation contre des abus de la police de Tachira. 04/ 10/06 Le Groupe de Réaction Immédiate de Poli-Anzoategui disperse à coups de carabine et de gaz lacrymogènes une manifestation d'habitants de la communauté de Punto Lindo.

Septembre 16/09/06 La police de l'Etat de Barinas arrête 3 personnes, qui faisaient partie d'un groupe de 600 familles qui protestaient contre l'absence d'eau potable dans le quartier Agustin Codazzi à Barinas. Plusieurs autres personnes sont blessées suite à des coups ou des plombs. 11/09/06 Une personne est arrêtée par la police de Aragua pendant qu'un groupe de familles du secteur El Campito à Maracay protestent pour obtenir la réalisation de promesses d'attributions de logements.

Août 17/08/06 Une centaine de familles paysannes de Guanare sont expulsées par la police de l'État de Portuguesa alors qu'elle occupe un terrain dans le quartier «Paraiso Bolivariano». L'expulsion fait plusieurs blessés, dont une femme enceinte. 16/08/06 Une manifestation à Valencia de deux groupes contre l'absence de ramassage des ordures et de places de stationnement s'achève avec 2 conseillers municipaux et 3 policiers blessés. 14/08/06 Des personnes du quartier Las Casitas de Guatire (Etat de Miranda), manifestant devant le siège du Banco Nacional de Vivienda y Habitat, sont dispersées à coups de grenades lacrymogènes par la

Garde Nationale, qui arrête la meneuse présumées, Vilma Macias. 10/08/06 Deux travailleurs affiliés à l'UNT sont blessés lors d'une manifestation devant les tribunaux des prud'hommes de Maracay. Ce jour-là, un groupe de 500 habitants du quartier de Catia La Mar barre la route pour réclamer la réparation des canalisations. Deux blessés ramassent des plombs suite à l'intervention de la police de l'État de Vargas. 09/08/06 Cinq personnes sont arrêtées par la Garde Nationale à la suite d'une expulsion dans le quartier Ojo de Agua à Baruta. Vint enfants sont affectés par les gaz lacrymogènes. Trois jours plus tard, 11 personnes reçoivent une mesure de privation de liberté pour «invasion et résistance à l'autorité». Ce jour-là deux personnes sont arrêtées alors qu'un groupe de 200 manifestants pour le logement tentent de se rassembler devant le palais Miraflores.

Juillet 28/07/06 Un groupe de mineurs de El Callao tente d'organiser une manifestation contre l'entreprise transnationale chinoise Jin Yan alors que deux dirigeants du syndicat sont détenus par la Garde Nationale. Les travailleurs ont dénoncé l'usage de machettes et de lacrymogènes par les forces de répression.

.....

### **Interview "La Libertaria", novembre 2007**

[<http://lenumerozero.lautre.net/spip.php?article1301>]

NUMERO ZERO démarre une émission mensuelle sur les ondes de Radio Dio (89.5MHz) tous les premiers jeudis du mois. La première est une interview des représentants du collectif vénézuélien "La Libertaria" que nous avons reçu jeudi 25 novembre à Saint Etienne. L'émission a été diffusée Jeudi 01 novembre et est maintenant "en ligne" sur le site de Radio Dio

En voici quelques extraits...

- *[Numero Zero] Pouvez vous présenter les projets de votre collectif et vous présenter ?*

[La Libertaria] La libertaria a démarré il y a environ 3 ans. J'avais un petit point de diffusion sur le marché paysan principal du village vers le centre du village et depuis un an j'ai tout déménagé chez moi. Il y a deux ans nous avons monté la bibliothèque populaire libertaire qui est ouverte actuellement tous les jours (au début elle n'était ouverte que 3 jours par semaine et actuellement elle est ouverte 7 jours sur 7, toute la journée).

- *Aujourd'hui, vous êtes pour un mois en France. Quelles sont les raisons de votre venue ?*

Nous avons été invités par le CICP (Centre International des Cultures Populaires) pour parler de la Libertaria, de ses projets (plusieurs choses avaient déjà été faites et on avait eu du soutien) et présenter le nouveau centre culturel que nous allons monter, lequel n'est pour le moment qu'un petit athénée avec une bibliothèque, un atelier de sérigraphie, un petit label de production et de distribution et une petite librairie dans la bibliothèque. Il devait y avoir une radio, mais trop de galères... Donc, actuellement, nous allons nous déplacer sur la montagne pour commencer à construire un centre culturel autonome que nous allons faire nous même pour pouvoir continuer à organiser des journées. J'organise, 2 fois par an, des journées anarcho punk dans la bibliothèque où viennent des personnes du pays et de l'étranger. Nous faisons des projections gratuites de films, des ateliers et des débats sur différents thèmes en fonction des gens qui viennent et y participent. Tout est autogéré, on dort tous dans la maison ou dans le jardin.

- *Votre projet est donc de construire un centre autonome*

Oui, avec des cultures autour. Cela fait parti d'un autre projet d'une coopérative, où il va y avoir une école d'artisanat et une boulangerie, qui est déjà presque finie. L'école d'artisanat est en construction. Et en décembre, si tout va bien, nous commençons la fondation du centre culturel. Après on va avoir un chantier permanent jusqu'à ce qu'il soit fini. On va commencer par le Retz de chaussée et on compte poursuivre sur un étage pour gagner de l'espace.

- *Tu me disais que vous vouliez construire ce centre avec des matériaux écologiques*

Oui, il va être fait en argile avec d'autres choses pour qu'il soit bien compact, comme du bambou, du bois et un peu de récupération.

- *Vous allez vous faire aider par d'autres personnes, pour faire un chantier national et international. Donc, si d'autres personnes veulent venir vous aider, elles peuvent aller sur votre site ( <http://acultura.org/> ) pour prendre connaissance du projet et vous contacter*

Le projet n'est pas encore disponible sur la page internet, parce que tant que nous n'avons pas déménagé la haut on ne diffuse pas le projet. En novembre, on déménage et une fois sur place on prépare un campement d'une semaine, juste avant le premier jour de l'an. On monte un chapiteau de cirque qui va nous être prêté par un voisin. A l'endroit où nous nous installons, il y a une rencontre internationale des amis du cirque. Donc, des gens vont nous prêter un chapiteau qui servira de centre culturel pour, avoir dès le départ, des activités, afin que les gens du coin s'habituent pendant que le centre culturel sera en construction. Ce sera un centre provisoire sous chapiteau.

- *Comment c'est fait le choix du lieu ?*

On pensait aller vers Merida (les Andes) ; mais c'est touristique. En fait nous sommes artisans et nous avons rencontré une personne, que nous avons hébergé, qui nous a montré l'endroit où il habite. Ça nous a tout de suite intéressé et nous avons pris la décision d'aller là bas.

- *On va maintenant parler de la situation du Venezuela. Hugo Chávez a un jour qualifié "d'escualidos" [traduction : maigres, émaciés] ses adversaires politiques. Est ce qu'on peut considérer que le mouvement libertaire en général et les anarchopunk sont des escualidos ?*

Non nous ne sommes pas des *escualidos* parce que nous ne sommes pas de droite. Mais, le problème de la polarisation politique au Venezuela est telle aujourd'hui, qu'on nous présente comme de droite. Actuellement, si tu n'es pas avec le gouvernement tu es un *escualido*, un gars de droite. Mais *escualidos* ça veut dire personne décharnée comme un squelette. C'est un terme qu'ils ont donné, mais qui n'a en fait pas trop de sens dans la réalité.

- *Ils ont donné ce terme pour cibler les gens qui ne sont pas forcément pour Chávez, mais plutôt pour les gens de droite ?*

Actuellement ils donnent le terme à tout le monde. Maintenant tu peux être de gauche et ils vont te déclarer contre révolutionnaire ou de droite uniquement parce que tu n'es pas dans la ligne du gouvernement. Ils vont dire que tu es de la CIA...

- *Aujourd'hui au Venezuela on a une Assemblée nationale uniquement composée de membres de la coalition gouvernementale. L'opposition définit ce régime de "démocratie absolutiste". Quelle est ton opinion ?*

L'opposition n'a rien fait. C'est eux qui ont laissé faire pour que le gouvernement prenne toute l'Assemblée nationale pour après le dénoncer ; mais c'est bidon. Ils n'ont aucun programme. De toute manière et jusqu'à maintenant, la seule chose qu'ils faisaient c'était voler le pays et sortir les

ressources. Ils sont énervés ; car on leur a pris leurs terrains ; mais, ils ne font rien de concret, à part cracher sur le gouvernement et essayer de reprendre les privilèges qu'ils avaient avant.

- *Apparemment, il y aurait eu un boycott, lors des élections législatives, des mouvements de droite afin de leur laisser la majorité*

Ce n'est pas vraiment ce qu'ils ont voulu faire ; mais ils l'ont très mal fait... Ils n'avaient personne à proposer et aucun programme... Ils ont simplement rien fait.

- *Tu peux nous parler de ce qu'on vient d'écouter ?*

C'est un groupe du village où l'on écoute celui qui s'appelle "Natural Family". Ce sont des potes qui nous aident beaucoup dans nos activités. Le chanteur nous aide chaque fois avec la voiture de son père quand il peut l'avoir. Ce disque a été enregistré dans ma cuisine, derrière la bibliothèque, par un pote de Paris, le guitariste d'Unlogistic. Ils ont joué ce morceau durant la fête du village, sur une grande scène devant tout le village et, après ce morceau qui dénonce les abus de pouvoir de la police, la police les a attendus en bas de la scène. Quand ils ont vu l'ambiance, ils n'ont pas voulu descendre, sachant que les policiers allaient les éclater. En fait, les flics sont montés sur scène, les ont attrapés par les cheveux et ils se sont fait tabassés toute la nuit.

- *Quel est ton point de vue sur les exactions commises par la police au Venezuela ?*

J'ai personnellement été victime de tortures par la Police il y a deux ans. J'ai eu les deux tympans perforés. Je suis menacé depuis et justement le problème a commencé quand j'ai pris la défense du groupe qu'on vient d'écouter. Quand ils sont sortis du commissariat et que j'ai vu qu'ils s'étaient fait tabasser à mort parce qu'ils avaient des traces sur le visage assez marquées...je les avais incité pour aller dénoncer et à s'organiser

- *C'est toi qui a "ramassé" alors...*

Tout le monde ramasse dans ce village de toute manière... La c'est sur que j'ai ramassé parce que j'ai dénoncé, mais toutes les semaines, il y a des gens torturés dans le village.

- *Comment arrivez-vous à médiatiser ça dans des médias ? J'imagine les médias de masse informant. Quels échos vous avez ? Est-ce que la solidarité est forte ?*

Non, il y a une totale impunité au Venezuela. Les gens ont très peur de la police. Donc, personne ou très peu de gens vont dénoncer ... et si tu demandes un procès, comme je le demande depuis 2 ans, tu peux attendre encore 5 ans avant d'avoir le procès, voir 10 ans, on ne sait pas. Il n'y a aucune certitude là dessus. Pendant ce temps, il faut que je fasse attention à ce que les flics ne viennent pas me planquer de la drogue ou me tuer quand ils en auront l'occasion. Dans le village où j'habite, ils ont tué 2 personnes dans le commissariat en les tabassant. Ça fait maintenant 7 ans et il n'y a rien eu. Les flics ont été déplacés un moment et ils sont revenus. Ils sont maintenant tranquilles dans le village.

- *On dit que la police au Venezuela est une des plus corrompues d'Amérique latine ?*

Oui, je pense que c'est la plus corrompue et l'armée aussi.

- *Arrivez-vous à transmettre l'information dans le pays et au delà du pays ?*

Non, on a beaucoup de mal. On passe par notre journal *El Libertario* qui a une diffusion nationale et internationale.

- *Et Indymedia Venezuela ?*

On est justement en train de monter un autre collectif, parce qu'Indymedia Venezuela actuel a été prise par des chavistes qui ne nous laissent pas participer, pour critiquer le gouvernement, en nous disant que nous sommes de droite. On a actuellement des attaques personnelles du premier collectif dont on faisait parti. Ils attaquent le deuxième collectif en disant que nous refusons qu'un autre collectif se monte. En ce moment même, ils m'attaquent personnellement ainsi que *El Libertario*. Ces derniers jours c'est devenu très grave. Ils m'accusent de faire du trafic de drogue. Des trucs de dingue !!! Ceci pour disqualifier notre discours et cela peut nous amener des problèmes avec le gouvernement, puisqu'ils disent ça, alors qu'il y a des gens de ces groupes qui travaillent dans le gouvernement et donc ils peuvent m'envoyer la police à mon retour.

- *Aujourd'hui Indymedia Venezuela est composé en grande partie de chavistes ?*

De pro chavistes, oui !

- *Peux tu nous expliquer l'histoire de El Libertario, le journal dont tu fais parti et nous parler de l'écho qu'il peut avoir aujourd'hui au Venezuela ?*

C'est actuellement un des seuls médias indépendants, autonomes et autogérés du Venezuela. C'est un des plus réguliers de toute l'Amérique du Sud, un des journaux anarchistes qui sort tous les 2 mois. On a beaucoup de problèmes pour le sortir parce que ce n'est pas évident et le journal vit de sa vente. On a un réseau sur tout le Venezuela et aussi à l'extérieur du pays ; mais ce n'est pas évident, car on arrive pas toujours à récupérer l'argent des ventes. Donc, on vend des disques à côté pour financer le journal. Ça fait 11 ans que le journal sort. Avant, il y avait un autre journal qui s'appelait *Coreora*, fondé par la commission de relation anarchiste. De là nous avons monté la première bibliothèque anarchiste au Venezuela, un centre social vers le métro Beia Sartès. Mais peu de monde ose monter dans ce quartier, qui a toujours été dangereux. Mais, actuellement il y a une vague plus grande d'insécurité dans Caracas et peu de gens qui veulent se déplacer dans pleins d'endroits.

- *En ce qui concerne la distribution du journal ?*

Par des collectifs ou des individus dans tout le pays.

- *On trouve le journal dans des concerts, des lieux publics, des bars ?*

Dans des concerts, oui! Dans des lieux publics pas trop, et, là bas, il n'y a pas de bars. Ce ne sont que des dépôts d'alcool.

- *Il est donc difficile de distribuer El Libertario et, de ce fait, de prendre la défense des personnes qui subissent les exactions de la police par exemple ?*

Il y a des organisations spécialisées dans les droits humains qui ont une bonne diffusion ; mais l'impunité continue. Il faudrait un mouvement populaire mais les gens ont trop peur de la police.

- *Y a t'il eu des cas où on est arrivé à avoir des procès réellement ?*

Il y a eu 1 cas, il y a 3 ans, et on a réussi à mettre un policier en prison. Mais c'est le seul cas jusqu'à présent.

- *On vient d'écouter un groupe de Caracas qui s'appelle Nada. Ça fait quelques années qu'ils jouent. C'est du hard core metal et le morceau s'appelle "droits humains"... Tu peux justement nous parler du mouvement anarcho punk au Venezuela ?*

Le mouvement anarcho punk est dispersé un peu partout au Venezuela. Certains vivent en Europe, comme Los Dolares à Barcelone. Il y a pleins de nouveaux groupes qui sont en train de se monter. Il y a plusieurs années qu'on organise des journées anarcho punk, qu'on appelle maintenant journées libertaires, parce qu'il y a aussi ici ce problème des punks qui sont contre les anarcho punks... Punks "destroy" et nihilistes qui viennent uniquement pour foutre le bordel et consommer de la drogue. Donc, on dit qu'on fait des journées libertaires pour ne plus avoir ces gens, qui viennent même s'ils ne sont pas du tout libertaires, et on peut ainsi travailler avec les communautés.

*- Ces rencontres permettent à El Libertario d'être mieux diffusé ?*

Oui, il y a toujours des tables de presses, des conférences/débats, des ateliers, des concerts et des projections.

*- Changeons de sujet : On sait que l'exploitation du charbon menace plusieurs communautés, comme Bari...*

Oui, il y a déjà des gens qui ont été expulsés et d'autres qui ont été massacrés. La lutte a commencé il y a 20 ans. Le dernier massacre sérieux a eu lieu en 2004, il y a 3 ans. Une massacre, de 20 à 30 personnes, dans le territoire indigène de la Guarira, partie colombienne.

*- J'avais entendu parler de problème dans l'état de Zulia*

Justement, les indigènes qui souffrent de l'exploitation du charbon dans l'état de Zulia sont des déplacés de l'état de Guajira. Ils ont été déplacés pour ouvrir la mine de Seleron, qui est la plus grande du monde et ils se sont réfugiés dans les montagnes de la frontière colombienne (territoire de Bari). Et la, alors que ça fait plusieurs années qu'ils sont la bas, ils ont trouvé des mines de charbon et ils veulent les déplacer encore. Donc, la ils refusent. Ils ont déjà connu le mensonge ; car, quand ils ont été d »placés, on leur avait promis des terres, des écoles, des routes... et ils n'ont rien eu. Ils ont eu une misère, qui n'a même pas suffi à acheter un terrain.

*- En 1999, Chavez avait beaucoup parlé de tout ça dans sa campagne électorale et aujourd'hui on se rend compte qu'il n'y a eu aucune action*

C'est comme la plupart des politiciens, ils parlent, ils parlent, et une fois qu'ils ont le pouvoir, ils oublient... Le but des politiciens est d'avoir le pouvoir pour faire après ce qu'ils veulent. Le Venezuela est le cinquième producteur de pétrole au monde. Il y a des millions de dollars en jeu. Ceux qui veulent le pouvoir, c'est pour pouvoir voler tranquillement...

*- Les communautés que tu évoques comme Bari se mobilisent. Est ce que El Libertario contribue à véhiculer leurs idées, leurs combats ?*

Justement, El Libertario est un des rares qui publie des informations sur ces luttes depuis des années. On consacre, dns tous les numéros, une page ou deux (voire plus) sur ce thème.

*- Est ce que Indymedia Venezuela participe à relayer ce combat ?*

Non, ils ont passé un seul article dans un éditorial qui a été écrit par un ami anthropologue. Cet article a été uniquement publié parce que Chavez disait qu'il était contre les mines.

## Venezuela 2008 : vision et proposition libertaire pour le moment actuel

\* Le #52 de *El Libertario* du Venezuela a commencé à circuler sur [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario) et dans son contenu se réaffirme le compromis, de ce porte parole de l'anarchisme vénézuélien, pour maintenir une vision critique sans concessions, sur la réalité du pays, ainsi comme une proposition de lutte conséquente en faveur de la liberté, l'égalité et la solidarité.

I. L'année commence et l'agenda électoraliste est déjà claire : de nouveau on essayera de domestiquer les luttes sociales vénézuéliennes Une balade qui se joue et se répète sans originalité mais avec succès depuis maintenant dix ans. Les élections, pour les gouverneurs, députés législatifs et maires, sont prévues pour le 16 novembre, et les politiciens chavistes et d'opposition ont donc commencé leur campagne pratiquement depuis la fin du référendum constitutionnel du 2 D, en proposant à nouveau de remettre à plus tard les exigences collectives pour après leur élection. D'une part et d'autre ressort le conte selon lequel, en vue de l'importance de ces élections pour la "reconquête de la liberté" ou pour le "progrès révolutionnaire", il n'y aura rien de politiquement important pour faire en 2008 que leur ouvrir le chemin à la victoire dans les urnes, après quoi ces illustres représentants du peuple s'occuperont sans relâche et avec énorme habileté des demandes de leurs électeurs.

Nous ne gaspillerons pas un seul mot en expliquant le mensonge de tel offre, car pour cela suffit le témoignage de n'importe quelle personne qui a vécu dans ce pays ou qui a des nouvelles ou des expériences sur ce qui c'est passé avec les vainqueurs. On ne pourra pas faire de différence qu'entre les terriblement ineptes et les moyennement inutiles, entre malhonnêtes sans honte et les discrets trafiquants d'influences, ou alors entre les technocrates simulateurs et les démagogues vociférant... Cependant, ils auront tous été constants dans leur effort pour plaquer (de gré ou de force) tout ce qui soit ou se ressemble à une lutte sociale depuis les bases. Il ne faut pas oublier deux points importants du 2 D, que taisent uns et autres : d'une part les militaires disent que le résultat doit être accepté, en ignorant que « la souveraineté populaire décide dans les comices », et d'autre part apparaît la doute sur les actes électoraux nationaux, exemplifié par ce 15% des actes et 1.800.000 de votes que n'a pas encore été compté par le CNE en ce référendum officieusement défini par un marge de 125.000 suffrages.

Étant donné que la pantomime est répétée et que les spectateurs pourront éventuellement écouter moins assidûment la consigne, les traîtres de tour jurent et ré jurent que maintenant oui, que cette fois ci le peuple aura des postulants compromis jusqu'à la mort avec la "révolution" ou la "démocratie" –selon la bavardage du gang respectif, ceux qui, en plus, vont combiner un honnêteté héroïque (qui s'appuiera selon les goûts idéologiques, sur la figure de mère Theresa ou du Che Guevara) avec un efficacité de gérance sans bavure (idem comme PDG de transnationale ou comme commissaire de finances des FARC). Ces bruits ont commencé. Et nous sommes sûrs qu'ils augmenteront dans les mois à venir. La réfutation sera cependant évidente à qui veuille la voir: avec la sélection définitive des candidats moyennant un processus de désignation depuis le haut, avec trahisons de parti et autres espiègeries pour favoriser ceux qui depuis bien longtemps nous font le coup de « la balle gagnante », et, avec certaines nouvelles têtes qui ne feront que répéter la vieille stratégie mensongère.

Avec ce panorama, on n'a aucun doute sur la voie que nous proposons et continuerons à proposer par ces temps, la même sur laquelle nous insistons depuis des années, expliquée dans les pages de cette édition en quelques unes de ces expressions concrètes et propositions pour l'action : la reconstruction de l'autonomie des bases sociales, unique voie qui permettra aux opprimés et exploités d'avancer dans la solution de leur problèmes actuels. Neuf ans ont été suffisants pour savoir qu'il ne faut rien attendre du "commandement illuminée" d'Hugo Chavez, et les quatre

décennies précédentes nous on appris une chose semblable des bureaucraties des partis de nos jours à l'opposition, de manière que le dilemme authentique est si nous continuerons à monter sur un funeste autobus électoral qui ne mène qu'à ces destinations d'échec, ou si l'on construira un alternative entre tous, en harmonisant l'individuel avec le collectif, avec participation consciente que ne délègue mais qui confie dans nos capacités, avec organisation horizontale, sans oppositions autoritaires d'aucune sorte, en articulant les demandes avec les capacités pour satisfaire à ceux qui se trouvent dans les collectivités. C'est par ce chemin que va la possibilité de transformer profondément et positivement le Venezuela.

**II.** \* Le Collectif Editor El Libertario [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario) expose sa vision sur celle que doit être la voie à suivre dans la actuelle conjoncture vénézuélienne, en ayant par slogan " Contre la (B)oligarchie, la démagogie et la corruption : lutte autonome de ceux d'en bas. "

(B)oligarchie : Oligarchie Bolivarienne o Bolioligarchie

Les transformations positives dans la société sont causées, plutôt par l'action des mouvements populaires que par les gouvernements. Comme il a été amplement démontré dans le cas du Venezuela, et cela s'est produit plusieurs fois en Amérique latine, les sentiments de la majorité des changements ont été canalisés et récupérés par une nouvelle bureaucratie qui tente, par tous les moyens, de s'éterniser au pouvoir. Depuis 1999, la survie à tout prix du nouveau gouvernement a été le principal objectif de la structure elle-même. Et dans la centralisation, la militarisation et la personnalisation promues dans le cadre de l'euphémisme du " processus révolutionnaire ", une de leurs premières tâches a été la pacification et la cooptation de la myriade de forces et les acteurs qui, au cours des années 1990, ont lutté pour mettre fin à la domination du binôme Action Démocratique et COPEI, les deux partis politiques qui ont dirigé le pays depuis 1958 successivement.

En se croyant représentés par l'exécutif élu à la fin de 1998, des dizaines de mouvements sociaux qui avaient rejeté le néolibéralisme, la privatisation des services publics, les différents massacres perpétrés par l'armée (Yumare, El Amparo,...) et les différentes politiques affameuses et d'exclusion par les gouvernements précédents, ont décidé d'accorder toute sa confiance et, littéralement, de donner un chèque en blanc au président Chavez. Le méprisés et opprimés de différentes signe ont mis de côté leurs propres demandes et revendications, pour prendre comme leurs, les politiques lancées par le nouveau régime. Ainsi, les organisations communautaires et locales ont abandonné leurs propres pensées et leur façon de faire les choses, leur indépendance de pensée et d'action, pour intérioriser et répéter les discours et logiques d'autres qui ont déclaré agir au nom du peuple.

Après un règne de neuf ans, avec la plus grande richesse économique des 30 dernières années et avec tous les pouvoirs publics à leur faveur, nous commençons à découvrir et à vérifier que tout a changé pour être égal à ce qui avait avant. Que nous avons changé le nom de notre maître pour rester aussi opprimés qu'avant. Que ceux qui ont sali le mot " révolution ", et d'autres beaux mots, on gère nos misères pour réussir à prendre sa place dans l'élite des riches et des privilégiés. En revanche, d'autres personnes, déçus du projet " bolivarienne " et aveuglés par la colère, on passé de suivre aux oppresseurs de aujourd'hui pour appuyer les dominats d'hier, dans la mauvaise stratégie d'opter pour le " moindre mal ". Et, comme leurs pairs chavistes, ont hypothéqué leur liberté pour être dirigés par une autre coupole qui décide, depuis leurs hauteurs, les tâches à accomplir. Nous raisonnons avec les uns et avec les autres: il est temps de reprendre notre autonomie comme une première étape vers l'édification d'un véritable changement.



## C'est quoi l'autonomie ?

L'autonomie, c'est la capacité à nous donner nos propres règles de fonctionnement et de remettre en question ce que nous avons hérité de l'histoire. Le terme est construit par la combinaison de deux mots grecs "auto" et "nomos", qui, ensemble, signifient littéralement se donner lui-même la loi. Autonomie, dans la politique, est la possibilité que les êtres humains soient capables de définir, librement, ses propres projets de vie, qui sont eux-mêmes ceux qui gèrent et décident, de la manière la plus démocratique possible, chacun des aspects qui passent leurs activités quotidiennes : du travail à la sexualité, l'utilisation de leur temps libre, la nourriture, et ainsi de suite.

Le contraire de l'autonomie est l'hétéronomie, c'est vivre sous des règles qui on n'a pas décidé. Les différents pouvoirs nous ont éduqué pour la servitude, et sont des autres qui toujours prennent les décisions. Et ces mesures, ainsi comment les institutions qui les mettent en pratique, se disent sacrées et incontestables. Un individu commence à devenir autonome quand il commence à se demander si ça devrait toujours être comment ça, ou si au contraire les choses pourraient fonctionner mieux d'une manière différente. Par conséquent, il est dit que l'autonomie est une interrogation sans fin, qui ne s'arrête pas pour rien et même passe régulièrement en revue ses conclusions préliminaires. Si le gouvernement, l'État, l'armée et les prisons sont injustes et oppressants, ils ne peuvent être modifiés que par quelque chose de mieux? Un individu autonome, ne l'oublie jamais, par conséquent, que ce sont les personnes qui ont créé les lois qui régissent le fonctionnement de la société. Et elles peuvent être remplacées à tout moment par les gens eux-mêmes, lorsqu'ils attendent sur le bien commun. L'autonomie individuelle se produit à partir de la réflexion libre et la délibération, spécifiées dans la pensée propre, pour qu'elles soient souveraines et autonomes de soi-même et de leurs actions.

Un révolutionnaire russe, Mikhaïl Bakounine a déclaré que la liberté d'autrui élève à l'infini la liberté personnelle. Un individu autonome comprend que lui ne peut pas être indépendant s'il vit dans une société oppressive et inégale. Ainsi, il s'organise avec leurs pairs pour faire face à ceux qui limitent l'exercice de leurs droits et leur liberté. L'autonomie propose l'auto-organisation, en rejetant les ingérences externes, avec la création de leurs propres formes d'organisation, lesquelles travailleront pour les objectifs fixés par les propres impliqués. Ainsi, les mouvements sociaux autonomes sont des organisations populaires qui répondent aux besoins exprimés par ses membres et non aux décrets de aucun pouvoir. Ils se développent aux marges et contre les institutions qui les dominent, réalisant des pratiques d'autogestion et d'action directe. Un mouvement social autonome a leurs propres drapeaux de combat, qui ne sont pas reportés ni négociés, et ne subordonné pas et ne abandonne pas pour une raison extérieure quelconque. Cela ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas coïncider avec des autres mouvements pour la recherche d'objectifs communs, mais ces relations doivent être sur un pied d'égalité, tout en préservant l'identité des parties et de renforcer, sans les diluer, leurs objectifs initiaux. En outre, les mouvements sociaux autonomes génèrent leurs propres ressources, de façon autogestionnaire, en rejetant le mécanisme de subordination des subventions de la part du gouvernement, partis politiques et hommes d'affaires ou entrepreneurs.

Tous les gouvernements ont besoin de contrôler les forces belligérantes, et ils savent qu'ils doivent limiter l'autonomie des groupes ayant un potentiel pour générer de véritables changements. En créant par décret le " pouvoir populaire ", l'exécutif actuel assure canaliser les efforts des ceux d'en bas pour oxygéner, légitimer et perpétuer la situation de domination avec un maquillage de beaux noms. Les organismes résultants, en raison de leur indépendance fictive, et sans être nées dans la lutte du peuple, reproduisent les vices de l'État et le reste des institutions oppresseurs. La puissance de tous les patronymes (de l'état, municipales, militaires ou

populaires...) a un instinct de conservation à tout prix, et plutôt tôt que tard créent une nouvelle bureaucratie, aussi perverse comment celle qu'ils ont déplacé de la conciergerie du gouvernement.

### **Autonomie des luttes, maintenant**

La création et l'expérimentation de diverses expressions d'organisation cherche à générer ici et maintenant une culture comprise comme la façon de faire différemment les choses. Par conséquent, l'autonomie opte pour la prise de décision dans des assemblées, pour la démocratie directe, afin d'assurer le respect de la diversité, de freiner la hiérarchie, l'autoritarisme et la perte d'indépendance et de souveraineté dans les combats. En prenant des pratiques alternatives au pouvoir, les opprimés combattent pour son hégémonie à construire, pierre par pierre, une culture et une identité distincte et une imagination partagée. En apprenant cela, les moyens doivent toujours être compatibles avec les fins.

La proposition, pour le moment, est la création d'une constellation de divers groupes et mouvements autonomes, auto gouvernés pour leurs membres, pour se battre pour la conquête des droits confisqués par le pouvoir: le logement, l'emploi, la santé, l'éducation, la sécurité personnelle, l'espace public et Qualité de vie, entre autres. Certaines expériences récentes, telles que le mouvement indigène et environnemental contre le charbon dans le Zulia et le Comité des victimes contre l'impunité au Lara, marchent dans cette direction. Ensuite, la création de multiples espaces pour la survie et l'endurance, autonomes et totalement étrangers à l'État et l'entreprise privée, reliés entre eux de manière horizontale et avec la coopération sans commande. L'existence de nombreux mouvements autonomes briseront la fausse polarisation: ni chavistes ou adversaires, il seront des gens qui se battront pour leurs propres droits et non pour ceux des privilèges des dômes.

Les institutions de pouvoir essayeront de mettre un coup d'arrêt, sans aucun doute, à la belligérance livrée de ceux d'en bas. Mais, en créant des situations successives insurrectionnelles diffuses par les mouvements autonomes, leur connexion, cohésion, l'amplification et radicalisation due à l'incapacité du gouvernement à satisfaire leurs revendications vont transformer le mouvement de révolte de courte durée à un moment de la révolution et de l'autodétermination généralisée. Ainsi, les mouvements autonomes ont la capacité de se transformer, par le biais de la rébellion, en un véritable mouvement révolutionnaire. Et pour ça, il n'y a pas de raccourcis: ni politique avec masque populaire, seigneurs de la guerre aux pieds d'argile non plus. C'est la grande leçon que nous devons tirer du funeste "gouvernement socialiste bolivarienne."



## **L'anarchisme au Venezuela, passé et présent**

\* Ceci est un bref aperçu de l'empreinte libertaire dans le processus historique du Venezuela, préparé par les membres du Collectif Editorial de " *El Libertario* ". Nous espérons qu'il servira de référence utile pour tous ceux qui sont intéressés par le sujet. [*El Libertario*, # 53, Mayo-Junio 2008, Venezuela]

L'incidence anarchiste dans l'histoire vénézuélienne a été moins prononcée que dans les autres parties de l'Amérique latine, où elle s'est manifestée avec vigueur par le biais des luttes collectives, des publications, des personnalités et les débats d'idées. Il est toutefois utile de signaler que cela n'a pas été sans influence sur notre évolution sociale et culturelle.

De la fin du 19<sup>ème</sup> siècle au premier tiers du 20<sup>ème</sup> siècle, certains intellectuels locaux étaient, soit des sympathisants ou des lecteurs tolérants de l'anarchisme, mais rien au niveau de Flores Magón, Barret, Oiticica, González Prada ou d'autres représentants de la pensée anarchiste latino américaine [Cappelletti 1990]. Les quelques personnes qui ont exploré les voies libertaires n'ont produit que peu de documents écrits, et après ils ont dérivé vers le positivisme ou le marxisme; Ici il mérite d'être mentionnée Pío Tamayo, qui a enseigné le "socialisme de Marx et Bakounine" à des jeunes activistes anti Gómez en prison jusqu'à peu avant sa mort en 1936 [Sananes 1987]. En considérant les luttes populaires, les historiens de la guerre fédérale (1859/1863), le plus grand bouleversement social entre l'indépendance et l'ère pétrolière, soulignent l'influence de Proudhon et le socialisme français sur Ezequiel Zamora, le " Général del Pueblo Soberano " (Général du Peuple Souverain). Le programme du fédéralisme zamorista est clair: "... l'horreur à l'oligarchie, de la liberté aux hommes et des terres, l'égalité sociale", qui exprime une intention radicale qui a été seulement arrêté par son assassinat [Brito Figueroa 1981].

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, des immigrés anarcho syndicalistes européens ont contribué à l'émergence des organisations des travailleurs malgré leur retard économique, social et culturel [Rodríguez, 1993]. Ces efforts, la formation des mutuelles, des syndicats, les grèves et production de propagande, etc., ont acquis une certaine notoriété au début de l'ère de l'industrie pétrolière ; mais la dictature de Juan Vicente Gómez (1908-35) a brutalement réprimée toute activité syndicale, en l'empêchant de se développer comme il l'a fait dans des autres latitudes. Les quelques militants sociaux qui sont resté dans le pays ont essayé, avec beaucoup de difficultés, de générer une pensée politique, alors que la majorité anti Gómez dans l'exile, n'était pas ouverte à la pensée radicale. Parmi la minorité, l'attraction du bolchevisme russe en expansion s'avéra trop fort pour gagner des adeptes à l'anarchisme. Lorsque cette fraction marxiste retourna après la mort du tyran, il occupa la totalité du terrain de la gauche, en absorbant la poignée de lecteurs et de disciples clandestins de l'idéal libertaire, qui ont même été parmi les fondateurs du Parti communiste vénézuélien (1936) et Acción Democrática (1941), les deux parties qui, par la suite auront le contrôle du processus d'organisation politique des masses. En outre, la répression anti anarchiste avait un rang constitutionnel et a été mise en œuvre dans ce qu'on appelle la "Loi Lara", qui a été en vigueur entre 1936 45.

Pendant les années 1940 et 1950, des nombreux exilés anarchistes ibériques sont arrivés au Venezuela, et ont dû faire face non seulement au poids de la défaite dans la guerre civile espagnole, mais aussi à un environnement adoptif où les leurs idées étaient considérées comme étrangères. L'urgente nécessité de survivre et la nécessité de s'adapter à un environnement d'autoritarisme brutal ont été des obstacles supplémentaires à l'organisation des potentiels sympathisants locaux ; toutefois, leurs efforts n'ont pas été en vain, et en particulier après 1958 (après de dix ans de dictature militaire), quand a été créé la Federación Obrera Regional Venezolana FORVE (Fédération des travailleurs vénézuéliens régionaux ) affiliés à l'Association

internationale des travailleurs (AIT IWA), mouvement anarcho syndicaliste fondé en 1922. À ce moment là, certains groupes spécifiques ont été constitués, des journaux, des brochures et des livres ont été produits ; mais peu de cette activité put transcender au delà des cercles les plus politiquement conscients des immigrés espagnols [Montes de Oca 2008].

Les vagues de contestation socio politique qui ont secoué le monde à la fin des années 1960, en particulier le Mai français de 1968 avec ses indubitables racines libertaires, ont également arrive au Venezuela. Son empreinte c'est manifesté dans la "Renovación Universitaria" (Rénovation Universitaire) qui a profondément ébranlé les principales institutions de l'enseignement supérieur au Venezuela entre 1968 70, et qui a maintenu sa présence dans les mouvements d'étudiants et de culture alternative. Toutefois, à l'exception de la diminution de la présence des vétérans espagnols, des années passeront avant que les groupes s'identifient avec l'idéal et la pratique de l'anarchisme, parce que, dans les années 70, le marxisme était encore considéré comme soutien idéologique irremplaçable pour toute proposition révolutionnaire au Venezuela.

Entre 1980 et 1995, il y eut clairement des tentatives d'organisation anarchistes cherchant à se connecter avec les luttes et mouvements sociaux : le Collectif Autogestionnaire Libertaire CAL, était le plus visible. Deux journaux ont été édites, *El Libertario* (publié par CAL, 9 éditions entre 1985-87) et *Correo A* (28 éditions, entre 1987 et 1995), journaux qu'ont été les points de référence et de réunion pour les activistes, où l'on compte ceux qui sont venus du marxisme, exilés ácratas Latino Américains et, surtout, les jeunes qui sont venus à l'anarchisme à travers la scène punk. Il convient également de noter, à cette époque, l'activité académique et informative d'Angel Cappelletti, un anarchiste argentin qui a travaillé au Venezuela pendant 26 ans [Méndez & Vallota 2001]. Malgré les difficultés à faire comprendre et à promouvoir les propositions anarchistes de l'autogestion et d'action directe, dans un environnement où ils étaient inconnus ou mal interprété. Mais peu à peu, les routes ont été dégagées pour accéder à plusieurs domaines où des initiatives s'ont exprimé. Et puis, a eu lieu l'explosion populaire du 27/02/1989, appelée "Caracazo", laquelle, combinée avec d'autres manifestations nationales, en particulier la crise de la presque totale dépendance à l'égard de l'industrie du pétrole et du modèle politique créé en 1958 et aux événements internationaux (tels que l'effondrement des bureaucraties de l'Europe de l'Est), a ouvert des espaces pour propager l'idéal libertaire.

Les efforts, en vue d'associer l'anarchisme aux luttes collectives concrètes, sont devenus plus évidents avec la réapparition de *El Libertario* en 1995, dont le groupe de travail s'est appelé, d'abord, Commission des relations anarchistes CRA, et après 2007, le Collectif Editorial *El Libertario*. Il s'agit de la publication le plus durable dans l'histoire locale libertaire, avec l'édition de 5 numéros chaque année et avec une diffusion importante par rapport à d'autres publications locales et continentales. À côté de cela, il existe des noyaux anarchistes et des initiatives avec un certain nombre de domaines d'intervention et situées dans de différentes régions du pays. Elles mettent en évidence le travail des espaces spécifiques (tels que la CESL, à Caracas, le CEA, de Mérida, et l'Ateneo La Libertaria, d'abord a Biscucuy puis dans la zone rurale au sud ouest de Lara). Aussi, l'organisation en janvier 2006 du Forum Social Alternatif de Caracas, l'activité de la Croix Noire Anarchiste, la persistance de la publication de divers matériaux informatifs et l'impulsion donnée à distinctes manifestations de protestation sociale et d'agitation culturelle. Ce processus a dû surmonter l'épreuve de la "révolution bolivarienne" conduite par Hugo Chávez, qui ne représente pour les anarchistes qu'une machinerie démagogique, corrompue, inefficace et militariste. Une escroquerie qui a trompé un vaste secteur des socialistes locaux et mondiaux, ce qui rend plus difficile le développement des mouvements populaires autonomes, ligne d'action promue par l'anarchisme vénézuélien.

## Bibliographie

- \* ALTERFORO (2006). Boletín en español e inglés del Foro Social Alternativo Caracas.
- \* BRITO FIGUEROA, F. (1981). Tiempo de Ezequiel Zamora, Caracas, UCV.
- \* CAPPELLETTI, A. (1990). "Anarquismo Latinoamericano", pp. IX CCXVI, en A. Cappelletti y A. Rama (Recopiladores): El Anarquismo en América Latina, Caracas, Biblioteca Ayacucho.
- \* CORREO A (1987 1995). Caracas (también en: [www.geocities.com/samizdata.geo/CorreoA.html](http://www.geocities.com/samizdata.geo/CorreoA.html)).
- \* EL LIBERTARIO (1985 1987). Caracas.
- \* EL LIBERTARIO (1995 2008). Caracas (también en: [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario), con amplia sección en inglés).
- \* MÉNDEZ, N. y A. VALLOTA (2001). Bitácora de la Utopía, Caracas, UCV (también disponible en varios sitios de Internet).
- \* MONTES DE OCA, R. (2008) "Anarquismo en Venezuela", Caracas, inédito.
- \* RODRÍGUEZ, L. (1993). "Conociendo al Anarcosindicalismo Venezolano". Correo A, Caracas, # 22, pp.16 17.
- \* SANANES, M. (1987). Pío Tamayo, una Obra para la Justicia, el Amor y la Libertad, Caracas, sin editorial.
- \* UZCATEGUI, R. (2001). Corazón de Tinta, Caracas, Naufrago de Itaca.

---

### **A ceux qui ne veulent pas entendre : Chavisme et anarchisme au Venezuela aujourd'hui**

Voici la réponse argumentée de El Libertario aux litanies habituelles de la droite rustique ou de cette gauche des concessions qui, au Venezuela et ailleurs, semble aveuglée par le mirage pseudo-révolutionnaire du chavisme. On devrait, on pourrait et on voudrait en dire davantage sur ce thème, mais voici pour le moment un condensé de notre point de vue, déjà exprimé auparavant, mais qu'il n'est pas moins nécessaire de rappeler aujourd'hui.

*- Hugo Chávez parle de socialisme, de souveraineté populaire et de participation. Pourquoi être contre, si ces concepts coïncident avec l'idéal anarchiste ?*

Les arguments de Chávez sont bien choisis. Mais il a lui-même dit qu'il valait mieux tenir compte de ce qu'il faisait et non de ce qu'il disait. Son « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » n'est pas autre chose, dans les faits, qu'un paternalisme et un capitalisme d'État basés sur la richesse du revenu pétrolier. La souveraineté populaire dont il parle, c'est en réalité la souveraineté d'une élite constituée de militaires, de multinationales et de la « bourgeoisie bolivarienne » récemment constituée. Il suffit de voir les pouvoirs extraordinaires récemment octroyés à la Présidence, ou le musellement de certains de ses alliés ayant exprimé des réserves face à sa décision de constituer un parti unique officiel, pour se faire une idée de ce que le Commandant entend par participation. L'anarchisme n'accepte aucun leader permanent et omnipotent. Il n'accepte que les délégués contrôlés de façon permanente par ceux qu'ils représentent ponctuellement : voilà l'expression de la souveraineté et de la participation populaire. Ce n'est sûrement pas l'expression du processus ayant cours actuellement, ni d'aucun autre basé sur un pouvoir hiérarchique permanent et sur l'État.

*- L'intention affichée de ce gouvernement est de faire une révolution pacifique et démocratique. Pourquoi ne pas attendre que la révolution soit bien en marche avant de juger tout le processus ?*

Chávez parle d'une révolution, mais ses beaux discours ne suffisent pas à démontrer qu'il la fait et qu'on doit l'aider dans cette tâche. Trop de tyrans et de démagogues sur ce continent ont déclaré la même chose sans qu'il y ait aucune raison réelle de les soutenir. Au Venezuela, il y a eu « révolution » dans le sens où notre mode de vie a été modifié à de nombreux points de vue ; mais ce que l'on voit en termes de construction ne nous encourage pas à soutenir le processus en cours. Permettre sa consolidation, c'est rendre les choses plus difficiles à changer ensuite, car les changements que les anarchistes veulent amener vont dans un sens tout différent de celui pris par ce « processus » qui, pendant plus de 8 ans, s'est révélé autoritaire, bureaucratiquement inefficace, structurellement contaminé par la corruption et mettant en œuvre des orientations, des personnages et des comportements que nous ne pouvons cautionner.

*- Bien que le projet soit différent du projet proposé par les libertaires, le chavisme appelle à renverser l'oligarchie et l'impérialisme. Pourquoi ne pas établir d'alliances stratégiques avec le pouvoir et essayer, plus tard, une fois le régime oligarchique et la menace impérialiste renversés, de faire la révolution anarchiste ?*

Les alliances stratégiques sont le mode d'action politique utilisé par un groupe d'alliés pour prendre le contrôle de l'État. Les anarchistes cherchent au contraire à dissoudre l'État avec la participation de tous. Le renversement de ce qu'on appelle la réaction et l'oligarchie (concepts utilisés à des fins évidentes de propagande) ne ferait que consolider au pouvoir ceux qui ont gagné. Naîtrait alors nécessairement une nouvelle oligarchie, car telle est la logique du pouvoir étatique, comme on l'a vu en URSS, en Chine ou à Cuba. Cela rendrait encore plus difficile une révolution à caractère anarchiste, et l'Espagne de 1936 en constitue un parfait exemple. Il est également inexact d'affirmer que le projet de Chávez va à l'encontre d'une logique de coup d'état, puisque son but premier a été de réaliser un coup d'état militaire et qu'il adopte le même langage et les mêmes pratiques que l'armée. La lutte contre le gouvernement de la minorité (oligarchie), dans le cadre d'un État, ne consiste qu'à remplacer un petit groupe de personnes par un autre. Quant à la lutte contre l'impérialisme, les politiques proposées et mises en œuvre dans les secteurs du pétrole, des mines, de l'agriculture, de l'industrie, ainsi que les politiques sur le travail, etc. constituent toujours les fers de lance de l'Empire et non ses adversaires (Pour plus d'informations sur les liens stratégiques avec le capital transnational et les intérêts impérialistes, voir les publications de *El Libertario* [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)).

*- Le gouvernement vénézuélien annonce aujourd'hui un développement important du pouvoir communal passant par la cession massive de pouvoirs aux Conseils Communaux, aux organisations communautaires et horizontales de participation populaire. Les anarchistes soutiennent-ils ces structures de base ?*

Ce qu'on commence déjà à constater avec l'instauration et le fonctionnement des Conseils Communaux, c'est que leur existence et leur capacité d'action dépendront avant tout de leur loyauté à l'égard de l'appareil gouvernemental, ce qui s'est déjà traduit par l'octroi, au Président, de la faculté juridique, de décider quelles organisations sont légitimes ou non, comme le prévoit la loi. Et au Venezuela, on a souvent vu de ces groupements de base (comme les syndicats, pour ne prendre qu'un exemple) recevant le courant d'en haut, comme les tramways... Il existe, certes, de réelles tentatives de groupement de la base vers le sommet, comme les associations de quartiers, de paysans, de peuples indigènes, d'étudiants, les associations culturelles et écologistes, etc., mais celles-ci n'éveillent pas vraiment la sympathie des institutions. Nous pensons que la soumission légaliste, fonctionnelle et financière des Conseils Communaux au pouvoir étatique constituera un obstacle de taille à la construction d'un mouvement de base autonome. C'est valable également pour les Conseils de Travailleurs dans les entreprises, dans lesquels on peut plutôt voir une façon d'empêcher la naissance d'un syndicalisme indépendant.

*- Pourquoi les anarchistes critiquent-ils les Forces Armées Vénézuéliennes, d'origine clairement populaire et nationaliste, et leur capacité à soutenir un projet révolutionnaire ?*

Dans toute armée moderne, de l'Europe des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles à l'Amérique Latine d'aujourd'hui, le gros des troupes armées est constitué par des conscrits recrutés dans les milieux populaires. Mais malgré ces origines sociales, la raison d'être de l'armée est la défense d'une structure de pouvoir et de ses détenteurs. Elle ne pourra donc jamais soutenir une révolution en faveur des opprimés. Tout au plus remplacera-t-elle un personnage par un autre ainsi que certaines règles de cette structure, mais elle ne l'éliminera pas ; car le commandement et l'obéissance lui sont inhérents. C'est pour cela que nous ne soutenons aucune armée, aucune police, aucune structure de privilégiés qui puisse utiliser à son profit la force et les armes contre d'autres personnes.

L'anarchisme condamne aussi le nationalisme car il implique de se soumettre aux intérêts d'un groupe de personnes que l'on considère comme différents, et même supérieurs aux autres, dans le cadre artificiel d'un État et d'un territoire-nation. Nous sommes ennemis de tout type de privilèges : de naissance, d'ethnie, de culture, de religion ou de lieu d'origine. En outre, le bilan que l'on peut tirer de l'histoire militaire vénézuélienne parle de lui-même : institutionnalisée par le tyran Gómez (1908-1935) pour liquider les aspirations fédérales régionales, l'armée est renforcée dans sa vocation répressive pendant la lutte contre l'insurrection de gauche dans les années 1960, et c'est encore l'armée qui commet le massacre de février 1989.

*- Les anarchistes vénézuéliens seraient-ils des « escualidos » (faible, loser, terme péjoratif des partisans de Chávez contre les opposants) et sont-ils en faveur de l'opposition social-démocrate et de droite ?*

« Escualidos » est un qualificatif nettement médiatisé, méprisant dans son utilisation politique officielle et ressemblant fort à une invective qui ne dit absolument rien des personnes qu'il qualifie. Mais si l'on veut désigner par là ceux qui refusent de brader leur liberté et leur autonomie pour se soumettre au règne autoritaire d'une personne, d'un parti, d'une idéologie, alors c'est ce que nous sommes. Mais si, par ce terme, on veut désigner ceux qui soutiennent des courants proches du libéralisme économique, dont les élites font preuve d'un mépris presque raciste envers la majorité, et qui se cachent derrière le paravent de la démocratie représentative ou prônent le retour à des formes d'organisation sociopolitiques déjà expérimentées par le passé, alors nous n'en sommes pas. En effet, nous ne soutenons ni le régime de Chávez ni ses concurrents électoraux. Nous pouvons parfois coïncider ponctuellement dans des actions ou déclarations avec les uns et les autres, mais nous nous opposons dans le fond à la plupart des faits et discours des uns et des autres. Nous condamnons la frustration répétée des espoirs entretenus par les personnes ayant soutenu Chávez, mais nous refusons de cautionner les manœuvres politiciennes de la bande d'opportunistes qui se sont octroyé le rôle d'opposants institutionnels. Et surtout, nous ne pouvons pas, pour des raisons de principe, soutenir ceux qui basent la recherche d'une vie meilleure sur la soumission des personnes à la hiérarchie de l'État, comme prétendent le faire les deux camps.

*- Certains libertaires défendent la politique de Chávez. Ne serait-ce pas contraire à l'esprit antidogmatique de l'anarchisme que de dire d'eux qu'ils sont moins libertaires ?*

L'anarchisme n'est pas un état animique. C'est une façon de se confronter aux circonstances sociales changeantes en recherchant le bonheur de chacun dans le bonheur de tous, à l'aide des propositions faites par des personnes concrètes et qui sont discutées, adoptées ou rejetées par les autres à un moment et à un endroit donnés. N'importe qui peut se dire anarchiste ; nous n'avons pas de carte qui puisse nous identifier comme tel et ce n'est pas marqué sur notre état civil. Seule l'interaction avec les autres peut nous définir, et ce sont les autres anarchistes qui nous déterminent comme appartenant ou non au mouvement anarchiste, suivant notre comportement et nos idées. Mais, comme nous ne sommes pas parfaits, nous pouvons parfois adopter des

comportements ou défendre des idées que le groupe n'approuve pas. Cela ne nous rend pas plus ou moins anarchistes, mais différents, bien que, parfois, la différence soit telle qu'elle devient insupportable pour les autres, qui cessent alors de nous reconnaître comme appartenant au groupe.

*- Les anarchistes ne font que critiquer sans rien construire. Quelles propositions font-ils pour influencer positivement sur la réalité vénézuélienne actuelle ?*

Notre lutte n'est ni conjoncturelle ni circonstancielle. Elle prône une nouvelle organisation de la vie collective et individuelle, dans laquelle l'action directe et l'autogestion nous permettraient de reprendre notre vie en mains. Pour cela, nous devons être capables d'un apprentissage sincère et honnête par l'étude et la relation aux autres, de prendre conscience que notre liberté s'étend avec celle des autres, de respecter le principe d'égalité, les différences ne devant pas être prétexte à instaurer une hiérarchie quelconque entre les personnes, et de garder toujours à l'esprit que notre vie dépend de celle des autres. C'est pour cela que nous devons tenir compte, en priorité, des intérêts des autres pour qu'ils puissent, à leur tour, répondre favorablement aux nôtres. C'est la condition d'une vie satisfaisante. Chacun/e de nous vit sa vie et en est responsable face aux autres et à soi-même, et il ne faut attendre notre « salut » de personne. Il n'existe donc pas de recette miracle pour cette réalité sociale (ou toute autre), les propositions et actions pour la transformer devant être le résultat d'un effort collectif conscient et continu, auquel les anarchistes essaient déjà d'apporter une contribution enthousiaste, en promouvant et en encourageant la réappropriation, par les mouvements sociaux, de l'autonomie nécessaire à la création d'un espace favorable au développement des idées anarchistes de liberté, d'égalité et de solidarité.

## **El Libertario**

Chaque numéro est produit avec la collaboration volontaire de ceux qui pensent qu'il est important de faire circuler un journal pédagogique de contre-information produit de manière autonome, ne recevant aucun financement d'aucune structure de pouvoir, et fonctionnant sur la base des décisions prises librement par ceux qui y participent. Ici, il n'y a ni leaders ni chefs, car nous avons mis en place un processus d'apprentissage et de débat continu servant à consolider un réseau antiautoritaire d'action sociale sur ce qui nous entoure. Nous essayons de divulguer, le plus largement possible, la théorie anarchiste et l'action menée par les anarchistes en Amérique Latine et dans le monde entier, et de soutenir toutes les tentatives de fonctionnement libertaire dans les mouvements sociaux auxquels nous participons. Nous n'acceptons aucun type de subvention provenant de structures étatiques ou de toute autre institution autoritaire. Nos activités sont autogérées à 100 %. C'est pour cette raison qu'une tâche essentielle pour *El Libertario* est d'assurer sa distribution et son autofinancement. Nous comptons pour cela sur la solidarité de ceux qui, au Venezuela ou ailleurs, partagent et soutiennent notre travail.

Pour les contacter, écrire à : Raul Figueira,  
Apartado Postal 128 Carmelitas, Caracas,  
Venezuela.

Par mèl : [ellibertario@nodo50.org](mailto:ellibertario@nodo50.org) /  
[ellibertario@hotmail.com](mailto:ellibertario@hotmail.com). Notre page web :  
[www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)





## **Manifeste solidaire avec les anarchistes et les mouvements sociaux du Venezuela**

INTERNATIONALE DES FEDERATIONS ANARCHISTES [www.iaf-ifa.org / secretariat@iaf-ifa.org]

Au premier trimestre 2007, 23 manifestations populaires furent réprimées par le gouvernement vénézuélien et 99 activistes furent détenus. Ce fait évoque le malaise grandissant ainsi que la criminalisation des revendications sociales dans ce pays latinoaméricain, réalité recouverte par la propagande et la mystification d'un régime qui se valorise comme l'avant garde du "socialisme du XXI siècle", avec l'appui de différents groupements et personnages liés à la gauche autoritaire du monde entier.

Malgré tout, ceux qui s'intéressent à la situation réelle des opprimés et des exploités au Venezuela connaissent les conséquences et les contradictions du gouvernement populiste dirigé par le militaire Hugo Chavez. Loin d'avancer structurellement vers la réduction des inégalités et le déroulement des possibilités de développement social, le gouvernement régnant à Caracas continue à maintenir une des distributions des richesses les plus injustes du Continent, approfondissant de surcroît le rôle assigné au pays par la globalisation économique comme fournisseur d'énergie au marché mondial, avec les corporations transnationales du pétrole comme associées choyées et bénéficiaires principales de l'action de l'État vénézuélien. Après huit années et demi d'un gouvernement comptant sur les plus hauts cours du pétrole, avec une rentrée fiscale la plus élevée de l'histoire nationale, les résultats sociaux des politiques du chavisme sont médiocres, l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie parasitaire des faveurs de l'État, la "bourgeoisie bolivarienne", en étant l'aspect le plus remarquable.

Selon des statistiques et des informations gouvernementales récentes, 5 millions de travailleurs - 46,5% de la force travailleuse - se maintiennent dans le secteur informel de l'économie, 43 % des travailleurs reçoivent une rémunération inférieure au minimum légalement permis - un peu plus de 200 dollars par mois -, 2 millions et demi de personnes rêvent d'une habitation décente, 18% de la population souffre de dénutrition, le réseau des hôpitaux publics présente des carences et des limites de tous types, 90% de la population indigène vit dans des conditions de pauvreté, plus de 400 personnes meurent violemment chaque année dans les prisons et il y a une moyenne mensuelle de 15 personnes tuées par les corps répressifs de l'État.

Le gouvernement vénézuélien a maintenu ces cinq dernières années une dispute intra-classe avec certains secteurs traditionnels de la bourgeoisie locale, au moyen d'une forte polarisation politico-électorale qui a permis de diviser, d'immobiliser et de récupérer les mouvements sociaux du pays. Quiconque critique la corrompue, inefficace et frondeuse bureaucratie officielle est qualifiée comme étant "au service de l'impérialisme" et, sous couvert de "faire face aux pratiques de coups d'état et aux provocations réactionnaires", diverses lois ont été promulguées qui pénalisent avec la plus grande force les actions de rue et les grèves dans les entreprises de base de l'État. Ce sont là des mécanismes légaux qui, depuis 2006, ont été utilisés contre les mobilisations populaires qui, en tentant de récupérer leurs propres revendications, manifestent toutes les semaines pour le droit à la sécurité personnelle, pour un logement digne, l'emploi et des conditions de travail décentes. La réponse gouvernementale a été des bombes lacrymogènes, du plomb et des détentions.

Devant la polarisation qui trompe et qui est vécue dans le pays, et, en particulier, en réplique au mandat présidentiel de dissoudre des partis et d'autres groupements pré existants pour s'affilier au parti unique du chavisme, le PSUV, diverses organisations du Venezuela essaient de construire des espaces d'autonomie pour les mouvements sociaux. Parmi ces organisations, il faut remarquer

le travail des compagnons hommes et femmes, anarchistes, qui, à partir de diverses initiatives, comme la publication et la diffusion du journal *El Libertario*, construisent une alternative éloignée autant de l'opposition social démocrate et de droite que du capitalisme de l'État bolivarien. Mais cet effort anarchiste pour construire des options et des voies conséquemment autonomes impliquent des risques: *El Libertario*, par exemple, doit faire face à une campagne systématique de récriminations et est discrédité par des groupements factices payés par l'État, ainsi qu'à un harcèlement croissant contre l'activisme antiautoritaire.

Ce présent manifeste veut rappeler aux compagnons et compagnes libertaires du Venezuela, ainsi qu'aux autres organisations sociales autonomes de base dans ce pays, qu'ils peuvent compter avec notre estime, notre appui et notre solidarité. Nos organisations et initiatives anarchistes dénonceront, dans la mesure de leurs possibilités, la démagogie et l'incohérence qui se cachent sous l'alibi de la "révolution bolivarienne", en activant les mécanismes d'appuis nécessaires à chaque attaque gouvernementale contre les aspirations concrètes de justice sociale et de liberté du peuple vénézuélien.

.....

**« Nous avons une vérité en face de nous et nous devons la dire. »**

[*El Libertario*, # 51, Novembre 2007.]

Parmi les 2300 personnes qui ont assisté à la Deuxième Rencontre des Peuples Zapatistes avec les Peuples du Monde, se trouvait une petite délégation en provenance de la région de Zulia, Venezuela. Jorge Montiel et Diego, membres du peuple wayuu, ont en effet apporté un grand message : la situation des communautés indigènes vénézuéliennes est très différente de ce qui est dit au monde entier par des hauts fonctionnaires du gouvernement de Caracas. Le message, transmis à la première personne, a déclenché de la polémique au sein d'un mouvement zapatiste qui, comme le suggéraient ses déclarations précédentes, avait commencé à voir d'un bon œil la gestion gouvernementale de notre pays. *El Libertario* a parlé de cette expérience avec Jorge Montiel, membre de Maikiralasa'lii, qui en langue « arijuna » signifie organisation qui ne se vend pas.

- *Quelle a été la motivation pour assister à la rencontre zapatiste ?*

L'invitation provient du professeur Quintero Weil, de LUZ, qui se trouve au Mexique en train de faire un doctorat et qui est lié aux zapatistes. Cela a toujours fait partie de nos objectifs de venir au Mexique et de partager l'expérience avec les camarades zapatistes, opportunité que l'on a obtenue grâce à des personnes comme Cristian Guerrero, des camarades étudiants de l'UNAM et d'autres qui ont aussi fait preuve d'une ample solidarité à notre égard.

- *Homoetnatura, association dans laquelle vous êtes aussi engagés, a mené une lutte continue sur le thème du charbon. Maintenant les wayuu ont formé un groupe qui s'appelle Maikiralasa'lii. C'est quoi la différence ?*

Homoetnatura s'est toujours engagé auprès des indigènes, mais nous avons voulu disposer d'une organisation nettement wayuu. C'était une nécessité, mais nous avons la même tâche. Pour l'instant, nous ne sommes que des wayuus, mais nous étudions la possibilité de créer une organisation entre camarades Yukpa et qu'elle soit nationale, avec les Bari. C'est sous le nom de cette organisation étant en lutte contre le charbon que nous sommes arrivés au Mexique.

- *Comment s'est passé l'accueil de la rencontre ?*

Les camarades zapatistes et d'autres qui ne l'étaient pas, journalistes et camarades de cinq continents, ont été très impressionnés de notre intervention. Nous avons beaucoup parlé de notre lutte, qui est très semblable à celle des zapatistes : terre, eau, biodiversité. Ils ont été ravis d'apprendre qu'il existe une organisation au Venezuela qui n'est pas dirigée par les partis politiques. Quand nous avons expliqué tout ce qui concerne notre lutte, les zapatistes ont dit : « vous êtes la première organisation indigène vénézuélienne qui arrive et qui ne se revêt pas d'un t-shirt et d'un béret rouges. Nous avons connu beaucoup d'organisations du Venezuela qui parlent d'autres choses et qui n'expliquent pas bien la réalité ». Nous nous sommes expliqués, sans l'intention d'attaquer le gouvernement du Président Chavez, nous avons dit notre propre vérité, parce que nous en avons une en face et nous devons la dire. Nous avons été la délégation la plus interviewée de la rencontre. Nous avons eu près de 40 interviews de différentes parties du monde. Quand nous sommes rentrés, notre lutte était plus nette, parce que nous avons découvert que nous n'étions pas seuls.

*- A quelles activités avez-vous participé pendant cette rencontre ?*

Nous avons participé à toutes les tables de travail, dans la partie culturelle. Nous sommes montés à la tribune et nous avons parlé ; nous avons adressé des messages au sous commandant Marcos, Moisés et Tacho et à la commandante Hortensia. Nous n'avons pas pu communiquer personnellement avec Marcos, mais nous avons eu un bref contact avec Tacho. Nous avons envoyé un dossier à Marcos avec le récit de toute notre lutte. Nous lui avons donné une lettre avec les vidéos « Socuy, une lutte pour la terre », et le film « Notre pétrole et autres contes ». Il l'a reçue et a affirmé qu'il était déjà au courant de notre visite. Nous avons offert une conférence de presse pour tous les camarades dont nous n'avions pas pu nous occuper le 2 août. Nous sommes restés deux heures ; une heure à expliquer les raisons de la présence wayuu dans la rencontre. Ensuite, nous sommes passés aux questions.

### **Ni chavistes ni antichavistes : indigènes**

*- Que connaissaient-ils sur la situation indigène au Venezuela ?*

Beaucoup de personnes ont été surprises au début parce que nous avons dit la vérité. Ils avaient d'autres informations, à travers les ministères et les députés, que tout allait bien dans le pays, que nous étions enfin en train d'acquiescer nos droits historiques au Venezuela. Cette croyance fautive était aussi véhiculée par les discours du président à l'étranger. Nous avons dit que nous n'avions aucun représentant car nous ignorions tout cela, parce qu'aucun député ne se prononce en faveur des indiens menacés par le charbon. Nous avons expliqué que toute la Cordillère de la Sierra de Perija sera confiée en concession et que Corpozulia en sera entièrement responsable. Nous avons aussi dit que le Ministère indigène avait été choisi par le gouvernement, pas par les indigènes eux-mêmes. Ça n'a pas été fait par le biais d'une élection populaire, ou les indigènes auraient voté pour fonder ce Ministère ou désigner un ministre. Nous avons affirmé que nous avons le problème des terres, car leur délimitation est paralysée et nous ne savons pas pourquoi. Nous avons aussi soutenu que la légitimité de la communauté indigène Mara était en train d'être bafouée, parce que la loi stipule que les communautés autochtones peuvent s'auto-organiser. Les camarades zapatistes ont dit : « Caramba, si là-bas au Venezuela on parle très bien de ceci et de cela, que les députés et les ministres... ». Non, nous avons répondu, c'est justement le contraire. Les députés sont du côté de Corpozulia, qui est avec les transnationales. Nous avons aussi clarifié notre position ; nous ne sommes ni chavistes ni antichavistes : nous sommes des indigènes anti-impérialistes et anticapitalistes. Si nous étions antichavistes nous serions avec l'opposition en train d'aspirer à des postes publics. Si nous étions chavistes nous serions en train d'aspirer à devenir députés de l'assemblée, du conseil législatif ou du conseil municipal. Nous, nous sommes au juste milieu, en défendant notre propre intérêt, qui est la terre.

*- Est ce qu'il y a eu des réactions négatives face a votre discours ?*

Au début d'un discours à San Cristobal, Chiapas, à l'université, quelques américains se sont beaucoup énervés. Ils étaient très chavistes, ils ont dit que nous étions de droite, que pourquoi parlions nous ainsi, tandis qu'au Venezuela tout était bien cool. Mais les camarades qui parlent l'anglais, parce que nous ne savons pas le parler, leur ont dit : « Vous êtes allés au Socuy ? Vous avez vu la situation des camarades indigènes ? ». « Non. » « Alors, pourquoi vous dites qu'il y a aucun problème ? Vous devez d'abord aller là bas et ensuite vous pourrez critiquer. »

*- Quel est votre principal souvenir de cette rencontre ?*

Les tables de travail, parce qu'ici nous les faisons différemment. Pour les zapatistes, il s'agit d'une réponse à ce qu'ils ont fait, parce qu'il y a de très nombreuses organisations qui les soutiennent. Par exemple, ils parlent des médecins. Il y a le « fromager » qui s'occupe des os et un naturaliste « yerbatero » (=celui qui s'occupe des herbes) qui a pour tâche la préparation des médecines traditionnelles. Ils expliquent cela aussi, comment ils font et quels effets cela produit. Et il y a aussi les sages femmes, qui n'ont pas étudié à l'université mais qui sont aussi des médecins. Ils expliquent comment ils font, de même que les professeurs et les « juntas de buen gobierno »\*. Les gens posaient des questions, mais pour moi c'était clair. C'était très organisé. Nous nous souvenons beaucoup de cette partie là, parce qu'il y a avait de jeunes adolescents de 14 ans qui donnaient des discours à la tribune et qui expliquaient en quoi cela consiste. Ils ont aussi décrit les punitions données aux hommes qui font subir de mauvais traitements aux femmes : 60 jours de travail gratuit pour la communauté. Un camarade a demandé quelle était la différence entre la prison des zapatistes et la prison du gouvernement fédéral. Ils ont répondu : « différente, parce que nous ne torturons pas. »

[\*Juntas de buen gobierno (J.B.G.) : proclamées le 8 août 1994, en opposition au « mauvais gouvernement », elles traduisent le souci d'autogestion et d'autonomie des zapatistes. Ces « juntas », au sens organisationnel du terme, sont au nombre de 5 ; elles ont la particularité d'avoir des noms très élaborés, comme « Corazón del Arco Iris de la Esperanza » (Cœur de l'Arc en ciel de l'Espoir), l'ancienne Morelia. Elles se composent de représentants élus par les femmes, les hommes et les enfants de toutes les communautés zapatistes. Elles se consacrent à des projets différents comme les coopératives de femmes, l'éducation, la santé, l'eau.]

*- Vous avez aboutit à des engagements avec d'autres organisations d'Amérique Latine ?*

Oui, avec une organisation indigène du Mexique qui s'appelle FUEDEM qui s'occupe de la défense de l'accès à l'énergie électrique. Nous sommes d'accord pour que deux de nos camarades doivent assister à une rencontre de femmes qui aura lieu le 30 et le 31 décembre. Nous nous sommes inscrits dans le livre historique des camarades zapatistes, et nous avons aussi pu discuter avec les mouvements indigènes de Oaxaca, avec ceux de Guerrero et aussi avec le Congrès Indigène du Mexique. Nous nous sommes engagés auprès d'associations de France, d'Italie et d'Espagne à ce que nous leur rendions visite et réciproquement afin de parler du consensus indigène. Nous avons aussi créé des liens avec les groupes anarchistes, et ils vont venir nous rejoindre dans cette lutte. Nous nous sommes multipliés et nous avons grandi, sans aucune crainte parce que nous sommes en train de lutter pour nos droits. Nous voulons être là, parce que nous avons promis de rester en contact tout le temps. Nous voulons solliciter aux zapatistes la mise en œuvre de la troisième rencontre des zapatistes avec le monde dans le Socuy. C'est à eux de prendre la décision, car ils vont descendre le long de l'Amérique Latine pour faire l'autre campagne.

*- Qu'est ce que vous allez faire maintenant ? Quels sont les projets pour Maikiralasa'lii ?*

Nous voulons continuer à la rendre forte, à regrouper plus de camarades et continuer la conscientisation. Nous ne voulons pas tomber dans la même ambition de Conive, qui appartient à Noheli Pocaterra. Elle sera une organisation nettement indigène indépendante des hommes politiques et des partis. Quand une organisation veut tirer profit de la politique, elle n'a plus de futur. Nous avons différents projets : des écoles, un musée, une radio, le logement. Nous n'avons pas beaucoup de ressources mais nous sommes en train d'avancer, nous sommes forts et nous sommes nombreux. Le sous commandant Marcos en personne a repris une phrase que nous avons dite, en précisant qu'elle était « des indiens du Venezuela qui luttent » : Nous sommes ici, nous sommes d'ici, nous continuons ici et nous résistons ici.

### **Représailles contre la dissidence**

Les indigènes wayuu, après leur retour du Mexique, commencent à souffrir dans leur chair les assauts de l'intolérance. Après avoir été invités à une émission de la Radio Nationale du Venezuela, qui a une couverture nationale, ils communiquent à Montiel qu'il a été effacé de la liste de participants. La raison ? Avoir signé la lettre qui parle de la situation des indigènes locaux et qui a été délivrée à Marcos du EZLN. « Ceci constitue une représaille contre nous », affirme l'activiste indigène qui a décidé de vivre vraiment la démocratie participative et pas celle du gouvernement, purement rhétorique, qui est tant vantée à l'étranger. « Nous ne pouvons rien critiquer ? », avons nous demandé à la personne qui nous a invités. Au Mexique nous l'avons dit : il se peut que d'ores et déjà il y ait une persécution policière contre nous et nos camarades écologistes. Nous avons peur d'eux, bien sur, parce que tous ceux qui sont complices des exploiters du charbon et les transnationales agissent ainsi ».



### **Venezuela - La gauche non chaviste dialogue et réaffirme ses engagements**

Le 5 août 2007, des activistes et militants de différents courants et villes du pays participèrent à un "Dialogue ouvert : Gauche non chaviste et révolution", réalisé à Caracas au siège de l'Organisation Nelson Garrido (ONG) et appelé par le journal *El libertario* dans le cadre de son numéro 50. Parmi les organisations présentes se trouvèrent : le Groupe de travail "Peuple et Conscience" (Maracay), Groupe Troisième Chemin, Croix noire anarchiste du Venezuela, le Centre de formation idéologique (Barquisimeto), Groupe Défenseurs du Bolivar (Barcelona), Fondation Jorge Rodriguez (Barquisimeto), Assemblée d'éducation, Connexion socialiste, Centre d'études sociales libertaires et le Vice rectorat académique de l'Université Centrale du Venezuela); ainsi qu'une série d'individualités impliqués politiquement dans différentes domaines du pays.

L'objectif de l'évènement fut d'ouvrir un des espaces tant nécessaires pour la reconstruction et la récupération d'un tissu social autonome de base entre les différents mouvements sociaux et populaires, fragmentés par la polarisation politique et coopté et immobilisé par l'actuel État vénézuélien. Un espace divers et hétérogène des différentes perspectives qui aspirent à la liberté et à la justice sociale et qui s'affrontent à l'autoritarisme. L'agenda de la rencontre fut composée de deux grandes sessions : le matin, destiné à réaliser un diagnostic collectif de la situation du pays et la suivante, réalisée dans l'après midi, pour connaître les différentes opinions sur la façon de configurer une réponse progressiste et révolutionnaire au phénomène chaviste. La méthodologie a exclu les exposés magistraux, permettant la possibilité d'un dialogue fraternel dans des conditions d'égalité des intéressés à travers l'usage de la parole.

### **Le Venezuela d'aujourd'hui**

Le diagnostic collectif sur la situation du pays caribéen converge sur les points de départ. Au niveau politique, le triomphe électoral du président Chavez par l'intermédiaire de l'échec du système d'alternance connu sous le nom de "puntofijismo", inauguré en 1958, a rendu possible la réalisation d'une Constituante sans changements structurels de l'État. En échange, celui-ci fut réorganisé en fonction de la nouvelle ère du capitalisme connue sous le nom de "globalisation économique", trouvant son origine dans la symbiose entre la démocratie parlementaire et la dictature militaire. Malgré de grandes ressources, l'État a été incapable de donner des réponses satisfaisantes aux besoins de la population, imposant une "paix sociale" à travers les subsides pétroliers. A rebrousse poil de la diffusion d'une inexistant "démocratie participative protagoniste", les politiques sociales ont été décrétées d'en haut, dans le cadre d'une des plus grandes concentrations de pouvoir vues ces dernières décennies et où toute initiative est du ressort exclusif du Premier Mandataire. Il fut reconnu la capacité de mobilisation du président et de son charisme, ainsi que l'incarnation à travers sa figure des traditions caudillistes et militaristes présentes dans l'histoire vénézuélienne. De même que la formation d'un système d'information et de propagande gouvernemental et efficace au niveau national et international. La création de différents processus de nature répressive contre les démonstrations de mécontentement populaire et l'acculement des espaces d'indépendance comme l'autonomie universitaire et la liberté syndicale furent évoqués. Différentes interventions réitérèrent leur accord sur la présence d'un "gouvernement militariste, autocratique, immoral et pétrolier". En matière économique, un accord se dégaga sur le fait que le Venezuela se trouve dans le contexte d'une troisième globalisation, marquée par le flux de capitaux sans territoires et avec des activités qui ne correspondent pas à la production traditionnelle des biens et services. Ce processus se développe dans le cadre d'une crise pétrolière qui se décline à travers trois dimensions : climatique planétaire, de l'être humain et de la crise énergétique. Le pays approfondit son rôle dans la globalisation capitaliste, il a compté avec des ressources énormes, comme résultat du cours élevé du pétrole, permettant l'apparition d'une nouvelle élite économique, la "boliburguesia" (mot associant "bolivar" et "bourgeoisie"). Sous la revendication de "souveraineté énergétique" on rencontre un contrôle du pétrole brut par les mafias russes, cubaines et vénézuéliennes, en étroite relation avec le marché global, entrepreneurial et multinational avec une influence des États Unis. Pour cela, on forma les entreprises dites "entreprises mixtes" qui recouvrent des politiques de rémission. Malgré la manne pétrolière, l'exécutif national maintient la dévaluation de la monnaie, l'endettement du pays motivé par le coût élevé des dépenses publiques, et une politique d'imposition régressive, parmi laquelle l'IVA (1) est un des aspects. Ainsi, les hauts cours pétroliers ont permis une politique clientéliste basée sur des subsides à différentes initiatives sociales, pour renforcer ainsi la légitimité de l'État et son modèle de développement, auquel il faut ajouter l'extraction minière.

Sur le terrain social, on a déterminé que ce que l'on appelle le processus "bolivarien", au lieu d'être un point de rupture, a renforcé les dispositifs de domination globale : l'individualisme, la dépréciation de "l'autre" et de ce qui est différent, la mercantilisation du corps, le machisme, la criminalisation des minorités, le fétichisme de la marchandise et le consumérisme. Depuis 1999, on en est venu à solidifier un système juridique, administratif et militaire, qui a lié les mains au mouvement populaire et invisibilisé la gauche révolutionnaire non alignée avec le gouvernement. Il fut souligné le changement de la signification du langage par le pouvoir et le vide de sens du mot "révolution". Le tissu social, comme c'est arrivé dans des périodes antérieures de manne pétrolière, a été pénétré par le clientélisme, à laquelle on soumet l'électoratisme et la militarisation, l'action et la participation populaire en organisant un parti politique (PSUV) à partir de la formation de "bataillons". On questionna de façon réitérée les politiques traditionnelles qui, médiatiquement, se présentent comme des porte-paroles de "l'opposition" et on constata l'absence d'un discours antagoniste au chavisme compréhensible pour le citoyen commun. Malgré ce que la manne pétrolière a permis à la société, les résultats de ce que l'on a appelé les

"missions" sont marginales et insatisfaisantes, et n'ont pas contribué à élever la qualité de vie de la population à faibles ressources. Ceci est perçu par les bases du chavisme, qui a montré des signes croissants de mécontentements. Il en est de même pour l'augmentation de l'insécurité, perçue par la population comme un des principaux problèmes de son quotidien.

### **Une alternative révolutionnaire à édifier**

L'architecture d'un antagonisme de gauche au chavisme fut profilée par abondance d'idées et de propositions, réitérant la nécessité d'accompagner et de renforcer les luttes concrètes et de continuer le travail que chaque initiative développe. On coïncida avec des réponses à caractère collectif, plurielles et diverses. La construction d'un discours et les canaux pour le communiquer, un programme minimum et maximum. La nécessité de reconnaître et de dépasser les erreurs des différentes traditions de gauche et ses mythes (Bolivar, ce que l'on appelle "la révolution cubaine", entre autres), dont le chavisme est un reflet. Complexifier et créer un troisième pôle sur la scène politique, échanger des savoirs et des outils. Utiliser différentes formes de communication. Réaliser une nouvelle rencontre en approfondissant des thèmes et en renforçant des affinités à la mi-août, dans la ville de Maracay. Un réseau digital se constitua et différentes publications et films documentaires sur des luttes tant du Venezuela comme du reste du monde furent distribués et s'échangèrent.

Si vous souhaitez plus d'informations sur cette initiative, vous pouvez communiquer par email : [periodicoellibertario@gmail.com](mailto:periodicoellibertario@gmail.com) ou consulter : [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)

(1) IVA : Impuesto al valor agregado, taxe payée sur les achats.



### **Sur un air de... Chacha**

Extrait de BASSE INTENSITE #09 280508

[<http://basseintensite.internetdown.org/spip.php?article440>]

AUCUN CHEF ou leader autoproclamé révolutionnaire ne nous fera jamais rêver. Chavez pas plus qu'un autre. Il n'est qu'une icône (de plus) exotique (en prime) pour une gauche occidentale moribonde en mal de projet et de pouvoir. Il faut dire que l'actuel président du Venezuela a l'art et la manière de manier les symboles, sans compter qu'une part importante du budget étatique est consacrée à la propagande extérieure. Alors Chavez serait le sauveur de l'Humanité ? Le héros de l'anti-impérialisme ? Le défenseur des plus démunis ? L'avant-garde de la lutte contre les OGM ? Face à la ferveur suscitée par le personnage, des voies s'élèvent, portent la critique et tentent d'organiser une résistance. Citons *El Libertario*, un journal anarchiste.

LES LIGNES QUI SUIVENT entendent relayer les critiques émises par ce journal. Elles puisent aussi leurs sources dans un texte paru dans la revue *Échanges*, n°123 de l'hiver 2007-2008, dans un récit écrit par un compagnon récemment rentré du Venezuela et dans quelques autres écrits.

LE CHAVISME ne sort pas de nulle part. A la fin des années 80, une grave crise secoue le Venezuela, notamment à cause de la baisse des cours du pétrole. Situation propice à l'émergence d'un sauveur. Après un coup d'État raté en 1992, Chavez opte finalement pour la voie légale de prise du pouvoir : le jeu électoral et fonde en 1993 un nouveau parti : le movimiento V republica, voué à un large succès dans les années qui suivent. En 1998, il est élu président de la république et dès 1999, il modifie la constitution et fonde la 5e république du Venezuela.

CHAVEZ SU CAPTER ET DÉTOURNER l'élan révolutionnaire du pays, la soif de changement dans un pays aux rapports de classes extrêmement violents. Les 27 et 28 février 1989, le peuple de Caracas s'était soulevé suite à une explosion des tarifs, notamment des transports en commun et les réformes économiques inspirées par le néo-libéralisme suite à des accords avec le FMI. C'est ce qu'on appelle le Caracazo. Le 2e jour, le président Carlos Andres Perez avait envoyé l'armée contre la population révoltée, tuant 300 à 3000 personnes selon les sources.

CHAVEZ S'APPUIE sur un certain nombre de mythes fondateurs et surtout sur l'armée dont il est issu. Un militaire, élu démocratiquement, ça promet une chouette révolution ! Son « socialisme du 21e siècle » se réclame de Bolivar le grand libérateur de la domination coloniale espagnole. Une libération qui profita surtout aux riches du pays, bien plus libre, il est vrai, d'exploiter la main d'oeuvre indienne et leurs terres à partir de ce moment.

IL S'AGIT AVANT TOUT D'UN POPULISME : un discours destiné à séduire les masses à grands coups de promesses sur une meilleure répartition des richesses, sur la fin de la tutelle des États-Unis, etc. Populisme aussi, dans la mesure où Chavez entend établir une relation directe entre lui et le peuple. Cela passe par exemple par une émission de télé dominicale « Alo presidente » où Chavez s'improvise animateur de talk show et répond 5 à 6 heures durant aux questions des télé-citoyens.

ALORS, ON EST POUR OU CONTRE Chavez et si l'on est contre Chavez, c'est qu'on est sans doute un suppôt du patronat et de la réaction voire même de la CIA. En décembre 2004, un général de la brigade déclarait : « comme il existe au Venezuela une mafia des droits humains, les écologistes forment une mafia verte derrière laquelle se cache la contre-révolution, les multinationales, le tout dirigé par la CIA ». Dans la revue *Échanges*, ce mécanisme est clairement exposé : « Les attaques de l'opposition revancharde et conservatrice sont utilisées par Chavez pour cimenter son camp. Dorénavant, tous ceux qui ne le soutiennent pas sont qualifiés de traîtres au processus révolutionnaire ou, suprême injure, de soutenir l'Amérique de Bush. Fort de cette stratégie du double discours, Chavez et ses alliés, la gauche traditionnelle et tiers-mondiste ainsi que l'extrême-gauche trotskiste initient le show anti-impérialiste permanent pour faire face aux tensions politiques et sociales récurrentes. » Toute contestation est ainsi disqualifiée, tandis que les mouvements sociaux divers et variés se font absorber par l'hydre étatique, mettre sous contrôle toute charge subversive s'en trouvant de fait désamorcée (par ce processus d'intégration). Il n'existe plus au Venezuela de mouvements sociaux proprement dits qui soient autonomes. Toutes les mobilisations importantes sont convoquées par le gouvernement, qu'elles concernent la guerre en Irak ou l'interventionnisme nord-américain en Amérique latine. Dans *Échanges*, on peut aussi lire : « Il se construit aussi un culte : le chavisme, un système où le peuple propose et lui dispose. Et comme tout système accepte son contraire, il a deux discours, celui pour le peuple, hyper-médiatisé, et celui pour les élites qui ne sort pas des salons de la présidence. Ce dernier modère nettement le discours de la rue afin de rassurer la bourgeoisie capitaliste du secteur bancaire et des USA, le principal client du pétrole du Venezuela. »

LE PÉTROLE EST LA RICHESSE PRINCIPALE du pays. Il représente en 2007 90% des exportations du pays. Il est donc le garant de la paix sociale au Venezuela. A elle seule, l'activité pétrolière représente la moitié des recettes fiscales et un tiers du produit intérieur brut. C'est le pétrole qui achète le soutien de la population vénézuélienne à coups de programmes sociaux de grande ampleur (les missions), d'augmentation de salaires des fonctionnaires, de campagnes médiatiques, de nouvelles infrastructures.



**DERRIÈRE UN ANTI-IMPÉRIALISME** de façade, Chavez continue d'entretenir des relations commerciales avec les États-Unis, notamment via des accords avec les majors du pétrole que sont Chevron Texaco, Exxon Mobil ou Conoco Philipp. Depuis janvier 2006, toute entreprise étrangère opérant au Venezuela doit former une entreprise mixte avec le gouvernement. La part étrangère est de 49%, les 51% restant allant à l'État. Augmenter le taux de captation des revenus pétroliers est aussi à l'origine du renforcement du contrôle de l'exécutif politique sur PDVSA, l'entreprise pétrolière nationale. Cette décision sera d'ailleurs le déclencheur du coup d'état avorté d'avril 2002. En décembre 2002, l'opposition utilise de nouveau PDVSA pour tenter de faire chuter Chavez. Le 6 décembre, les patrons, les capitaines de tankers, les cadres et les administratifs de PDVSA entament une grève générale. Elle est suivie de sabotages des systèmes informatiques et techniques. Après 60 jours de lock-out, le mouvement se termine grâce à la mobilisation de la population vénézuélienne, des ouvriers et techniciens de PDVSA. Cela aura quand même des conséquences importantes pour l'économie vénézuélienne avec une chute de la production à 200 000 barils contre 3 millions avant la grève. La situation sera récupérée au prix d'un grand nettoyage de l'entreprise (18000 licenciements sur un total de 42000, mais 80% de cadres) et d'une reprise en main politique de la direction (le ministre actuel de l'énergie est aussi le président de PDVSA). Finalement, un pas si mauvais affaire, cette tentative de coup d'État... et hop ! Une petite reprise en main de l'entreprise phare de l'économie vénézuélienne.. Et puis, ça renforce le côté petit poucet socialiste en butte aux méchants patrons... Alors, opposants, taisez-vous si vous ne voulez pas faire le jeu de la réaction ! En fait, loin de remettre en cause le capitalisme, la politique économique de Chavez vise un simple repositionnement du Venezuela et des pays alentours dans le capitalisme mondialisé. Il s'agit de constituer un pôle de puissance économique afin de tirer un maximum de profit du système. Bref, un bon vieux capitalisme d'État. Chavez veut donc encourager le développement d'un marché intégré sud-américain sur le modèle du marché européen pour faire poids face aux USA. Et là, on retrouve les autres enjeux, beaucoup plus obscurs, de l'intégration à grande échelle du capital : constitution d'un marché unique permettant le développement d'une économie compétitive à l'échelle mondiale, accroissement de la concurrence au sein du marché intégré, flexibilité et mobilité du travail, nivellement des salaires par le bas, normalisation de tous les aspects de la vie quotidienne, renforcement des politiques répressives.

**UN AUTRE EXEMPLE** du double discours dont Chavez est passé maître : l'agriculture. « La réforme agraire dans les décrets-lois de 2001, loin de prévoir l'expropriation des grands propriétaires terriens a été un moyen de garantir le droit à la propriété privée et de ne redistribuer aux paysans qu'une très petite surface de terres qui appartenait à l'État ou à des propriétaires qui ont été indemnisés. La majorité des terres reste aux mains des militaires ou des propriétaires protégés par des groupes paramilitaires qui provoquent la violence dans les campagnes. Par ailleurs, la constitution de 1999, qui garantit aux indigènes la préservation sur leurs terres des ressources naturelles est systématiquement violée par les multinationales comme par les entreprises publiques. » (Échanges)

**ALORS, L'EXPLOITATION** du charbon et de l'or a notamment donné lieu à une vaste dépossession des indiens de leurs terres. Leur situation ne s'est pas améliorée, elle s'est dégradée. Mais de quoi se plaignent-ils ? Ils ont par ailleurs obtenu le droit de vote et aussi un arc, des flèches et un kayak sur le drapeau national ! Concrètement, l'État de Zulia, à l'ouest du pays, possède 95% des ressources en charbon du Venezuela. La Sierra Peria, à la frontière colombienne, est la première région concernée. Les populations de la région sont essentiellement indiennes. Elles sont venues peupler une sierra hostile sous la pression des planteurs de la plaine au cours du 20e siècle. Et de nouveau, elles se retrouvent soumises à l'arbitraire des intérêts économiques. En 1973, le gouvernement vénézuélien accorde les premières concessions minières au pied de la sierra. Il fonde trois ans plus tard la compagnie Carbozulia pour assurer

l'exploitation. En novembre 2003, Chavez annonce le triplement de la production de charbon, justifié par la forte demande d'une Chine en pleine expansion. Il s'effectuera grâce à un partenariat de Carbozulia avec des compagnies occidentales (Angloamerican coal, ruhrkohle...). Ce triplement s'annonce dévastateur pour l'environnement et les communautés Bari, Wayuu, Yupka et Japreria de la sierra : déforestation massive (2 à 3000 hectares), pollution des rivières alimentant les communautés et plus largement, contamination du bassin fluvial de Maracaibo (3 millions d'habitants), augmentation du nombre de maladies respiratoires... En mars 2005, plus de 1000 personnes se retrouvent à Caracas pour s'opposer à ce projet. Résultat des courses : rien ! Enfin, presque. Une commission évaluera ce qui est déjà tout évalué : la vie de milliers de personnes ne pèsera pas lourd dans la balance face aux intérêts financiers. Le projet est pour l'heure suspendu. Mais qui sait pour combien de temps. Juste assez sans doute pour que la contestation se calme.

DANS LA MÊME RÉGION est aussi prévu le complexe portuaire Simon Bolivar, aussi connu sous le nom de Puerto América. Son objectif est de permettre l'expédition de gaz, de pétrole et de charbon vers l'Europe et les États-Unis. Pour faire bonne mesure, il inclut même une centrale thermo électrique au charbon vénézuélien. Bien sûr, les pêcheurs des îles concernées par l'implantation du port sont contre car ils savent bien que le dragage de la zone, les constructions portuaires, la pollution atmosphérique, devront faire de ce coin tranquille un enfer industriel. Il est beau le « socialisme du 21e siècle ».

CRITIQUER LE CHAVISME n'est pas chose aisée, en fait. La situation vénézuélienne était tellement dure que nul ne peut cracher entièrement sur quelques améliorations de circonstances, via la redistribution de la manne pétrolière. Mais, ce qui se passe, c'est le développement d'un assistanat à outrance pour les pauvres et l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie proche du pouvoir : la bourgeoisie bolivarienne. Chavez a réellement un projet de gauche dans un pays où 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce projet n'est pas celui libéral et répressif d'un Uribe en Colombie ou d'un Fox au Mexique. Il est essentiellement d'inspiration social-démocrate, son grand modèle restant l'Europe, un projet de société, on le sait pour le pratiquer, qui n'est qu'un aménagement de nos peines avec son lot d'oppression, de destruction et de mise au pas. L'incarcération des récalcitrants continue, qu'ils soient vendeurs de rue, ouvriers, étudiants ou indigènes. Le droit de grève est fortement limité. Plus de 400 personnes meurent violemment chaque année dans les prisons et il y a une moyenne mensuelle de 15 personnes tuées par les corps répressifs de l'État, etc. Par ailleurs, le pouvoir de l'armée augmente, de nombreuses zones où vivent les communautés indiennes sont détruites, le modèle industriel est glorifié, les compromis avec les entreprises pétrolières sont légion, l'ultra nationalisme se répand... Ce ne sont pas des étapes « malheureusement nécessaires » vers la Révolution. Elles nient même toute possibilité de changement radical, car elles nourriront toujours dans leur sein une résistance forcenée de celles et ceux qui refusent de se plier au schéma imposé. D'autre part, le projet chaviste ne permet pas le développement d'individus et de communautés autonomes. Il propose juste la satisfaction bureaucratique de leurs besoins élémentaires (logement, nourriture, transport, etc.). Si une personne décide de faire autrement, elle ne peut pas car il n'existe plus d'espaces où elles le puissent, quand la loi ne l'interdit pas.

EN DÉCEMBRE 2007, Chavez a perdu ses premières élections depuis son arrivée au pouvoir. Le référendum appelant à la création de la république socialiste du Venezuela et au renforcement du pouvoir de l'État a été rejeté ; il semblerait qu'après 10 ans de pouvoir, le chavisme s'essouffle. En effet, tout va plus mal dans un pays pourtant de plus en plus riche au fur et à mesure que les revenus pétroliers augmentent ; les missions censées résoudre les problèmes alimentaires, sanitaires et de logement sont presque toutes en échec. La mission Mercal destinée à vendre les produits de base à moindre coût ne fonctionne plus et souffre de problèmes de corruption et de

marché noir. L'État a ainsi décidé de mettre en place un système parallèle au Mercal, qui sera géré par PDVSA, la compagnie pétrolière vénézuélienne. La nourriture, échangée contre du pétrole, sera vendue dans les stations services et d'autres commerces pour faire face à la pénurie.

AU NIVEAU DE LA SANTÉ, la mission des médecins cubains (1 médecin dans chaque communauté) fait face à de nombreuses difficultés (réduction du nombre de médecins, retard dans les constructions des dispensaires) et n'a jamais permis de pallier aux carences du système hospitalier. On retrouve les mêmes problèmes au niveau de l'habitat (44% de ce qui était prévu a été construit en 2007). La solution actuelle est la « petrocasa », une maison en plastique. Cela fait un nouveau débouché pour les résidus de pétrole vénézuélien, même si certains disent qu'il est toxique de vivre dans des maisons en chlorure de vinyle. Et sans parler des problèmes d'eau potable, des prisons, d'abus policiers ou militaires quand ce ne sont pas des massacres...

ALORS, ON LAISSE LA CONCLUSION aux anarchistes du journal *El libertario*. Ils écrivaient en janvier 2007 : « les diatribes de Chavez sont très fournies. Mais lui-même a réitéré qu'il ne fallait pas se fier à ce qu'il faisait ou disait. Ainsi, son socialisme du 21e siècle dans les faits n'a pas dépassé le simple paternalisme et capitalisme d'État avec comme base l'abondance de la rente pétrolière. La souveraineté populaire est la souveraineté d'une élite de militaires, d'entreprises transnationales et de la boliburgesia (bourgeoisie bolivarienne) naissante. »

DÉCIDÉMENT, il n'existe pas de capitalisme à visage humain. Ni Bush, ni Chavez !

.....

### **Nous n'avons pas besoin d'une autre guerre de plus**

Nous, objecteurs et objectrices de conscience et antimilitaristes de l'Équateur, Colombie, Venezuela, et de toute l'Amérique Latine et des Caraïbes, unis, nous refusons catégoriquement une escalade belliqueuse qui débouche sur une guerre qui, encore une fois, tente de nous diviser. Nous en avons déjà assez de la faim, la corruption, le militarisme exacerbé, les dépenses militaires impudiques, l'insécurité citoyenne, les soufflets continus aux droits humains de la part de nos gouvernants, tout cela pour qu'ils nous offrent un conflit armé de plus.

Une guerre renforcera seulement les nationalismes respectifs des pays en conflit, augmentant la xénophobie installée dans nos pays. Elle renforcera les forces armées, qui trouveront une autre raison pour accroître leurs budgets et servira pour dissimuler encore une fois les problèmes qui nous assaillent, nous, peuples latino-américains et des Caraïbes : l'exploitation sans contrôles de nos ressources, les niveaux très élevés de chômage, la discrimination et la violence de genre, la corruption et les mafias du pouvoir, les communautés déplacées par les conflits guerriers ou par des monocultures agricoles ou forestières, le racisme et la discrimination de classe, etc... Rien de cela ne se résoudra par la guerre. Au contraire, cela signifiera que ces problèmes augmenteront comme ils ont augmentés au cours de chaque dictature et guerre civile.

Une guerre entre États latino-américains est, en même temps, une conflagration civile entre peuples frères, conduits à l'abattoir par des gouvernements militaristes, tant de droite que de gauche. Les seuls vainqueurs d'un affrontement fratricide entre sœurs et frères sont les commerçants d'armes globalisés, qui depuis les États Unis jusqu'à la Fédération de Russie, construisent des laboratoires de guerre et d'oppression dans nos pays sous des euphémismes comme le « Plan Colombie ».

Nous disons non à la guerre et à ses préparatifs. Non au renforcement de quelque militarisme que ce soit, de droite comme de gauche. Oui à l'autonomie des peuples et de leurs luttes. Oui à la fraternisation latino-américaine.

Nous appelons à une action conjointe contre le militarisme et la guerre, en partant de notre propre conviction qu'il faut continuer en travaillant toutes et tous pour la promotion de la justice et de la solidarité, hors des casernes, dans chacun de nos pays.

Internacional de resistentes a la guerra / Internationale des RésistantEs a la Guerre / War Resisters' International - IRG/WRI.

Signataires :

Internacional de Resistentes a la Guerra - IRG/WRI  
Grupo de Afinidad Antimilitarista de Asuncion GAAA (Asuncion-Paraguay)  
Pelao Carvallo, consejero IRG  
Periodico El Libertario - Venezuela  
Yeidy Luz Rosa Ortiz, Casa Feminista de Rosa - Quito, Ecuador  
Xavier Leon, Grupo de Objecion de Conciencia del Ecuador - GOCE  
Movimiento Antimilitarista y de Objecion de Conciencia MAOC Chile  
Adriana Castaño Roman, Red Juvenil de Medellin, consejera IRG  
Accion Colectiva de Objektoras y Objectores de Conciencia (ACOOO) Bogota  
Colectivo Antimilitarista de Carabanchel, España  
Movimiento de Objecion de Conciencia de Paraguay Moc Paraguay  
Alicia Zarate-artista visual-SOS Tierra. Arte accion. Argentina.  
Claudia Ruiz Herrera- artista visual  
Osmar Arturo Duran  
Kolectivo utopia acrata libertario (k.u.a.l.)  
Ateneo Autonomo de Contracultura y Estudios Acratas, Venezuela.  
Elda Munch Comini, Rosario, Santa Fe, Argentina.  
Laura Fernandez, Argentina  
Rafael Cuesta  
Colectivo "Libertarixs-Guayaquil", Ecuador  
Violeta Franco, feminista antimilitarista  
Maria Luisa Rojas Bolaños, Merida, Yucatan. Mexico.  
Banda "Grito Libertario"  
Ernesto Soltero Resistencia Civil, Caracas, Venezuela

Narlis Diaz  
Andres Alfredo Mendoza Reynoso  
Proyecto Comunitario Bastion Popular, Guayaquil-Ecuador  
Movimiento Objecion de Conciencia de Canarias  
Juan Pablo, 28 años, estudiante, Medellin, Colombia  
Colectivo bolivariano de Cordoba  
Cruz Negra Anarquista de Venezuela  
Dra. Estela Scipioni  
Oscar Huenchunao, Temuco, Chile  
Any Alarcon y Raul Figueira, de Venezuela y antimilitaristas  
Cabeza De Vaca Recs  
Colectivo de diseño la colmena: polinizaciones  
Ricardo Pereira Viale, Editor  
Colectivo Autonomo Magonista - CAMA - Mexico, D.F.  
Federacion Libertaria Argentina  
Federacion Casa de la Paz de Sevilla- España (integrada por AA-MOC Sevilla, Mujeres de Negro y Red de Investigacion y Educacion para la Paz).  
Catalina Peters Planella, Estudiante de Psicologia, UA  
Claudia Ruiz Herrera- artista visual  
Andrea Cardenas- Artista visual  
Sara Faierman  
Subcultura Fanzine  
Jorge Tobon  
Pankzine (Uruguay)

## Colombie/Venezuela - La révolution n'est pas possible sans la paix

MIGUEL MARTIN

\* Ce n'est pas la première fois que, lorsque la rhétorique révolutionnaire d'un mouvement populiste est épuisée, il recourt à un nationalisme agressif à la véhémence rancie. C'est le meilleur remède contre la dissidence, car quand vous avez un ennemi extérieur, vous pouvez le confondre avec n'importe quelle menace intérieure à la stabilité du régime.

Castro l'a dit : « Le vacarme de la guerre résonne fort en Amérique du Sud ». L'escalade verbale entre Uribe et Chavez semble être plus que de la rhétorique. Des chars d'assaut envoyés à la frontière, des ambassadeurs chassés, des discours enflammés et des apparitions publiques qui nous mènent à l'antichambre de l'affrontement. Peut-être que ce ne sera pas cette fois, mais la situation est alarmante. Peut-être que les torrents rentreront dans leurs lits, en attendant la prochaine occasion de déclencher le conflit. Je souhaite de tout cœur cela n'arrivera jamais, parce que, quelles que soient les circonstances, la perspective de voir nos peuples s'entre-tuer pour des intérêts d'État me dégoûte. Mais pour l'instant tout semble sombre.

La vérité, c'est que la rhétorique belliqueuse favorise autant Uribe que Chavez, celui-ci peut-être plus. La vérité, c'est que le discours révolutionnaire du Comandante a connu des jours meilleurs. Après la défaite du 2 décembre, la première volée électorale qu'il a reçue, les vannes de mécontentement au sein du chavisme se sont ouvertes. Pas le mécontentement à haute déclarations vu à la télévision, mais celui des gens qui se sont abstenus et ont entraîné la défaite de la réforme constitutionnelle, les mêmes qui sont fatigués des étagères vides des supermarchés et des missions abandonnées pendant que la bourgeoisie bolivarienne roule en voitures de luxe. Les mêmes qui dénoncent la corruption et confrontent le ministère du Travail et de la bureaucratie et qui se font tirer dessus par la Garde nationale en retour. Les mêmes que les chavistes proches de la présidence traitent de déviationnistes de gauche, d'ultra-gauche ou d'anarchistes, dont on dit qu'ils ne sont pas prêts pour le socialisme, après neuf ans d'attente pour des gestes réels, qui désespèrent de voir Chavez flirter avec la droite depuis quelques mois. Les mêmes à qui s'adressent les appels à la discipline interne du pouvoir constitué qui se multiplient, exigeant l'unité pour la prochaine bataille électorale. Ceux et celles qui se plaignent dans le PSUV (le parti socialiste du Venezuela) sont sommairement expulsés, même quand ils ne font que dénoncer la corruption, même si le dit parti n'est pas encore officiellement constitué, n'a pas de statuts, mais a déjà un comité disciplinaire.

Ce n'est pas la première fois que, lorsque la rhétorique révolutionnaire d'un mouvement populiste est épuisée, il recourt à un nationalisme agressif à la véhémence rancie. C'est le meilleur remède contre la dissidence, car quand vous avez un ennemi extérieur, vous pouvez le confondre avec n'importe quelle menace intérieure à la stabilité du régime, résolvant ainsi le problème des dissidents, qui sont sûrement sur la liste de paie de l'ennemi. Nous avons vu beaucoup de cela au Venezuela : Bill Gates implante des puces sur les personnes, un tel travaille pour la CIA, toujours le même vieux disque. En réalité, un conflit ouvert avec la Colombie ne sera qu'un pas de plus dans ce jeu, une bouée de sauvetage pour le régime chaviste qui perd ses repères et sa base. Il n'est donc pas étrange que, bien que le problème principal soit la violation de la frontière équatorienne par les troupes colombiennes, le gouvernement vénézuélien ne perde pas de temps pour entrer dans la mêlée et augmente la tension en envoyant des troupes, au lieu de jouer un rôle pacificateur qui pourrait vraiment avoir un bénéfice diplomatique.

Bien sûr, Uribe aussi se nourrit de la confrontation. Il a fait tout son possible pour saboter tout dialogue avec la guérilla, pour entraver la libération des otages, afin de faire avancer une solution armée au conflit (ou de son maintien d'ailleurs) puisqu'il est arrivé au pouvoir avec ce discours et

qu'il explore déjà les possibilités de réforme constitutionnelle lui permettant de se faire réélire. Il y a des coïncidences effrayantes. Sinon, expliquez-moi pourquoi tuer le médiateur chargé de la libération de Betancour, quelques jours avant l'annonce de sa libération. Il a montré clairement qu'il préfère la guerre à un accord pacifique. Il a toujours eu une politique agressive et paramilitaire prétendant que l'organisation d'une société civile vivante et active, une nécessité urgente en Colombie après soixante années de conflit, équivaut à soutenir la guérilla. Un autre exemple de la façon dont un ennemi connu peut être utilisé pour persécuter ce qui est perçu comme une menace. Bien sûr, les États-Unis appuient tout cela puisqu'ils seraient le plus grand bénéficiaire d'un conflit qui plongerait le Venezuela dans une longue guerre. Rien ne plait plus aux pouvoirs établis que les consensus, et Uribe l'exploite autant qu'il peut, au point d'accuser tout critique du gouvernement d'être dans la guérilla, sans parler des syndicalistes, des défenseurs des droits humains, etc. Uribe a parié sur le pouvoir personnel au détriment de tous les Colombiens, qui sont aujourd'hui menacés de la possibilité d'une guerre, en raison de la reprise de la part des FARC d'une campagne d'attaques aveugles. Il y a peu de peuples dans le monde qui souffrent autant de leur gouvernement que le peuple colombien.

Après tout, une guerre ne servirait qu'à maintenir les deux dirigeants au pouvoir, chacun agitant les haillons de couleur qui émeuvent tant les nationalistes, des drapeaux qui dans ce cas sont douloureusement similaires. En attendant, les gens saignent dans une guerre qui n'est pas leur guerre, qui n'est pas la guerre de classes, pleurant pour leurs enfants, sans la justice, le pain ou la paix. Ni la bourgeoisie, ni les politiciens, ni les bureaucrates n'y prendront part.

Mais dans le cas du Venezuela, il y a un mal ajouté. Qu'il n'y ait aucun doute que, en cas de guerre, la révolution est finie. Une fois de plus, les politiciens de tout acabit échangeront l'espoir des gens pour des miroirs et des breloques, dans ce cas, des balles et des coups de machette. En cas de confrontation armée, rien n'est plus facile que d'intensifier les appels à la discipline, de disqualifier ceux qui osent prendre des initiatives en dehors du gouvernement, rien de plus facile que de changer les priorités et passer de la construction du socialisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle à la victoire dans la guerre. Le socialisme pour plus tard, quand il sera à nouveau possible, voire pas du tout. Nous avons vu ça en Espagne, à la fin nous n'avons pas de révolution, nous perdons la guerre et nous sommes vraiment floués.

Comme d'habitude, la seule solution à la folie gouvernementale est le peuple, une vague révolutionnaire qui emportera les démagogues, les populistes et ceux qui vendent leurs mères des deux côtés de la frontière, qui se consacre à l'édification d'une société civile d'en bas forte, indépendante de ce pouvoir qui essaie toujours de se perpétuer, une société autogérée, révolutionnaire par vocation et par nature, sans dirigeants aveuglants, internationaliste et solidaire, qui reconnaît que les peuples de Colombie, du Venezuela et de l'Équateur sont des frères pour de nombreuses raisons, frères dans la souffrance, frères dans leur désir de paix et de justice. Pour commencer, rien ne vaut mieux que de ne pas être trompés par les déclarations de guerre en rejetant totalement la guerre entre les États, toute guerre, sauf la guerre de classes. La mobilisation en faveur de la paix doit commencer dès que les tambours de la guerre commencent à résonner. Plus tard, il sera trop tard.

## Chavez et l'anarchisme

[D'après *El Libertario* # 53, mayo/junio 2008, p. 3]

Avec ce don de parler propre au militaire riche, puissant et irresponsable qui n'a de comptes à rendre à personne, encore moins à la culture et à la connaissance, le Président Chavez a présenté une thèse curieuse devant les récentes réclamations de participation de ses disciples. Dans un mélange qui réunit de tout comme au grand bazar, il a dénoncé ceux qui, sous la conduite de la droite et de l'impérialisme, ont lancé des slogans comme « nous ne voulons pas être gouvernés, nous voulons gouverner » ce qui est une thèse qui est assurément anarchiste.

Cette absurdité mérite de retenir l'attention, de sorte, citons le site officiel Aporrea : Le Président affirme que, encouragés par la défaite du 2 Décembre, certains groupes ont suggéré que ceux qui sont au pouvoir ne sont plus le pouvoir constituant, mais le pouvoir constitué, et qu'ils ne méritent plus d'être dans la discussion du pouvoir populaire. Il estime qu'il s'agit là d'un discours conduit par la droite et l'impérialisme, et qui utilise des slogans tels que « nous ne voulons pas être gouvernés, nous voulons gouverner. » « Je tiens à répondre aux gens que nous sommes à l'écoute », a déclaré Chavez, « pour discuter de cette question et couper court à cette thèse qui est certainement anarchiste et qui cherche à semer la division dans nos rangs. » « Peut être que, par ma formation militaire prévue pour la guerre, je suis habitué à la nécessité d'un plan, d'une tête et à la nécessité d'un leadership et d'une discipline, qui ne doit pas être militaire, mais qui doit être révolutionnaire. Et des cadres révolutionnaires, et la reconnaissance d'une direction révolutionnaire et d'un programme révolutionnaire, et d'une auto critique révolutionnaire. » Malgré cela, il a expliqué qu'il est « le premier défenseur de la liberté d'opinion et de l'autocritique responsable et révolutionnaire, véritablement constructive ».

### Des ignorances et des incohérences

Laissons de côté ceux qui dirigent la diatribe, car les affaires intérieures du PSUV [1] sont une autre question. La vérité est que, après le 2 D, il y a un malaise au sein du chavisme en particulier à l'encontre de la bolivarchie haut placée, multimillionnaire en dollars et en échecs et une boîte de Pandore s'est ouverte qui sera difficile à refermer. Ceux qui briguent leur tour à la batte apparaissent pour profiter des dernières années et réclament : nous ne voulons pas être gouvernés, nous voulons gouverner. Il est à préciser que cet slogan n'est pas anarchiste, comme le dit le Grand Animateur télévisé. Certes les anarchistes ne veulent pas être gouvernés, mais nous ne voulons pas non plus gouverner. Le mot d'ordre anarchiste est ni dirigeants ni dirigés, très loin de cette moquerie pédante qui veut dire : Pousse toi de là que je m'y mette, comme le fit cette bande pour se débarrasser de AD et COPEI [2]. Ceux qui y sont ont déjà eu leur tour, et maintenant de nouveaux groupes courent après leurs désirs (désirer = voler, selon le lunfardo [3] et Cristina Kirschner [4]), mais on est loin de l'anarchisme, qui vise à dissoudre le gouvernement, non à se l'approprier.

Dans son discours, Chavez fait de la différence des idées le germe de la division. Ce n'est pas non plus le point de vue des anarchistes, pour qui la différence est une condition pour l'Union. C'est comme penser que dans une équipe de football, il est préférable d'avoir 10 gardiens de but et un seul coup de pied. Tous les collectifs ont fondé leur richesse dans la diversité des idées, des fonctions, des capacités et des perspectives dans la formulation du plan et la reconnaissance de l'autorité pour la conduite. Anarchistes, nous voyons les choses plus dans le sens d'une coordination consensuelle et non comme l'obéissance automatique qui mène les fourmis dans le trou au profit de leur reine.

Rien n'est plus contraire à l'anarchisme que l'existence d'un plan, d'une tête, d'un leadership et d'une discipline. Une telle approche, comme il l'a bien dit, est propre aux militaires, mais de ceux qui organisent les défilés, parce que la guerre est aujourd'hui beaucoup plus compliquée. Nous nous souvenons qu'en pensant ainsi il manqua par deux fois son coup d'état en 1992. Il n'y a qu'à voir comment le Commandant de l'Écran conçoit les plans et le leadership quand il ordonna pour la télévision, 10 bataillons à la frontière, le subalterne a obéi puis s'est assis et dit : Nous allons par devant l'absurdité d'une tête qu'ignore ce que sont des plans. Parce que la direction doit surgir d'accords concertés. Nous, anarchistes, pensons que la discipline n'est pas synonyme de soumission à un chef imposé et totalitaire, mais le résultat de l'unité des buts, des objectifs et des moyens de parvenir à un accord, émergé de la diversité qui enrichit les options.

En outre, il est ridicule quand il propose un leadership et une discipline, qui ne doit pas être militaire, mais qui doit être révolutionnaire. Si, à cet stade, personne, pas lui même, ne sait ce qu'est cette révolution, comment savoir ce qu'est la direction et la discipline révolutionnaire ? Après 10 ans, la discipline révolutionnaire du Stentor semble limitée à dire oui à ce que dit le Locuteur Bolivarien, comme c'est le cas en ce moment, sans plan ni objectifs au delà des siens propres : la discipline aujourd'hui c'est la préparation de Boyacá II [5] en Colombie. Mais demain c'est courir à une réunion présidentielle pour poser sur la photo avec Uribe [6]. Aujourd'hui c'est menacer de couper le pétrole aux gringos, demain, c'est les supplier de nous vendre du riz et des haricots. Si nous comprenons que la seule discipline qu'il connaît est le défilé militaire, il est en tout accord avec elle de venir avec une balle tendue à 90 miles par heure [7] quand quelqu'un sort du rang. Il est clair que c'est ce qu'il dit aux membres de son parti, pour qui la consigne est: "En avant, marche..."

Quant à l'autocritique révolutionnaire, il s'agit d'un autre signe de chaos mental parce que la réclamation provient des siens, précisément, dans une critique surgie de l'intérieur du mouvement, c'est à dire une autocritique. Toutefois, après réprimander les critiques, appeler à la discipline, interdire les lancers des candidats à contre temps (pour pouvoir les contrôler), envoyer des messages d'obéissance à l'opresseur, il prétend être le premier défenseur de la liberté d'opinion et de l'autocritique responsable et révolutionnaire. Il paraît que l'art de présider consiste à se contredire ou à mentir, et le personnage excelle en cela.

D'autre part, que cette rébellion interne anarchiste soit conduite par la droite et l'impérialisme insulte l'intelligence. Pour autant que nous le savons tous, s'il y a une droite au Venezuela cette droite endogène est chaviste. C'est celle qui s'est enrichie avec les importations et reçoit des dollars de la CADIVI [8], celle qui en profite pour acheter des propriétés bon marchés avec la menace des invasions, celle qui fait affaire avec les obligations, celle des banquiers, celle qui bénéficie de contrats de tout type, celle qui est favorisée par l'exploitation des hydrocarbures et des mines, celle qui motorise la corruption internationale. Que cette droite veuille changer l'état des choses est impensable. Chavez est pour elle comme un pare choc qui contrôle la population et elle ne le remerciera jamais assez pour les dommages que reçoit n'importe quel idéal socialiste raisonnable au compte des échecs de ce socialisme bolivarien télévisé et grotesque.

En ce qui concerne l'empire, le Venezuela le préoccupe peu. Chavez est le gouvernant le mieux inscrit dans le néolibéralisme mondial : il n'exporte que des matières premières, en partenariat avec les transnationales auxquelles il a cédé une partie des richesses du sous sol dans les entreprises mixtes ; tandis qu'il annule tout développement interne de l'industrie, de l'agriculture ou de l'élevage pour acheter tout dans le marché mondial, ce qui rend la population totalement dépendante du capitalisme transnational. Chaque jour il y a plus de négoce avec les États Unis, les sociétés pétrolières de Bush son favorisées, la pénétration militaire en Colombie et ailleurs dans les Amériques est facilitée. Bush et la CIA, qui ne posent pas un pied dans le reste de la



planète, semblent avoir trouvé le seul endroit où on les laisse tranquillement tout faire, créer la pénurie de lait, promouvoir la dengue [9], semer la délinquance, renverser l'audience de TVes et s'infiltrer dans le chavisme. Avec Chavez, la CIA a ressuscité, tel un fantôme de l'Amérique qui, sans ses éloges, aurait été close par inopérante. Et quand l'empire serre vraiment, comme dans l'OEA [10], le Courageux du Microphone met la queue entre les jambes et rentre dans le rang, même si cela laisse son séide Correa [11] dans l'embarras.

## Être ou ne pas être

Aporrea ajoute que, selon le Ministre Rodríguez Chacín, le groupe Venceremos est anarchiste, malgré les faits connus qui indiquent qu'il est une des nombreuses factions hissées par le gouvernement pour épaissir les mouvements comparses qui le soutiennent et qui confondent, selon son chef, la Révolution avec les scandales, les cris et les rugissements. Si ce qu'a déclaré le ministre était vrai, ce serait un groupe digne d'être étudié parce qu'il est décrit comme pro impérialiste, mais pose des bombes dans une organisation patronale capitaliste, intégré par des anarchistes de droite avec des plaques de la police insurgée du maire Barreto, indiscipliné avec l'appui public de partisans loyaux au Commandant..

Aporrea complète en clarifiant brièvement ce qu'est l'anarchisme, avec référence à Wikipedia, ce que nous remercions, parce que mieux sera diffusé qui nous sommes et ce que nous cherchons et plus, probablement, il y aura de gens qui finiront par appeler avec nous : Ni dirigeants ni dirigés, des personnes libres associées. Dirigés et dirigeants sont synonymes d'État et, grâce à la gestion sus mentionnée, beaucoup se rendent compte que l'État n'est pas autre chose que le repaire d'une bande qui nous assaille de tous côtés, à laquelle nous devons faire face ensemble pour éviter que, comme il est arrivé avant et continuera à arriver, cette horde passe, mais le repaire reste à l'ordre des prochains criminels, comme l'espèrent les grognons du chavisme et aussi de l'opposition gouvernementaliste.

L'anarchie n'est pas le chaos ou le désordre, mais un autre ordre que celui qui est associé à l'obéissance aveugle à toute sorte de hiérarchie autoritaire, à toute idéologie oppressive, à l'homogénéisation de la pensée, à la soumission, à l'annihilation de l'individu, qui semble être l'ordre que cette pseudo révolution poursuit. Le supposé désordre anarchiste est l'ordre des personnes libres, égales dans leur diversité, qui savent que le bien être de chacun ne peut être obtenu qu'avec le bien être de tous. Évidemment qu'anarchistes nous sommes ces radicaux antichavistes que dénonce le gouvernementalisme, puisque nous sommes radicalement contre tout autoritarisme politique, économique et/ou culturel. Nous entendons les voix de tous et écoutons les conseils de ceux qui savent pour progresser collectivement mais jamais pour obéir aveuglément à quelques uns et, évidemment, nous refusons de vivre sous une discipline militaire basée sur la crainte des balles tendues à 90 miles par heure, ce qui est plus révolutionnaire que de se prendre pour un pitcher [12].

[1] Partido Socialista Unido de Venezuela, parti de Hugo Chavez.

[2] Acción Democrática et Comité de Organización Política Electoral Independiente, partis précédemment au pouvoir depuis la fin des années 50.

[3] argot de Buenos Aires.

[4] présidente de l'Argentine.

[5] Chavez a expliqué lors d'une récente conférence de presse avec Lugo, le président du Paraguay, qu'il a "invité" Petropar à créer une entreprise mixte avec PDVSA pour exploiter le "Bloc de Boyacá 2" dans la ceinture de l'Orénoque à l'est du Venezuela.

[6] Álvaro Uribe Vélez est président de la Colombie.

[7] Chavez apprécie le base ball et déclarait le 13 juin 2007: «Fidel a récupéré une balle tendue à 90 miles»

[8] La Commission d'Administration des Devises (CADIVI) a autorisé en 2007 la mise à disposition de 44,4 milliards de dollar aux fins d'importation, contre 14,78 milliards de dollar en 2005, soit trois fois plus en deux ans.

[9] La dengue est une maladie infectieuse transmise par les moustiques.

[10] Organisation des États américains, organisation basée à Washington qui regroupe tous les gouvernements des États d'Amérique.

[11] Rafael Correa, président de l'Equateur depuis le 15 janvier 2007, a annoncé sa volonté de renégocier la dette équatorienne qui s'élève à 10 milliards d'euros, de renégocier les contrats de la société énergétique PetroEcuador avec les partenaires étrangers.

[12] lanceur au base ball.

---

## **Chomsky, le bouffon de Chavez**

OCTAVIO ALBEROLA - [El Libertario, # 57, 2009]

Contrairement à ce que pensent beaucoup de gens, la capacité de croire en des mensonges et d'accepter aveuglément une fiction, aussi ridicule et fausse soit-elle, n'est pas l'apanage des imbéciles et des ignorants. Le célèbre essayiste Noam Chomsky vient de nous montrer que les intellectuels, individus souvent cultivés, intelligents et perspicaces, peuvent, eux aussi, devenir crédules et accepter des comportements et des actes politiques clairement démagogiques, autoritaires et fallacieux. En tout cas, s'ils n'y croient pas, ils simulent bien.

Déjà, avec l'Union soviétique et la Chine maoïste, nous avons assisté au phénomène irrationnel des « compagnons de route » ... Ces intellectuels, dont beaucoup d'entre eux croyaient de bonne foi en l'instauration du « socialisme » et à la construction de « l'homme nouveau » dans ces pays, jusqu'à ce que les événements les forcent à comprendre la véritable nature de ces régimes.

Toutefois, même si de telles erreurs ne sont pas toujours motivées par la quête d'une récompense quelconque et semblent sincères, si elles ne sont que de simples fatalités anthropologiques, il est logique de se demander pourquoi de tels comportements existent et comment ils se manifestent. Et même s'il est plus facile de penser qu'il s'agit simplement d'un effet de croyance, dont nul être humain - même le plus rationnel - ne peut éviter en permanence, dans le cas de Chomsky il nous est impossible d'oublier qu'il a combattu les effets de la croyance dans le passé.

C'est pourquoi nous sommes obligés de nous demander : comment un homme apparemment capable de raisonner, d'analyser de façon critique ce qui se passe dans le monde d'aujourd'hui, peut-il se rendre au Venezuela afin de louer les vertus du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » sans se rendre compte de la mentalité militaire de son inventeur, le Comandante Chavez, ni du grotesque populisme de sa prétendue « révolution bolivarienne » ?

Comment Chomsky peut-il commettre la même erreur commise - au siècle passé - par ces intellectuels célèbres qui ont fait l'éloge de Staline, puis, plus tard, de Mao et de son « Petit Livre rouge » ? Ceux-ci ont cru qu'en Russie et en Chine se construisait le « véritable » communisme et celui-là, Chomsky, croit aujourd'hui que le Venezuela est en train de créer « un monde nouveau, un monde différent ». Comment a-t-il pu oublier que tous ces intellectuels ont été forcés de reconnaître leur culpabilité pour cet aveuglement idéologique qui les empêchait de voir ce que dissimulait la rhétorique révolutionnaire stalinienne et maoïste ? Ce totalitarisme responsable de la

mort de millions de personnes, par la faim ou la persécution, qui a inspiré Castro et lui a permis d'imposer une dictature cinquantenaire dont Chavez est un admirateur fervent.

Mais ce qui frappe, ces dernières années, chez Chomsky ce n'est pas seulement cette apparente amnésie historique, mais qu'il soit sensible aux louanges d'un histrion militaire (« Je t'accueille très chaleureusement (...) il était temps que tu nous rendes visite et que le peuple vénézuélien te voie et t'entende directement ») et l'ait remercié pour ses « paroles aimables et généreuses ». Le bouffon Chomsky a aussi déclaré qu'il était « ému » de « voir comment au Venezuela se construit cet autre monde possible et de rencontrer l'un des hommes qui a inspiré cette situation ».

Le plus surprenant de cette conversion à la foi messianique, semblable à des conversions au catholicisme célèbres comme celles de Baudelaire, Péguy, ou Claudel, c'est que ce miracle se produise après l'effondrement du « socialisme réel » d'inspiration soviétique et l'introduction du capitalisme en Chine par le Parti communiste que Mao laissa au pouvoir.

Contrairement à ces jeunes intellectuels « idéalistes », qui ont tressé des louanges de Staline ou à Mao avant que se produisent ces événements historiques importants et significatifs, Chomsky a pu observer ces événements tout au long de sa vie. C'est pourquoi il est plus difficile de penser qu'il les ait aujourd'hui oubliés. Surtout que les échecs du messianisme révolutionnaire ont confirmé de manière indiscutable ses prophéties. Il est vrai que nous assistons déjà depuis plusieurs années à l'instrumentalisation de Chomsky dans plusieurs directions. Et cela malgré le fait que sa position éthique, ses références idéologiques et actes politiques soient à l'exact opposé des positions de beaucoup de ceux qui prétendent aujourd'hui l'apprécier et le prennent comme maître à penser. Et il est facile de le constater à la simple lecture de ses livres. À moins que le Chomsky d'aujourd'hui ne soit plus le même qui écrivait : « Nous sommes dans une période d'expansion du corporatisme, de consolidation, de centralisation du pouvoir. Certains supposent que cela est bon si ces mesures sont prises par un progressiste ou un marxiste-léniniste. Trois phénomènes importants ont les mêmes antécédents : le fascisme, le bolchevisme, et la tyrannie corporatiste. Tous trois ont en grande partie les mêmes racines hégéliennes ». (Chomsky, *Class Warfare*).

Nous pouvons aussi citer ce que, plus tard, il a écrit sur le pays issu du coup d'État bolchevique d'Octobre 1917. Pour Chomsky, ce coup d'État avait éliminé les structures socialistes émergentes en Russie : « Ce sont les mêmes communistes imbéciles, les imbéciles staliniens qui étaient au pouvoir, il y a encore deux ans, qui supervisent aujourd'hui les banques » et sont « les gestionnaires enthousiastes de l'économie de marché ». Et de nous livrer une conclusion pessimiste : « Ceux qui tentent de s'associer à des organisations populaires et d'aider la population à s'organiser par elle-même, ceux qui appuient les mouvements populaires de cette manière ne peuvent tout simplement pas survivre dans la période actuelle où le pouvoir atteint un tel degré de concentration. » (Chomsky, *To understand power*).

Comment Chomsky peut-il aujourd'hui commettre la même erreur faite autrefois par les « compagnons de route » pro-chinois, tout aussi aveugles politiquement que la génération qui les avait précédés, celle des vieux staliniens qui se sont livrés à une autocritique tardive, alors qu'il a lui-même été le témoin critique d'un tel aveuglement ? Le pire, dans son cas, c'est que ces expériences ne lui ont servi de rien, bien qu'il les ait connues et dénoncées.

L'attitude actuelle de Chomsky nous incite aussi à nous poser des questions sur le « mystère » de l'étrange cohabitation entre l'intelligence la plus aiguë et la crédulité la plus obtuse dans l'esprit d'un même être humain. D'autant plus que, autrefois, il a été l'un de ceux qui ont le plus fortement critiqué la cécité de beaucoup de ses collègues intellectuels qui constituaient avec lui la crème de l'intelligentsia occidentale – Sartre et bien d'autres grands philosophes, historiens,

sociologues, des journalistes ou universitaires de premier plan. Il s'agit vraiment d'un « mystère », car la plupart des intellectuels ont dû admettre qu'ils s'étaient trompés et reconnaître que Chomsky avait eu raison de dénoncer l'aveuglement qui les avait amené à commettre une aussi grave erreur d'appréciation dans le passé. Comment Chomsky a-t-il pu oublier tout cela ? Il est vrai que la cécité des anciens staliniens, mille fois avouée et analysée dans des articles, des interviews et des livres, n'a rien appris aux jeunes maoïstes occidentaux, puisque, vingt ans plus tard, ils ont reproduit le même type d'erreur. Et avec le même orgueil et la même fatuité que leurs prédécesseurs.

Mais il faut préciser que ces jeunes maoïstes adhéraient aveuglément à ce qui se présentait comme une révolution libératrice. Chomsky, lui, a suivi l'évolution inverse : il a commencé par la dénonciation, l'analyse objective, rationnelle, rigoureusement critique, puis finit aujourd'hui par l'aveuglement ...

Il est vrai que sa lutte contre l'impérialisme américain l'a amenée à une relative discrétion au sujet de l'autoritarisme croissant des sandinistes au cours de leur passage au pouvoir dans les années 1980 au Nicaragua, et à propos de la dictature de Fidel Castro depuis des décennies. Cela malgré le fait que, parmi les victimes de ce dernier, certaines ont beaucoup de points communs avec les militants anti-impérialistes pro cubain du reste de l'Amérique latine.

Est-ce cette lutte opiniâtre contre l'impérialisme américain, le fait que (pour lui) le plus important soit de dénoncer les injustices qui règnent aux États-Unis et celles qui sont créées par ce pays à l'échelle mondiale, est cela qui le conduit à prendre des positions aussi déconcertantes à propos de ce qui se passe sur le continent américain ? En effet, même si Chomsky se considère toujours comme « anarcholibertaire », il est clair que, pour lui, les considérations idéologiques doivent passer au second plan et qu'il faut établir une sorte de gradation entre les injustices, selon le degré de danger planétaire des cibles contre lesquelles la critique est dirigée.

Le problème est que ce relativisme politique permet à beaucoup de marxistes-léninistes, de populistes et de politiciens, dont la seule préoccupation est de conquérir le pouvoir, l'exercer et le conserver, de s'appuyer uniquement sur ses arguments anti-impérialistes au lieu de se préoccuper d'aider la population à s'organiser elle-même. Et c'est un vrai problème parce que Chomsky ne dit rien pour les décourager de le faire. Au contraire, en conservant, avec tant de persévérance, cette discrétion immorale et en se laissant photographier à côté de Castro et Chavez il se fait le complice des bouffonneries et des dérives autoritaires, dictatoriales, de ces nouveaux oligarques – même si ses éloges sont discrets et de circonstance.

Malheureusement, cette discrétion manichéenne (parce qu'il considère moins dangereuse l'accession de ces populistes au pouvoir que les ravages commis par l'impérialisme américain dans le monde) est inefficace pour prévenir de tels ravages. En effet, ces populistes continuent les affaires avec les multinationales de l'empire. De plus, cette attitude contribue aussi à démobiliser les gens et à rendre la tâche encore plus difficile à ceux qui luttent avec cohérence contre la domination mondiale du Capital et de l'État.

Peut-être que, vu son âge, Chomsky ne peut pas le reconnaître, mais il est impossible de penser qu'il n'est pas conscient de la distance qui le sépare de tous ceux qui récupèrent ses arguments contre l'impérialisme américain et qui, en même temps, se montrent très réticents, par intérêt ou par convenance, à dénoncer les formes de domination imposées par ces régimes populistes pseudo révolutionnaires.

## **Vetelca: Histoire de la première « maquiladora » bolivarienne**

RAFAEL UZCATEGUI

\* Publié dans « *El Libertario* » n ° 57, 2009 (sur le site [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)), cet article examine en détail ce qui s'est passé chez Vetelca, une société d'assemblage de téléphones cellulaires, afin de démasquer le mythe de la prétendue construction d'un modèle industriel « socialiste » au Venezuela. Traduit par Ni patrie ni frontières (NPNF).

Le 10 mai 2009, le président Chavez, dans la région d'El Tigre de l'État du Barinas, a présenté à la télévision le nouveau portable fabriqué au Venezuela sous la tutelle du gouvernement bolivarien, appareil que celui-ci avait lui-même baptisé, quelques semaines avant, « el Vergatario » (1) Toujours friand de propagande, le président de la République a profité d'une fête traditionnelle au Venezuela, le « Dia de la Madre » (la Fête des mères, jour férié), pour vanter les mérites d'un produit qui symbolise, selon lui, la progression de son projet politique à pas de géant.

Le 10 mai 2009, Chavez a déclaré : « Cet appareil sera le portable non seulement le plus vendu au Venezuela, mais dans le monde entier. » Il a annoncé l'exportation rapide de ce cellulaire, dès que le marché domestique aura été approvisionné, vers les pays andins, le Mercosur (dont font partie, entre autres, le Brésil et l'Argentine) et les Caraïbes. Face à ces objectifs ambitieux, toute personne qui connaît un peu les mécanismes du capitalisme contemporain, ne peut que se demander par quel miracle le « Vergatario » pourra-t-il devenir l'appareil le plus vendu au monde, dans une branche aussi concurrentielle que celle des produits de télécommunications. « Grâce à un modèle de fabrication fondé sur les maquilas », ne manqueront pas de répondre les anarchistes, individus remplis de préjugés, comme l'on sait.

Notons cependant que toutes les analyses de la production, à l'ère de la mondialisation, montrent que, si l'on veut atteindre le Top 10 des meilleures ventes d'un produit, il n'y a qu'une solution : diminuer, autant que possible, le coût du travail. Et comme le savent parfaitement des multinationales comme Gap, Nike ou Adidas, le pays expert en matière d'« économies » en matière de salaires et de droits du travail, c'est évidemment la Chine.

La Chine est précisément l'associée de l'État bolivarien dans l'entreprise commune qu'ils ont fondée : Venezolana de Telecomunicaciones C.A. (Vetelca), installée dans la zone franche de Paraguaná, dans l'État de Falcón, depuis janvier 2009. Selon l'information officielle, au début du projet, « dans ses installations travaillent 140 salariés, dont 80% sont des femmes qui habitent la région et qui ont été sélectionnées par différents conseils communaux (2) de la région pour travailler dans cette usine ». Le premier défi consistait à livrer 10 000 portables à la société Movilnet, pour qu'ils soient offerts le jour de la Fête des mères, comme l'avait promis le président Chavez. Néanmoins, peu de temps après l'ouverture de l'entreprise, les travailleurs de l'usine ont dénoncé, dans les médias du gouvernement bolivarien eux-mêmes, le fait que certains préjugés semblent être bien enracinés.

### **La version des travailleurs**

Levy Revilla, l'un des 56 salariés licenciés, a présenté un compte rendu détaillé sur les débuts de Vetelca. Selon ce rapport, le recrutement a commencé en octobre 2008 et a été mené par le ministère de l'Industrie légère et du Commerce. À cette offre répondirent 250 personnes « venant des missions (3), des universités et des conseils communaux dans diverses parties de l'État de Falcon », et 60 d'entre elles ont persévéré après une première sélection. Un second processus de formation a culminé avec la sélection de 100 personnes en mars 2009 et la désignation par les autorités du conseil d'administration de l'entreprise, présidé par Carlos Audrina.

C'est le 1er Mai, jour de la Fête du travail, qu'a commencé le processus d'assemblage du « Vergatario » : « il a fallu travailler très tard la nuit, la logistique habituelle n'était pas en place, et plusieurs camarades se sont évanouies de fatigue à cause du manque de nourriture et des difficultés de transports ». Toutefois, les travailleurs ont été récompensés par une prime de productivité et la satisfaction d'avoir honoré la parole du Président et assemblé en dix jours les portables prévus. Par la suite, la direction a improvisé l'embauche de nouveaux travailleurs ce qui a créé des problèmes « à cause du manque d'espace dans l'usine et dans la cantine, et ainsi violé la loi et la participation directe des conseils communaux et des missions ».

Comme le prévoit la Loi organique sur la prévention des accidents, les conditions de travail et l'environnement du travail (LOPCYMAT) promue par le gouvernement bolivarien lui-même, les délégués d'hygiène et sécurité ont été élus malgré l'opposition et les diverses contraintes imposées par le conseil d'administration de l'entreprise. Le 7 juillet 2009, Vetelca a licencié 8 personnes, dont trois délégués d'hygiène et sécurité élus par l'assemblée des travailleurs. Les licenciés ont fait appel aux autorités compétentes, qui se sont rendues chez Vetelca pour vérifier les allégations des licenciés et s'informer. La direction leur a notamment répondu que « les travailleurs étaient des étudiants, que leur salaire n'était pas un salaire, mais une aide économique pour assurer des tâches de manutention, et qu'ils ne faisaient donc pas partie de la structure organisationnelle de l'entreprise ». Par la suite, le conseil d'administration a demandé à la Garde nationale de protéger l'usine, et les cadres ont accusé les licenciés d'être des « contre-révolutionnaires », procédé qui n'est pas vraiment pour nous une surprise. Plus tard, la direction a licencié 56 travailleurs, en les obligeant à signer une lettre de démission pour qu'ils puissent recevoir leur chèque final. En quelques jours, le nombre total des licenciés a grimpé jusqu'à 86.

### **La version des bureaucrates**

Le 29 juillet 2009, le ministre de la Science et de la technologie, Jesse Chacón, s'est rendu chez Vetelca pour tenter de dissiper le climat d'incertitude qui s'était installé chez les travailleurs. Le communiqué de presse officiel indique : « Le ministre a visité l'usine et rencontré les travailleurs afin de leur annoncer que, dans 15 jours maximum, ils pourraient signer leur contrat de travail », en ajoutant un commentaire qui est, pour nous, une véritable perle : « Jusqu'à maintenant, les employés se rendent à leur travail comme des opérateurs bénévoles, et ils reçoivent une prime mensuelle de productivité de 1300 bolivars. » Selon le fonctionnaire chaviste : « Il s'agit d'un modèle de production socialiste avec des travailleurs "intégraux", qui chaque jour changent de poste et pratiquent la rotation du travail, afin de pouvoir mieux connaître chaque étape de l'assemblage et le fonctionnement de toute l'usine. Ils participent également à la planification de la production, ce qui se distingue nettement du modèle capitaliste. »

Mais continuons donc à parcourir les articles parus dans les médias de l'État bolivarien. Carlos Audrines, PDG de Vetelca, a déclaré à propos des licenciés : « Un certain nombre de personnes ont été soustraites au processus de formation, parce qu'elles ne respectaient pas certaines normes. » Quant à l'agence de presse officielle ABN elle a déclaré : « A cet égard, on ne peut pas parler de licenciements quand les personnes concernées ne figurent pas sur le registre du personnel ; en effet, les ressources humaines de Vetelca sont actuellement en période de formation, et, dans le cadre de ce processus, la société procède à des évaluations constantes et opère des choix fondés sur le comportement et les actions de ces personnes. » Dans une autre déclaration au quotidien « Ultimas Noticias », Audrina s'est surpassé : « Ces cinquante-six personnes avaient l'intention de créer un syndicat pour contester ou pour se garantir un travail en ayant une attitude agressive et en incitant les autres ».

Le journal « Ultimas noticias » ajoute que « Audrina a expliqué que Vetelca n'était pas enregistrée comme une entreprise, et qu'il n'y avait donc pas de contrat ; "dans environ deux semaines, on nous donnera un budget qui constituera notre capital initial", a-t-il expliqué. Une fois terminée la phase de test initiale, la société constituera un département pour la sécurité, "car dans une entreprise socialiste il n'y a pas de place pour le mot syndicat ; en effet, cela briserait le modèle selon lequel nous sommes tous égaux et parce que dans un système socialiste il ne doit pas y avoir de syndicat", a déclaré Audrina. À propos des allégations selon lesquelles le personnel devait effectuer des tâches de maintenance, le PDG de l'entreprise a déclaré que, "étant donné le manque de ressources, les participants ont volontairement effectué de tâches de nettoyage. Cependant, cette situation a changé après le lancement du Vergatario, parce que nous nous sommes mis d'accord avec les mères du quartier pour qu'elles mènent ces activités ". »

Le 25 août, Vetelca a publié, dans un communiqué de presse, la liste des noms et les numéros des cartes d'identité des 190 travailleurs qui ont bénéficié de la « première nomination » des travailleurs de l'entreprise.

### **Les conclusions des anarchistes**

Procédons par ordre.

Ce que le ministre Chacón appelle un « modèle de production socialiste intégrale » est un euphémisme pour ce que l'on appelle dans le monde entier la « polyvalence du travail » qui est l'une des caractéristiques de la flexibilisation de l'emploi dans le capitalisme informationnel. La « polyvalence » (4) prévoit que les travailleurs doivent avoir la capacité de fonctionner dans différentes tâches, de changer de poste selon les exigences du processus de production, exigences qui contrastent avec la spécialisation des tâches qui caractérise le processus fordiste de production lui-même. En outre, il est faux d'affirmer que les travailleurs connaissent « le fonctionnement de toute l'usine » et qu'ils « participent à la planification de la production ».

D'une part, les travailleurs et travailleuses de Vetelca ne font qu'assembler un produit final dont les éléments sont conçus et fabriqués en Chine. Ils ne sont donc impliqués que d'une façon très limitée dans l'assemblage et l'emballage des « Vergatario ». Vetelca, en dépit des descriptions épiques qu'en font les hauts fonctionnaires bolivariens, n'est qu'une vulgaire société de sous-traitance qui travaille pour Movilnet, la compagnie de téléphones cellulaires de l'État vénézuélien. Audrina lui-même l'a confirmé dans une interview : « Vetelca est totalement capable de répondre à la demande de produits pour Movilnet. » C'est cette société (Movilnet) qui décide du nombre de téléphones qui doivent être assemblés, de leur date de livraison et de la chaîne de commercialisation, trois éléments à propos desquels les travailleurs de Vetelca, ou selon le ministre, les « salariés volontaires », n'ont rien à dire.

Si le Président de la République décide de lancer une nouvelle promotion du « Vergatario » pour célébrer, par exemple, la naissance de Simón Bolívar, ce qui entraînerait une hausse de la production, les travailleurs devront de nouveau s'épuiser au boulot, comme lors de la journée de surmenage décrite par Levy Revilla. Cet élément coïncide parfaitement avec la flexibilisation des horaires de travail, typique de l'étape actuelle du capitalisme.

D'un autre côté, les affirmations de l'économiste Audrina renforcent également notre hypothèse selon laquelle le processus bolivarien relève plus de la mondialisation néolibérale que du socialisme. Ce haut fonctionnaire estime qu'une période de formation conduisant à produire 10,000 portables ne suffit pas et que les salariés doivent encore rester à l'essai. D'autre part, le

motif des licenciements qu'il invoque (organiser un syndicat pour tenter d'assurer la sécurité d'emploi) est ce qui motive tous les travailleurs, dans le monde entier.

Enfin, sa déclaration selon laquelle Vetelca n'autorisera pas la constitution de syndicats « parce qu'ils sont contraires au socialisme », se passe de tout commentaire.

Le président Chavez, Jesse Chacon, Carlos Audrina et les Tortues Ninja (5) peuvent répéter des centaines de fois que le Vergatario est un téléphone « socialiste » fabriqué dans une entreprise « socialiste » composée de « volontaires socialistes ». Même s'ils répètent ce mensonge mille fois, les faits révèlent une autre réalité : Vetelca est la première « maquiladora » installée dans le pays, inspirée par le modèle chinois d'exploitation brutale, le même qui produit les chaussures Nike, les ballons Adidas et les chemises CAP pour le capitalisme sauvage aujourd'hui.

1. « Vergatario » est un terme populaire vénézuélien, l'équivalent de un « truc super », « un méga truc », « de la balle », etc. La racine de ce mot étant « verga », verge, cette appellation a fait bien rire la planète antichaviste, et sans doute aussi les militants chavistes qui n'ont pas perdu tout sens de l'humour. Rappelons qu'au Venezuela, un truc, un machin, se dit (en langage populaire) « una vaina » (un vagin) et est aussi une exclamation très répandue « Ay, que vaina ! » (« Quelle contrariété ! ») ou « Quelle merde ! ». Les « déconstructeurs antisexistes » du langage ont donc du pain sur la planche dans la patrie du Colonel. Mais gageons là aussi qu'ils fermeront leur gueule puisque leur pape (alias Chomsky) adule le B.B. (le Bouffon bolivarien). (NPNF).

2. Conseils communaux : « Les récents conseils communaux doivent, en principe, représenter les communautés dont ils sont les élus. Mais, dans la réalité, il y a ceux qui sont chavistes et où il n'y a pas de place pour des critiques et ceux qui sont antichavistes où les chavistes ne sont pas acceptés. La forme de ces conseils est déterminée par l'État. » (cf. l'interview de militants *d'El Libertario* par Charles Reeve parue notamment dans le numéro 25-26 de NPNF. Pour plus de détails on lira (en espagnol) l'étude de Maria Pilar Garcia qui paraîtra prochainement en français dans *Ni patrie ni frontières* « El poder popular y la democracia participativa en Venezuela : los consejos comunales » sur le site <http://www.nodo50.org/ellibertario/textos.html>)

3. Missions : « programmes de grande envergure ciblés sur l'amélioration de divers aspects de la vie sociale des couches les plus défavorisées, en particulier dans le domaine de la santé, l'éducation et l'alimentation. Ces « missions » sont organisées et directement financées par l'entreprise pétrolière d'État, PDVSA. Elles fonctionnent hors du contrôle des services des ministères correspondants et ne sont soumises, même formellement, à aucun contrôle parlementaire » (Idem.).

4. Cette polyvalence portent les doux noms d' « horizontale » (si « le salarié occupe différents postes de travail relevant du même niveau de classification »), de « verticale » (si « le salarié exerce des fonctions relevant d'une qualification professionnelle supérieure à sa qualification initiale ») ou de « structurelle » (quand « elle est liée à l'activité et à la structure de l'entreprise » selon les cas (NPNF).

5. Tortues Ninja : surnom des policiers anti-émeutes (NPNF).



## **Criminalisation et mort contre le peuple Yukpa**

\* Le collectif du *El Libertario* dénonce les attaques criminelles qui ont eu lieu le 13 octobre 2009 contre le peuple Yukpa dans la Sierra de Perija, dans l'ouest du Venezuela, causant la mort de deux indigènes et en blessant plusieurs autres. L'article suivant – portant sur la tactique et la stratégie de la normalisation culturelle de la « révolution vénézuélienne » - décrit ces faits.

Le 12 octobre, ce que nous avons dénoncé depuis longtemps, comme étant une volonté d'éradication des cultures indigènes et une stratégie de normalisation culturelle venant de l'actuel gouvernement du Venezuela, a eu lieu : l'équipe ministérielle de Chavez est venue pour attribuer de prétendus titres de propriété aux trois communautés indigènes de Yukpa dans la Sierra de Perija, avec pour prétexte d'achever le processus de délimitation des terres appartenant à ces peuples. L'absence du président Chavez fut remarquée lors d'un tel événement, attendu dans la sierra depuis l'année 2002, quand, par mandat constitutionnel, l'État a été censé achever le processus de délimitation de tous les territoires indigènes du pays. En fait, cela a donné lieu à un énorme déploiement de soldats, soit disant pour assurer la sécurité des ministres (dont ceux de l'Intérieur, de la Justice et des Peuples indigènes, parmi d'autres fonctionnaires présents), qui, au plus léger signe de protestation des communautés non « concernées » par l'événement, réagissaient immédiatement pour réprimer leurs demandes. Finalement, le peuple Yukpa a été contraint d'accepter de ne recevoir rien.

On s'attendait depuis des semaines déjà à que quelque chose se passe du côté du peuple Yukpa de la sierra de Perija. La Commission régionale de délimitation avait annoncé la date d'attribution des titres de propriété, mais puis a déclaré qu'elle ne concernait que trois communautés : Aroy, Sirapta et Tinacoa, terres que le gouvernement avait déjà livrées à des propriétaires terriens qui n'ont, en fait, pas été forcés de les rendre au peuple Yukpa, qui n'a donc rien reçu d'autre que de la montagne et des rochers non cultivables.

Durant cette période, de manière coordonnée, les commissions ministérielles, dirigées par Diosdado Cabello (ministre plénipotentiaire de Chavez) et Tarek el Aisami (ministre de l'Intérieur et de la Justice) notamment, s'employèrent à distribuer des sacs de nourriture, promettant une amélioration des infrastructures : écoles, postes d'instituteurs, routes, hôpitaux et autre projets pour la production agricole, pour ceux qui accepteraient de ne pas prendre part à la remise des titres de propriété le 12 octobre et menaçant ceux qui s'y opposeraient. Pendant ce temps, une base militaire a été construite sur un territoire Yukpa non reconnu, ce qui a été vivement contesté par les peuples indigènes réprimés par le même Diosdado Cabello, chargé par Chavez de mener cette tâche, puisque la base est liée aux plans dont nous parlerons plus loin.

Dans le même contexte, la communauté Chaktapa et son chef, Sabino Romero, sont devenus le « caillou dans la chaussure » chaviste, car cette communauté a été une de celles qui n'ont pas voulu attendre la délimitation humiliante de leurs territoires par le gouvernement. Ses membres ont assumé leur état de sujets historiques et décidé de reprendre par eux mêmes leurs terres ancestrales, en occupant et contrôlant de manière collective environ six exploitations agricoles.

Pour le gouvernement de Chavez, les compagnies minières internationales et les propriétaires terriens, cet épisode a désigné Sabino et sa communauté Chaktapa comme l'ennemi à abattre ; pour son audace, il a été condamné à mort - pas en tant que guerrier indigène que l'on ne peut acheter, mais en tant que vulgaire voleur de bétail, délinquant prêt à enlever et tuer, complice de forces militaires étrangères et ennemi du gouvernement en place.

Ainsi, le fait de donner cette terre à certains propriétaires Yukpas le 12 octobre a donné carte blanche à Olegario Romero pour agir contre leurs propres frères Yukpas de Chaktapa dirigés par Sabino Romero. La raison : une plainte pour vol de bétail (120 têtes) déposée par un propriétaire de ranch improvisé, dans laquelle Sabino Romero, le vrai leader de la lutte pour la reconnaissance du territoire Yukpa en sierra de Perija, est directement accusé.

Aujourd'hui, quand j'écris ces lignes, le 13 octobre 2009, Sabino est évacué de Chaktapa avec trois blessures par balle infligées par des sbires d'Olegario, qui, avec l'appui des propriétaires terriens et du gouvernement « révolutionnaire », l'attaquèrent, tuant un de ses gendres, blessant deux de ses fils et une de ses petites filles, alors qu'un autre de ses fils a disparu. Tout cela est le résultat d'une stratégie orchestrée par la « révolution bolivarienne » concernant la délimitation des terres et l'habitat indigène dans la Sierra de Perija.

Par conséquent, nous dénonçons ouvertement le fait que le président Hugo Chavez savait pertinemment ce qui allait se produire. C'est la raison pour laquelle il n'a pas assisté à l'acte dégradant du 12 octobre. Nous dénonçons cela, alors que l'on commence déjà à voir les informations sur la chaîne télévisée d'État essayant de déformer les faits. De même, nous lisons ou entendons des rapports erronés provenant de journalistes et propriétaires terriens de Fegalago, constituant l'opposition traditionnelle, justifiant les actions contre Sabino et la communauté de Chaktapa, et se joignant paradoxalement à la politique du gouvernement, dont l'application est confiée aux deux principaux ministres Diosdado Cabello et Tarek el Aisami. Par conséquent, nous affirmons que tout ce qui s'est produit et peut se produire est une tactique, incluse dans une vaste stratégie politique de normalisation et d'éradication des cultures indigènes, d'une politique d'un gouvernement qui continue de s'immiscer dans la langue et les vies des pauvres pour maintenir ce qui lui est vraiment essentiel : son pouvoir.

Dans cette stratégie de conservation du pouvoir, Chavez a opté pour des projets de développement combinés avec l'exploitation de minerais non traditionnels, tels que l'uranium, présent dans la région Yukpa du Perija. Par conséquent, le gouvernement a établi une base militaire, très contestée par le peuple Yukpa, mais défendue, au nom du président, par Diosdado Cabello, comme un élément du partenariat Chavez - Iran d'exploitation de l'uranium. En même temps, il donne carte blanche à d'autres projets d'exploitation et assure ainsi aux propriétaires terriens le dépouillement du territoire des peuples indigènes.

Nous en avons assez, avec d'honnêtes camarades, solidaires de la lutte indigène, que continue à se justifier Chavez et que la bureaucratie soit désignée comme coupable de ces abominables politiques. Les coupables sont les coupables, et dans ce cas présent ce sont Chavez, Diosdado Cabello et Tarek el Aisami. Ces trois là devront un jour s'expliquer sur ce qui est arrivé à Sabino Romero et sa communauté, qui, contre toute attente, continuent de lutter parce qu'ils ont décidé que c'est leur voie et celle de toutes les communautés indigènes de ce pays.



## Interview de « *El Libertario* », juin 2009

\* Le groupe anarchiste Star, adhérent à la Fédération Ibérique des Jeunesses Anarchistes (Federación Ibérica de Juventudes Anarquistas FIJA), a réalisé en juin 2009 une interview des camarades vénézuéliens qui publient le périodique « *El Libertario* » (Traduction : R.B.).

*Groupe anarchiste Star [1] (GS) – Pourriez vous nous parler de votre projet ?*

*El Libertario* est un journal publié depuis 1995 (56 numéros jusqu'en juin 2009). Nous essayons de traiter de la théorie et de la pratique anarchistes en Amérique latine et dans le monde, et de soutenir tout trait libertaire au sein des mouvements sociaux que nous rencontrons. Nous ne recevons pas, nous ne voulons recevoir aucune subvention de l'État ou d'une autre instance de pouvoir hiérarchique. Notre activité est 110 % autogérée. Cette publication est fondée sur l'idéal anti autoritaire de l'anarchisme et est publiée par l'éditeur collectif d'*El Libertario*, un groupe d'affinité ouvert à la participation et à la collaboration de personnes ayant des principes et les comportements libertaires, dans une atmosphère de respect mutuel et de non dogmatisme.

Le critère central d'affinité est de partager l'idéal anarchiste pour construire une société fondée sur la démocratie directe, la justice sociale, l'autogestion, l'entraide et l'auto contrat sans l'imposition autoritaire de la loi ou de la force, entre autres valeurs. En plus d'être un groupe de propagande, nous essayons de promouvoir l'existence d'un mouvement libertaire dans notre pays, mais pour cela nous présumons qu'il doit exister un certain nombre de mouvements sociaux de base, autonomes et combatifs, comme pré requis pour l'expansion des idées et des pratiques libertaires dans notre environnement. Pour cette raison, nous sommes reliés à diverses organisations sociales de base, nous les accompagnons dans leur lutte contre le pouvoir hiérarchique, et pour les droits humains. En outre, certains d'entre nous se consacrent à la recherche et à la réflexion théorique. Nous encourageons également la culture de l'autogestion, à travers l'audiovisuel et les entretiens, ainsi que par la première foire aux livres et aux vidéos libertaires prévue en novembre 2009. Enfin, dans la mesure de nos affinités et possibilités, nous sommes impliqués dans des campagnes comme celle qui s'est tenue l'année dernière pour les 20 ans du massacre d'El Amparo [2].

Pour plus de détails sur nous, ce que nous faisons et ce que nous pensons, voir notre web : [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario) (en espagnol, anglais, français et autres langues), et dans les éditions imprimées du journal.

*– Quelle est votre position sur la prétendue révolution bolivarienne [3] ? (N.d.T.)*

Nous comprenons que ce qui est arrivé au Venezuela depuis 1999 a été un mélange malheureux de caudillisme [4] et de capitalisme d'État, fondé sur l'abondance des recettes pétrolières. Notre analyse suggère que le prétendu gouvernement bolivarien est un prolongement, et non pas une rupture, de la crise de la démocratie représentative au Venezuela et de son modèle économique basé sur l'exploitation de l'énergie. Il y a eu une « révolution » dans la mesure où notre mode de vie a été démantelé de multiples manières, mais ce que nous voyons en cours de construction annonce clairement des résultats négatifs pour les exploités et les opprimés ; par conséquent, permettre sa consolidation, c'est rendre les choses plus difficiles à changer. Les transformations que les anarchistes visent sont très différentes de la direction prise par ce « processus » qui, depuis plus de 10 ans à la barre, se montre plein d'autoritarisme, en alliance honteuse avec le capital transnational (à travers des partenariats avec des entreprises mixtes qui contrôlent les réserves pétrolières du pays), bureaucratiquement inefficace, structurellement infecté par la corruption ; avec des orientations, des personnalités et des comportements que nous ne pouvons approuver.

Nous avons enquêté, étudié et fait des rapports au sujet du Venezuela dans la mondialisation économique, dont le rôle n'est que de fournir sur le marché mondial des ressources énergétiques de manière sûre, fiable et bon marché. Comme personne dans le passé, ce gouvernement à la rhétorique nationaliste et gauchisante s'est montré très efficace pour obliger la société à se soumettre au commerce mondial de pétrole, et à remercier servilement pour les miettes reçues, tout en maintenant l'une des distributions les plus injustes de la richesse sur le continent.

Ainsi, remettre en cause les effets environnementaux et sociaux de l'exploitation des hydrocarbures et des minéraux est devenu tabou et politiquement incorrect. Le gouvernement bolivarien a développé une machine de propagande impressionnante pour vendre les bénéfices supposés de leurs politiques sociales, mais les données et la réalité nous montrent que s'il y a eu des améliorations dans certaines domaines et dans des programmes gouvernementaux spécifiques, (excuse donnée par l'action de l'État pour mettre en avant sa légitimité présumée partout dans le monde), la situation du peuple ne s'est pas améliorée de manière significative malgré les revenus fiscaux et pétroliers les plus élevés dans l'histoire du pays pour une période similaire, qui ont servi à élever la « bolibourgeoisie » (la nouvelle bourgeoisie créée au Venezuela) qui s'accroît aux dépens du pouvoir officiel. Beaucoup de ceci est montré dans notre publication, qui essaie de citer les sources et les données du gouvernement lui-même. Comme illustration de l'aggravation de la crise en bas de l'échelle, il est à noter que le Venezuela a un des taux d'homicides les plus élevés du continent : 14.000 morts pour 2008. Cela nous renseigne sur l'étendue d'un climat de violence qui reflète la désintégration de la société vénézuélienne, une tendance qui aurait été inversée, ou du moins contenue, si nous avions connu un changement qui aurait été fait au bénéfice du peuple.

*– Nous comprenons que le mouvement contre le parti au pouvoir n'est pas aussi homogène que les partisans du gouvernement le disent. Quelles sont les différentes tendances qui se battent contre le gouvernement ? Quel est le lien entre ces tendances ?*

L'image que la propagande chaviste présente de l'opposition est fautive et intéressée. Elle est cataloguée comme une « droite terroriste, laquais de l'impérialisme et contrôlée par la CIA ». Bien qu'il puisse y avoir un secteur qui corresponde à cette image, le tableau est beaucoup plus hétérogène. Il y a l'opposition héritière du modèle politique dominant avant 1999, avec les vieux et faibles partis AD (social démocrate, proche du PSOE espagnol) et COPEI (démocrate chrétien, semblable au PP), ainsi que d'autres formations dont les fonctions idéologiques vont dans le même sens, qui trouvent entre elles d'ex sympathisants du gouvernement actuel (tel que la MAS et le parti PODEMOS) dont la rupture avec Chavez a plus à voir avec des problèmes de pouvoir et des désirs bureaucratiques insatisfaits qu'avec des conflits idéologiques et politiques significatifs.

Cette opposition de droite et social démocrate semble apparaître – à la lumière de ce que les chavistes font de leur côté – comme le seul choix possible, et réduit les problèmes du pays au champ politique électoral, parce que leur seul intérêt est d'arriver au gouvernement pour gérer les revenus du pétrole à leur bon vouloir. Cette stratégie a été assez efficace en attirant vers leur leadership des initiatives citoyennes de base, se présentant comme un « moindre mal » en comparaison du gouvernement autoritaire en place.

Par ailleurs, il y a une partie de la population identifiée comme « ni ni » (ni ceci ni cela) qui n'est d'accord ni avec le gouvernement ni avec l'opposition. Ce groupe représente la plus importante minorité dans le pays dans les sondages électoraux, ce qui fait que toutes les stratégies de recherche de vote sont destinées à en appeler aux « ni ni » avec n'importe quel argument. Avec

son existence, il est clair que, bien qu'il prêche la confrontation inter bourgeoise, le pays n'est pas mécaniquement divisé entre chavistes et antichavistes. *El Libertario* ne s'est jamais identifié comme « antichaviste », car à partir de 2002, nous avons dénoncé la construction de la fausse polarisation qu'ils construisent dans le but de saper l'autonomie des mouvements de base et de profiter de leur dynamique de mobilisation dans les sondages. *El Libertario* fait partie d'une constellation, maintenant dispersée et avec peu de coordination, de groupes et d'organisations de gauche anti capitalistes qui dénoncent avec la même insistance le gouvernement du président Chavez et ses opposants dans les médias d'opposition. Mais comme vous l'imaginez, ces expressions sont masquées par les forces qui ont intérêt à ce qu'on ne perçoive que l'existence que de deux parties en conflit. Les signes de l'existence de cette autre alternative, qui par la lutte à la base avec le peuple essaye de briser la voie électorale, deviennent visibles depuis deux ou trois ans, alors que peu à peu la manifestation des conflits sociaux laisse entrevoir aux travailleurs, indigènes, paysans, étudiants, victimes de la violence institutionnelle et de la criminalité, les sans abri, etc., que la lutte pour le pouvoir d'État ne sera pas le moyen de résoudre leurs problèmes, pas plus que ce ne le fut en cette décennie de prétendue révolution, ni avant en 40 années de démocratie représentative trompeuse.

– *Quelles sont les activités et les revendications des libertaires vénézuéliens ?*

Le mouvement anarchiste local actuel est jeune, il coïncide presque avec la date de publication de *El Libertario*, ce qui fait que nous avons eu, au cours des années, à faire face au gouvernement autoritaire et aux partis d'opposition, car les deux sont également étrangers à notre projet.

Nous avons fait face à d'énormes obstacles à la fois pour nous imposer comme une option reconnue que pour nous insérer dans les luttes sociales concrètes. Cependant notre persévérance a porté ses fruits et la preuve se trouve en consultant les pages des différents numéros de *El Libertario* (beaucoup sont disponibles sur notre site), surtout les plus récents, où vous pouvez voir comment se sont ouverts des espaces pour des connexions prometteuses entre le militantisme acrate et les expressions les plus dynamiques de mobilisation sociale qui existent au Venezuela, alors que nous cherchons à nous lier aux conflits et aux revendications les plus significatifs du collectif en encourageant l'autonomie des mouvements sociaux et en accompagnant leur développement.

Pour cela nous avons construit des affinités et des coordinations diverses avec des mouvements et initiatives de base et des groupes anticapitalistes, parmi lesquels nous mentionnerons le Comité des victimes contre l'impunité de Lara, la Maison de la femme Juana Avanzadora, le groupe d'études « Pueblo y conciencia », de Maracay, l'Unión Socialiste de gauche et la tendance syndicale CCURA, le groupe Tercer Camino de l'ex guérillero Douglas Bravo, divers syndicats du secteur public de la Santé, des organisations de droits humains, des initiatives de jeunes et des collectifs écologistes.

– *Quels sont les principaux courants qui se manifestent au sein du mouvement anarchiste au Venezuela ?*

La scène anarchiste vénézuélienne est encore très faible et trop récente pour qu'on puisse parler de l'existence de courants dans le sens où ce terme peut être compris en Europe. Sans doute les militants ont diverses affinités de pensée et d'action mais cela ne permet pas de les différencier au point que cela les sépare les uns des autres. Par ailleurs, le fait même d'avoir à faire de l'activité libertaire là où encore récemment elle n'existait pas et dans les circonstances que nous avons expliquées, a été plutôt un encouragement pour que le peu d'anarchistes que nous sommes restent unis.

On a voulu présenter – en particulier pour le monde extérieur – une division parmi les anarchistes locaux qui seraient, d'un côté, « anarcho chavistes » ou « anarchistes bolivariens », qui croient que le processus révolutionnaire en cours permet de faire avancer la cause libertaire, tandis que d'autres seraient « anarcho libéraux » ou « anarcho dogmatiques », parce que nous ne reconnaissons pas ce progrès, de sorte qu'étant opposés au gouvernement progressiste, nous jouerions en faveur de l'empire et de la réaction de droite, ce qui est une simplification grotesque et intéressée de ce que nous disons dans *El Libertario*.

Évidemment, une telle imposture sur le Venezuela et sur la situation des anarchistes locaux ne peut être soutenue que par l'ignorance, l'aveuglement, la mauvaise foi et la provocation. Il y a des gens qui à un moment ont été ou se sont considérés comme anarchistes, mais qui maintenant proclament la prétendue exceptionnalité historique du cas vénézuélien, et qui renient ou déforment l'essence libertaire anti autoritaire et autogestionnaire de l'idéal anarchiste, de sorte que même quand ils continuent de se qualifier d'anarchistes, il est évident qu'ils ne le sont pas. D'autre part, par coïncidence, la plupart de ces personnes sont des fonctionnaires de l'État actuel ou reçoivent des subventions du gouvernement pour leurs activités, ce qui en soi laisse beaucoup à désirer quant à l'intensité de leur affiliation libertaire.

Pour nous, qui avons constaté ce qui arrive dans des situations identiques sur le continent, ce qui s'est passé dans le Cuba de Castro et l'Argentine de Perón se répète avec quelques excentricités, à savoir des tentatives du pouvoir de recruter et de diviser le mouvement anarchiste.

– *Gardez vous d'autres relations avec les anarchistes en Amérique latine et dans le monde ?*

Nous sommes toujours intéressés à établir des relations plus larges avec les anarchistes à l'extérieur, en particulier avec nos affinitaires de la sphère latino américaine. D'abord, parce que notre expérience est plus récente, nous voulons nous nourrir de ce qui a été et de ce qui est le chemin de l'anarchie dans d'autres scénarios, mais aussi parce que nous espérons partager notre démarche, nos doutes, nos certitudes, nos erreurs. Alors, qu'y a t il de mieux que les compagnons pour cela ! ...

En termes plus concrets, cette relation a été exprimée par la diffusion de notre organe imprimé, dont nous sommes fiers de dire (et cela nous stimule !) qu'il a été le périodique anarchiste latino américain le plus largement distribué dans la période récente, puisque ses 2000 - 2500 exemplaires par numéro non seulement vont dans différents endroits du Venezuela, mais aussi régulièrement dans une douzaine d'autres pays. Un autre fait significatif est que notre site dépasse déjà les 160 000 visites enregistrées, avec une moyenne quotidienne de 50 à 80 visites. Mentionnons également les innombrables contacts personnels directs avec des libertaires de toute la planète. Tout cela se traduit par un flux continu de relations et d'échanges avec le mouvement anarchiste international, ce qui est pour nous une source constante de défis et de satisfactions.

– *Que pensez vous de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) ?*

A un moment, quand notre collectif éditeur était connu comme Commission de relations anarchistes, nous étions un groupe des Amis de l'AIT, une situation à laquelle nous avons mis fin parce que notre groupe n'est pas spécifiquement un collectif d'action anarcho syndicaliste, et ne s'est pas développé dans le milieu anarchiste local sur ce terrain d'activité ou d'action. Malgré ce fait, nous avons maintenu des relations cordiales aussi bien avec l'AIT qu'avec certaines de ses sections. Nous tenons à souligner notamment des liens (à la fois avec des personnes et avec des instances collectives) avec la Confédération nationale du travail dans la péninsule ibérique.

– *Et l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) ?*

Compte tenu du profil de notre groupe, nous avons été très intéressés par ce lien, nous avons donc fait des efforts pour entretenir des relations avec l'IFA, de la part de laquelle nous avons eu de la réactivité et du soutien. Comme preuve de ce lien que nous avons, la présence de représentants d'*El Libertario* dans les deux derniers congrès de l'IFA (à Besançon, et Carrare, respectivement), et le Manifeste de solidarité avec les anarchistes et les mouvements sociaux au Venezuela, publié par l'IFA en 2007 (ce document est dans la section « textes » de notre site).

– *Un mot sur les organisations comme le Front d'Actions Libertaires (Frente de Acciones Libertarias). Anarchisme bolivarien ou infiltration des services de renseignement ?*

Nous ne savons pas si on peut parler d'une prétendue « organisation » sur l'existence de laquelle on n'avait des indications que par ce qu'on disait d'elle sur Internet, et qui a cessé de donner des signes de vie sur ce média après avoir sollicité le vote en faveur de Chavez aux élections de décembre 2007. L'affaire est par ailleurs semblable à d'autres « organisations » qui viennent à la lumière en essayant de prouver l'existence réelle de l'« anarcho chavisme » ou de l'« anarchisme bolivarien », à l'égard duquel l'explication aurait moins à voir avec les conspirations de la police qu'avec la psychopathologie de certaines obsessions individuelles et avec la justification de subventions gouvernementales.

– *Beaucoup d'anarchistes en dehors du Venezuela ne connaissent pas ce problème. Que pensez-vous que vous pouvez faire pour clarifier la situation ?*

Si le problème est l'existence d'entités telles que le FAL, il n'y a pas grande chose que les anarchistes puissent faire contre les obsessions ou l'excuse de prébendes officielles, si tel était le cas. Pour le reste, pour peu que les anarchistes partout dans le monde réfléchissent un peu, en étant conséquents avec l'idéal que nous défendons et avec un minimum d'informations sur le cas du Venezuela, on se rendra compte de l'incongruité absolue qu'il y a à se déclarer « anarcho chaviste » ou « anarcho bolivarien », qui est une contradiction aussi évidente que de se proclamer « anarcho étatiste ».

À partir de notre publication, nous allons poursuivre les efforts pour faire connaître ce qui se dit de l'anarchisme au Venezuela (y compris sur notre site Web où se trouvent un grand nombre de traductions en anglais, français, allemand, italien et portugais), ayant le soutien de nombreux organes libertaires dans le monde qui, avec une grande solidarité, donnent de l'espace à notre point de vue. En tout cas, nous invitons à prendre connaissance des opinions non seulement d'*El Libertario*, mais de toutes les initiatives qui du point de vue anticapitaliste dénoncent le chavisme pour ses prétentions autoritaires, qui bénéficient aux secteurs les plus agressifs de l'économie mondiale actuelle. Bien sûr, ce serait mieux si vous visitiez le Venezuela pour voir la réalité cachée derrière le spectacle bolivarien pseudo révolutionnaire.

– *Quelle est l'attitude du gouvernement envers les groupes anarchistes et les individus qu'il ne peut pas contrôler ?*

Même s'il n'y a pas une répression spécifique contre l'anarchisme, le gouvernement vénézuélien va de l'avant dans une politique de contrôle et d'assujettissement de tout signe de dissidence radicale qui remet en question et combat les bases de l'actuel système de domination politique et économique. Ce n'est en aucune façon différent de ce que les autres États font dans le reste du monde, même s'ils veulent le cacher ici sous une phraséologie de révolution, de socialisme et de pouvoir populaire.

Par conséquent, dans la mesure où les anarchistes participent aux luttes sociales et encouragent leur auto développement par rapport au pouvoir autoritaire, nous sommes soumis à la même vague de répression qui pèse aujourd'hui contre les expressions du mouvement populaire qui refusent d'accepter que le salut collectif se trouve dans la volonté du Commandant Chavez. En ce sens, nous voulons dénoncer la répression et la criminalisation de la protestation sociale menée par le gouvernement actuel.

En 2002 et 2004, avec l'excuse du coup d'État, des modifications ont été apportées à diverses lois, y compris le Code criminel et la Loi organique de sécurité de la nation, qui a criminalisé le blocage des rues et les grèves dans les entreprises dites de base.

Ce qui a été présenté comme « la répression contre les coups d'État » s'applique maintenant aux communautés qui se mobilisent pour leurs droits. Selon les chiffres publiés par les syndicats, concernant le mouvement paysan et les organisations des droits humains, il y environ 1200 personnes présentées aux tribunaux pour avoir protesté. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas besoin en première instance de faire de la répression directe contre les manifestations, car il emploie des organisations para étatiques, désignées comme « pouvoir populaire », qui effectuent le harcèlement psychologique et la répression physique du mécontentement avec le prétexte de « neutraliser le sabotage de la révolution », ce qui rappelle sans aucun doute des stratégies similaires appliquées dans d'autres pays.

Si les protestations persévèrent et atteignent de la notoriété, l'État fait appel à la police et à l'armée, avec les résultats connus partout dans le monde : répression violente avec ses conséquences tragiques de morts et de blessés. C'est ainsi que le 20 mars, 2009 ils ont assassiné un sans abri, José Gregorio Hernández, lors d'une expulsion à Anzoategui et, le 30 avril 2009, ils ont assassiné un étudiant, Yusban Ortega, à Mérida, pour ne citer que les cas récents. Dans ce contexte, ce que le gouvernement décrit comme « contre révolutionnaire, organisé par la CIA et l'impérialisme », appliqué à toute expression de mécontentement, a été une stratégie efficace dans le passé, mais cela a maintenant perdu de son efficacité et les citoyens ordinaires, surmontant la peur, se sont encouragés à protester pour améliorer leurs conditions de vie.

– *Vous avez publié plusieurs articles dénonçant la répression syndicale par le gouvernement. Pouvez vous nous parler de cette question ?*

Des cas comme celui des deux travailleurs de Mitsubishi tués à la fin de janvier 2009 par la police « socialiste et bolivarienne » du gouverneur chaviste à Anzoategui, sont – comme tant d'autres exemples de répression – présentés par la propagande gouvernementale comme une exception étrangère à la politique de l'État, ou comme le résultat de provocations et/ou d'infiltrations cherchant à enlaidir l'image officielle. Mais, comme nous l'avons rapporté en détail dans *El Libertario*, c'est l'application d'une orientation dans laquelle s'est engagé l'État actuel du Venezuela – fidèle à ses origines de coups d'États militaires et à l'orientation idéologique qui a son origine dans la dictature de Castro à Cuba – qui, derrière la mascarade du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, veut imposer à la fois par le bâton et par la carotte un modèle de contrôle autoritaire sur la société, ce qui se fait en accord et avec la bénédiction de leurs partenaires du capital transnational. Aujourd'hui, avec la crise économique du capitalisme mondial, les ressources nécessaires pour le contrôle de la carotte se raréfient au Venezuela aussi, malgré la richesse pétrolière, ce qui fait que s'abat sur le dos des opprimés « le bâton du peuple » que Bakounine avait prévu comme recours inévitable des autoritaires qui se proclament de gauche. En ce qui concerne la question précédente, souvenons nous de la situation des « 14 de Sidor », un groupe de travailleurs qui, en même temps qu'ils sont soumis au régime de contrôle judiciaire, sont jugés pour « détournement qualifié et entrave à la liberté du travail » pour avoir protesté contre leurs conditions de travail, ce qui pourrait signifier une condamnation de 5 à 10 ans de prison.



A ce stade, nous devons dénoncer les tentatives de constitution artificielle de centrales syndicales par le parti au pouvoir, le PSUV. Cette manœuvre a aggravé la crise historique dans le secteur et renforcé la présence de « sindicaleros » qui vivent de la vente des droits des travailleurs au bénéfice des patrons. De plus, nous avons des bagarres entre les syndicats sur la répartition des emplois, notamment une « conquête » des conventions collectives dans les industries pétrolières et dans la construction, où les syndicats contrôlent une grande partie de la répartition des emplois. Bien que cette situation soit antérieure au gouvernement Chavez, la dégradation actuelle du syndicalisme, encouragée par le pouvoir de l'État, a atteint un niveau dramatique, et c'est ainsi que, en 2007, un total de 48 personnes, essentiellement des syndicalistes, ont été tués lors de conflits liés à l'obtention d'un emploi, et 29 en 2008. D'autre part, on connaît les déclarations du Président attaquant l'autonomie des organisations syndicales, ainsi que la pression sur les employés du public pour qu'ils adhèrent au PSUV et participent « volontairement » aux manifestations pro gouvernementales.

Il est incroyable que le licenciement de personnes qui ne suivent pas la vision politique officielle trouve une justification chez des gens qui se considèrent eux mêmes comme « révolutionnaires ». Rappelez vous la publication du recensement des électeurs de l'opposition, la « liste Tascon » (en l'honneur du député qui l'a rendue publique), grâce à laquelle on appliqua une discrimination politique systématique contre toute personne identifiée comme adversaire du gouvernement.

La propagande officielle proclame que le Venezuela a le plus fort salaire minimum du continent, mais reste silencieuse sur le fait que 18 % des travailleurs gagnent moins que cela, et que 5 % ont reçu entre 1 et moins de 2 salaires minimum, dans le pays qui a l'inflation la plus élevée du continent dans la décennie actuelle. Pourtant, nous voyons avec espoir que progressivement de plus en plus de travailleurs et de travailleuses de différents secteurs ont perdu la crainte d'être criminalisés, et descendent dans la rue pour conquérir leurs droits par la lutte.

- *Voulez vous ajouter quelque chose ?*

Nous nous félicitons de cette occasion pour répandre notre voix, parce que nous sommes engagés à la fois dans l'action sociale autonome des opprimés et des exploités au Venezuela et dans la diffusion de leurs luttes indépendamment des intérêts du pouvoir d'État et du Capital. Salut et Anarchie !

[1] grupostar@nodo50.org - <http://grupoanarquistastar.blogspot.com/>

[2] Le massacre de El Amparo, village frontalier de la Colombie, connu aussi sous le nom de massacre de La Colorada, désigne l'assassinat de 14 pêcheurs par les forces de sécurité vénézuéliennes. Il fut prouvé que les allégations selon lesquelles ces pêcheurs auraient été des guérilleros colombiens préparant des actions terroristes contre le Venezuela étaient infondées. (N.d.T.)

[3] Le Bolivarisme est un courant politique propre à Amérique du Sud, fondé sur les idées de Simón Bolívar et axées autour de la justice sociale, de la liberté et de l'égalité des droits. Le bolivarisme est aujourd'hui revendiqué dans les milieux radicaux, en particulier par Hugo Chavez, président du Venezuela, chez qui on retrouve les principaux traits bolivarisme : volonté d'indépendance vis à vis des puissances dominantes (des États Unis surtout), tentatives d'unification ou de rapprochement des ex colonies.

[4] De caudillo, « seigneur » ou « aventurier à la tête d'une armée personnelle » dans l'Espagne féodale. Mot repris en Amérique latine à l'époque de l'indépendance (1811 1825) pour désigner ceux qui utilisaient leur clientèle pour conquérir le pouvoir, par la violence ou plus rarement par voie électorale, puis à nouveau en Espagne pour désigner le général Franco, chef de l'État concentrant tous les pouvoirs sur sa personne à partir du 8 août 1939. (N.d.T.)

## **Le gouvernement bolivarien contre l'autonomie des syndicats**

RAFAEL UZCATEGUI

Orlando Chirino, un dirigeant ouvrier révolutionnaire vénézuélien, a récemment condamné le gouvernement vénézuélien comme « anti-ouvrier et anti-syndical ». Il est difficile d'accuser Chirino d'être un « putschiste » ou un « allié de l'impérialisme ». En 2002, il a condamné le coup d'État [qui renversa Chavez pendant 48 heures – Y.C.], et il s'est mobilisé pour défendre l'industrie pétrolière d'État contre la paralysie impulsée par la clique des dirigeants de l'entreprise. Chaque fois que l'occasion s'est présentée, il a soutenu et accompagné les tentatives de contrôle ouvrier des usines fermées par leurs patrons. Ses liens avec les travailleurs sont tels qu'il est devenu l'un des dirigeants de l'Union nationale des travailleurs (UNT), le syndicat promu par le président Chávez lui-même. Si Orlando faisait partie du « mouvement bolivarien » depuis plusieurs années, que s'est-il donc passé en 2009 pour que ce dirigeant syndical se livre à de telles déclarations à propos d'un gouvernement qu'il défendait jusqu'ici ?

Une grande partie de la réponse tient au fait que Chirino est un fervent défenseur de l'autonomie des syndicats. La tentative de contrôler par en haut le mouvement ouvrier a commencé dès que Hugo Chavez a été élu président du Venezuela. En 1999, il commença à s'attaquer à la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), une centrale syndicale traditionnelle créée en 1947 sous l'influence d'Action Démocratique (AD, fait partie de l'Internationale socialiste et on appelle ses membres les « adecos » – Y.C.), et qui s'est transformée, après 1959, en l'interlocuteur principal des « politiques sociales » développées par l'État. Toutefois, malgré leurs critiques contre les irrégularités et les tares de la CTV, et en l'absence d'un syndicat qui leur soit inféodé, les chavistes participèrent aux élections internes en octobre 2001. Le candidat « bolivarien » (chaviste) Aristobulo Isturiz fut battu par l'adeco (social démocrate) Carlos Ortega, pour le poste de président de la CTV.

Un an et demi plus tard, agissant comme les gouvernements antérieurs l'avaient fait avec la CTV, le gouvernement chaviste créa par décret ce qu'il appela alors « la véritable centrale des travailleurs » : l'Union nationale des travailleurs (UNT), qui reproduisit en fait les tares qu'elle prétendait combattre. Une organisation marxiste qui a participé à la fondation de l'UNT, Opción Obrera, l'explique clairement : « L'UNT est née en vertu d'accords conclus entre des chefs, et on a monté un show pour les ouvriers de base ; la nouvelle direction comptait bien peu de dirigeants authentiques ayant un passé syndical (...). L'UNT est née avec le soutien du gouvernement qui lui a fait la courte échelle. Les prébendes, autrefois critiquées quand elles étaient accordées à la CTV, sont maintenant distribuées aux dirigeants inconditionnels de l'UNT. » (Opción Obrera : La UNT, crisis desde su nacimiento, <http://www.opcionobrero.org/node/169>).

Paradoxalement, en raison de la popularité limitée de la nouvelle centrale syndicale parmi les masses, et aussi de la résistance de certains secteurs ouvriers à passer d'un syndicat à l'autre, le pouvoir bolivarien a poussé à la création de nouvelles organisations destinées à détrôner l'UNT, comme le Front socialiste bolivarien des travailleurs (FSBT).

Une deuxième étape importante, justifiée par l'argument qu'il fallait combattre la bureaucratie de la CTV a été la promotion gouvernementale du « parallélisme syndical » qui a abouti à créer artificiellement, à partir de l'extérieur, des syndicats dans les principales entreprises du pays. Les chavistes ont ainsi pu annoncer que, avec l'enregistrement de près de 700 syndicats, le « processus bolivarien » avait favorisé l'organisation des travailleurs plus que quiconque ne l'avait jamais fait auparavant.

Toutefois, cette augmentation du nombre d'organisations ne signifie pas qu'elles ont davantage d'impact sur les « politiques sociales », comme en témoigne le blocage de la discussion sur les conventions collectives dans les entreprises publiques. 243 conventions collectives sont désormais caduques dans un secteur qui, en mai 2009, employait 2 244 413 personnes, dont le quart travaillent pour le secteur privé. Les décisions sur les salaires, les conditions de travail et les lois qui régissent le monde du travail sont prises unilatéralement par les institutions de l'État, puis mécaniquement ratifiées par les porte-parole de l'UNT.

Non seulement ce « parallélisme syndical » a augmenté la fragmentation des travailleurs et affaibli leur capacité de pression et de négociation, mais il a exacerbé les conflits entre les syndicats, pour le contrôle des postes de travail, dans l'industrie du pétrole et le bâtiment, et les secteurs où peuvent se trouver 70 % des personnes qui dépendent d'une convention collective. Cette situation a augmenté le nombre d'assassinats de syndicalistes et de travailleurs par des tueurs à gages, en raison des conflits entre organisations syndicales. De juin 2008 à septembre 2009, on a recensé 58 assassinats qui se sont déroulés dans la plus totale impunité.

Le troisième élément de la situation est la création du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV). Selon les paroles mêmes du premier mandataire, cette organisation partisane vise à absorber toutes les initiatives organisationnelles qui soutiennent le processus bolivarien, y compris les syndicats. Fort peu de gens ont défendu l'indépendance des organisations ouvrières, mais, même ainsi, aucune contestation de la ligne officielle n'a été tolérée. En mars 2007, Chavez a déclaré dans un discours : « Les syndicats ne doivent pas être autonomes (...) il faut mettre fin à tout cela ». À la suite de quoi, une série de déclarations du même acabit ont été prononcées, culminant, en mars 2009, par la menace d'utiliser la police pour réprimer toute tentative de réaliser des manifestations ou des grèves dans les usines de l'État de Guayana, la ceinture industrielle la plus grande du pays, après que le pouvoir eut vainement tenté de ridiculiser les revendications de travailleurs de cette région.

Pour le militant révolutionnaire Orlando Chirino, ces menaces étaient insupportables et « constituaient une déclaration de guerre contre la classe ouvrière », comme il l'a déclaré à l'époque.

Différentes initiatives sont en cours pour tenter d'augmenter le contrôle sur les travailleurs dans tout le pays. Dans certains cas, le gouvernement a eu recours à des articles de loi qui limitent et criminalisent l'organisation de manifestations, à la suite de quoi non seulement les travailleurs ou les militants visés sont obligés de se présenter périodiquement devant les tribunaux, mais en plus il leur est interdit de participer à des réunions et des manifestations, comme cela s'est produit en juillet 2009 pour 5 dirigeants syndicaux de la raffinerie de pétrole d'El Palito, à l'ouest du pays.

Selon les chiffres publiés par les porte-parole des collectifs frappés par ces mesures, près de 2 200 personnes seraient actuellement soumises à ce régime judiciaire. Il convient de souligner que, curieusement, plus de 80% des individus concernés font partie du mouvement de soutien à l'actuel gouvernement national. Ce détail est important dans la mesure où, depuis 2008, le malaise social augmente face à l'appauvrissement et à la baisse des conditions de vie matérielle des travailleurs ordinaires. Les manifestations en faveur des droits sociaux remplacent progressivement les mobilisations pour les droits politiques qui avaient occupé le devant de la scène pendant les années 2002-2006.

Le fait que les attentes suscitées par le discours bolivarien aient été déçues, l'affaiblissement des réseaux clientélistes nourris par des revenus pétroliers actuellement en diminution, ainsi que la stagnation et le déclin des « politiques sociales » spectaculaires connues sous le nom de « missions », tous ces facteurs ont catalysé le mécontentement accumulé à cause de l'absence de transformations profondes améliorant la qualité de vie de la majorité des Vénézuéliens.

Une autre initiative gouvernementale est en cours, et à nouveau prise d'en haut : il s'agit de remplacer les syndicats par des « conseils de travailleurs », pour discuter des conditions de travail au sein des entreprises. Cette proposition fait partie de la réforme de la Loi organique du travail (LOT), et a été discutée en secret à l'Assemblée nationale, dans le cadre d'un régime qui se présente dans tous les coins de la planète comme le champion de la « démocratie participative et protagoniste ».

D'autres lois, qui peuvent sembler n'avoir aucun lien direct avec le monde du travail, ont en réalité restreint les droits des travailleurs et travailleuses. C'est le cas, par exemple, de la réforme de la Loi sur le transit terrestre, dont l'article 74 interdit le blocage de rues, sous prétexte que cela gênerait la circulation des piétons et des véhicules. Il faut signaler que ces blocages des rues ont été la pratique historique la plus répandue parmi les secteurs populaires, en particulier ceux qui luttent pour les droits des travailleurs.

Le 15 août 2009 a été adoptée une Loi organique sur l'éducation, qui a suscité un tollé de la part de l'opposition à cause de son caractère laïc et parce qu'elle fixe des règles strictes pour les établissements de l'enseignement privé. Toutefois, ni le Centre droit ni la social-démocratie, ni bien sûr les chavistes, n'ont remis en cause les nouvelles limitations imposées au droit d'association, de syndicalisation et de négociation des conventions collectives, que cette loi ne garantit plus. Pour donner un échantillon de la nature réactionnaire de cette loi, il suffit de citer le paragraphe 5.f, de la première disposition transitoire, qui stipule que les enseignants et les professeurs encourent le risque d'une sanction pour faute grave s'ils se livrent à une « agression physique, verbale ou à d'autres formes de violence » contre leurs supérieurs hiérarchiques. Pour aggraver encore les choses, la cinquième disposition transitoire prévoit l'utilisation de briseurs de grève « pour des raisons d'une nécessité avérée » afin de casser les grèves et les arrêts de travail, l'utilisation de jaunes étant devenu une pratique courante dans le « Venezuela bolivarien ».

En outre, le mouvement chaviste a attaqué les médias qui ne sont pas complaisants avec le gouvernement. La motivation principale de cette attaque est la visibilité des conflits et des manifestations dans ces médias, contrairement aux médias d'État et para-étatiques, qui se prétendent « alternatifs et communautaires », mais n'ont aucune indépendance éditoriale et financière, et n'évoquent que très peu ces conflits et manifestations.

En ce moment de fracture de l'hégémonie bolivarienne, le rôle des anarchistes vénézuéliens est de participer aux conflits, de les accompagner et de les radicaliser, à partir de la base et aux côtés des gens, et de stimuler la récupération, par les mouvements sociaux, d'une autonomie combative.

Il nous faut aussi nous impliquer activement dans la construction d'une solution révolutionnaire et différente, face aux conflits entre les fractions de la bourgeoisie pour le contrôle des revenus du pétrole, conflits qui ont embrasé la scène politique ces dernières années. Nous devons lutter avec la même ardeur contre la bourgeoisie bolivarienne au pouvoir et contre les partis politiques qui ont été chassés des sommets de l'État et se réorganisent pour y reprendre place. Comme d'habitude, nous agissons en ne faisant aucune concession au pouvoir, et en demeurant toujours attachés à nos valeurs (notamment l'autogestion, l'action directe, l'anticapitalisme et le soutien mutuel) qui restent notre référence, notre horizon lumineux.

## **Pour la défense du droit à la protestation sociale !**

\* Au Venezuela, un groupe d'organisations sociales et de défense des droits humains, des groupes d'étudiants et d'universitaires ainsi que les différentes individualités lancent cet appel à une campagne pour défendre le droit de manifester, qui est aujourd'hui systématiquement violé par le gouvernement d'Hugo Chavez.

Selon les chiffres publiés par des dirigeants syndicaux, paysans et étudiants, il y a actuellement 2200 personnes au Venezuela poursuivies devant les tribunaux pour avoir exercé leur droit constitutionnel à la protestation pour leurs revendications fondamentales. L'immense majorité de ceux qui subissent ces procès appartiennent à des syndicats de travailleurs, paysans, étudiants et aux communautés populaires ; ce sont le plus déshérités et les plus vulnérables qui souffrent de la violation de leurs droits. Ce qui fut jusque là une politique isolée et ponctuelle s'est transformé en une politique d'État. D'une part, les fonctionnaires de police, les procureurs et les juges de contrôle, de l'autre, des hommes armés au service des grands propriétaires fonciers et des secteurs patronaux et même des groupes de choc alliés des gouvernements, national, régionaux et locaux, indépendamment de leur orientation politique, forment le triangle de la répression des luttes sociales.

Cette criminalisation, encouragée par les différents pouvoirs de l'État, des patrons, des propriétaires fonciers, est réalisée dans un contexte dans lequel les manifestations pour des droits sociaux prennent de l'ampleur, où sont appliquées différentes décisions de justice contre ceux qui occupent des terrains pour réclamer leur droit à la terre et au logement, contre les communautés qui bloquent des rues pour demander ou améliorer les services publics, contre les travailleurs et travailleuses qui se mobilisent pour défendre leurs postes de travail et source de revenu, pour obtenir de meilleurs salaires et des embauches collectives, contre les étudiants qui demandent des financements pour leurs centres éducatifs, contre les usagers et usagères des services de santé publique et d'autres secteurs en lutte pour les droits sociaux et politiques. Tout ce qui précède est la claire démonstration d'une stratégie d'État, et de certains secteurs privés, afin de restreindre les protestations légitimes et la jouissance des droits humains consacrés dans la Constitution.

En contrepartie, nous vivons une situation d'impunité pour les crimes survenus contre les combattants sociaux, où les indices de la participation de patrons et de propriétaires fonciers dans les assassinats de dirigeants ouvriers et paysans n'ont fait l'objet ni d'investigations ni de poursuites, de même que la responsabilité politique des dirigeants régionaux dans certains cas. Cette impunité a encouragé l'utilisation de tueurs à gages comme méthode pour réduire au silence et intimider les secteurs en lutte pour leurs droits. Si dans ces processus, il y a un pourcentage élevé provenant des bagarres entre les organisations syndicales pour le contrôle des postes de travail, comme dans le secteur de la construction, il y a eu plusieurs cas où l'assassinat, sous contrat, vise à écraser et dissoudre des syndicats qui osent se mobiliser pour leurs revendications et les luttes ouvrières les plus radicalisées.

Pour cette raison, un groupe d'organisations sociales et des droits humains, des groupes d'étudiants et d'universitaires ainsi que différents individus lancent une campagne pour défendre le droit de protester, comme il est défini dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Constitution, et aussi condamner l'ouverture de procès, l'utilisation de tueurs à gages et d'autres mécanismes de criminalisation de l'exercice de ce droit, tels que les dispositions légales qui interdisent l'organisation des assemblées et des grèves dans les entreprises publiques. C'est en ce sens que nous rendons public cette déclaration avec l'objectif de sensibiliser l'opinion publique sur cette grave restriction des droits. Nous exhortons toutes les organisations syndicales, paysannes, communautaires, étudiantes et les médias alternatifs à se joindre à cette campagne nationale pour la défense du droit légitime à la protestation sociale.

Nous demandons :

- 1) L'abrogation des articles 284, 286, 297 et 358 du Code pénal ; 47, 48, 49, 50, 53 et 56 de la Loi organique sur la sécurité et de défense de la Nation, les articles 139 et 141 de la Loi pour la protection des personnes physiques à l'accès aux biens et services, ainsi que les articles 20, 24 et 25 de la Loi spéciale de Défense populaire contre l'accaparement, le boycott et toute autre comportement qui affecte la consommation d'aliments ou de produits soumis au contrôle des prix, tous ceux qui pénalisent le droit de protester.
- 2) L'investigation impartiale et transparente de tous les crimes commis par des tueurs à gages et d'autres délits commis contre des paysans, des ouvriers et les autres secteurs sociaux, ainsi que les poursuites et condamnations pour les coupables.
- 3) La liberté immédiate et intégrale pour toutes les militantes et militants sociaux détenus pour avoir protesté, et la suspension du régime de présentation régulière devant les tribunaux et d'autres mesures préventives qui interdisant le travail syndical sur les lieux de travail.
- 4) Non à l'utilisation des forces de sécurité contre les manifestations pour les droits sociaux et politiques. Interdiction d'utiliser des armes à feu et des gaz lacrymogènes par la police et les militaires dans les manifestations et lors de l'exécution des procédures d'expulsion contre les actions menées pour exiger le droit au logement et aux services publics.

Dimanche 6 décembre 2009

Cet appel est signé par : Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (Provea) ; Unidad Socialista de Izquierda (USI) ; Corriente Clasista Unitaria Revolucionaria y Autónoma (CCURA) ; Sindicato de Trabajadores del Inces (SINTRAINCES) ; Acción Solidaria ; Convite ; Periódico El Libertario ; Espacio Público ; COFAVIC ; Colectivo Socialismo Revolucionario (CSR) ; Liga de Trabajadores por el Socialismo (LTS) ; Movimiento Solidaridad Laboral ; Sinergia ; Comité de Víctimas contra la Impunidad Lara (CVCI-Lara) ; Indubio Pro Reo ; Domingo Alberto Rangel.

---

## **Pourquoi il a ya des protestations au Venezuela ?**

Pour information de tous ceux qui se trouvent surpris ou déconcertés par la baisse généralisée des conditions de vie au Venezuela, ainsi que pour l'augmentation des luttes populaires (2893 manifestations de rue entre Octobre 2008-Septembre 2009; par rapport à 1763 à la même période en 2007-08 ) - soit parce qu'ils ne sont pas conscients de la situation ici, soit parce qu'ils vivent à l'étranger ou parce qu'ils acceptent toujours la version officielle des événements -, nous expliquons ci-dessous certains facteurs qui contribuent aux conflits sociaux ici.

(La majorité des chiffres cités peuvent être vérifiées dans le Provea Informe 2008-09 [le rapport annuel d'une ONG des droits de l'homme au Venezuela - trad.], à <http://www.derechos.org.ve> [espagnol], lorsque dans l'original de sources elles sont détaillées. Le reste des données a été tiré de la presse nationale et il est facile de vérifier en ligne.)

**I.** L'effondrement de la culture vivrière est démontrée par l'augmentation des importations dans le secteur, passant de 1,6 milliard \$ en 1999 à 7,4 milliards \$ en 2008. L'an dernier, le gouvernement a été contraint d'acheter à l'étranger environ 57,9% des denrées alimentaires nécessaires pour ses programmes de subvention. Le coût des aliments importés par tête et par an est passé de 75 \$ dans les années 1990 à 267 \$ aujourd'hui.

Cependant, ayant devenus plus dépendants de l'étranger pour notre alimentation, il y a plus à lui que à nous. Nous souffrons aussi de l'inflation constante des prix des denrées alimentaires: 46,7% en 2008, et plus de 36% en 2009. Cette escalade est loin d'être compensé, ni par les

augmentations nominales des salaires minimaux, ni par la distribution de denrées alimentaires subventionnées via Mercal, qui se trouve actuellement dans un état d'agonie - véritable raison de sous-financement et de corruption.

Compte tenu de ce qui précède, la récente dévaluation aura une incidence sur notre alimentation quotidienne d'une manière immédiate et dure. La stratégie du gouvernement a consisté à s'appuyer sur la capacité de l'État comme un acheteur, plutôt que de développer la production - la norme, tant que le clientélisme du pétrole a régné au Venezuela. Battons-nous pour ne payer pas le coût des erreurs, la myopie et la corruption de ceux en charge!

**II.** En dépit du fait que, depuis que ce gouvernement est arrivé au pouvoir, plus d'argent est entré dans le pays qu'à tout autre moment de son histoire, la pauvreté persistante et l'exclusion de larges secteurs de la société vénézuélienne a conduit à une forte augmentation de la violence urbaine. En 1998, nous avons vu un total de 4550 homicides, en 2008 on comptait 14568. Vu sous un autre angle, la population a augmenté de 19,1% dans cette période, tandis que le taux d'homicide a augmenté de 320,1%.

Il est généralement admis que la bolibourgeoisie, les cadres du gouvernement et du PSUV ne peuvent compter que sur un certain nombre de gardes du corps pour les protéger (payés par l'État), tandis que le reste d'entre nous devons nous barricader dans nos maisons pour éviter d'être victimes des criminels ou de la police. En ce qui concerne la police, voici quelques chiffres sinistres : en 2008, il y avait 205 homicides qui peuvent être attribués à des forces répressives de l'État (2 / 3 d'entre eux par l'exécution), alors que le prétexte fallacieux de «résistance à l'autorité" a été utilisé dans le cas de quelques 1.820 morts.

**III.** Ceux qui ont gouverné le Venezuela au cours des 11 dernières années ont - parfois - été corrompus, et pas seulement par l'argent, mais aussi par de la diarrhée verbale. Surtout lorsqu'on parle de leur amour pour le peuple. Toutefois, ils ont été complètement égocentriques quand il s'agit de s'occuper de la problématique sociale de base du logement. De 1999-2008, ont été construites 300.939 maisons dans les secteurs public et privé. C'est un montant tout à fait insuffisante, surtout si l'on considère que même d'après les chiffres de l'État, il y a un déficit de logements de quelques 3 millions d'unités, ce qui - dans cette même période - aurait exigé la construction de 300.000 résidences par an.

Lorsque les patrons de la révolution "jolie" ont été attentifs, c'est, cependant, avec leurs propres exigences en matière de logement posh. La preuve : dans le pudding, ils sont là aujourd'hui et vivent dans des maisons en rangées et penthouses, jouissant de tous les avantages des banlieues de luxe des villes du Venezuela. Avec un tel exemple, donné par leurs supérieurs, il n'est pas étonnant qu'il existe un tel indice élevé de plaintes officielles de corruption à l'encontre des bureaucrates, du milieu et du bas du classement, des qu'ils sont chargés de résoudre les besoins de la population pour leur propre dignité sous les toits où doivent vivre.

Cet état de choses a entraîné une augmentation du volume des protestations publiques. Entre Octobre 2007-Septembre 2008, ont eu lieu 457 manifestations autour de la question du logement, avec un pic de 588 manifestations entre octobre 2008 et septembre 2009. Devant cette «popularité» des protestations, le gouvernement «révolutionnaire» a répondu par la criminalisation de ces activités et le recours à des peines de prison avec libérations conditionnelles (58 individus ont été emprisonnés, dans cette période, et 23 sont encore obligés de se présenter dans les postes de police à intervalles réguliers), ou, pire encore, à la répression armée (67 personnes ont été blessés et un mort aux mains des forces de l'État).

**IV.** Le carrousel de nouveaux chefs tourne à plusieurs reprises devant nos yeux - avec chaque nouveau chef promettant montagnes des ressources et des projets grandioses – et, pourtant, nos services de santé publique poursuivent son déclin très réel. Cela est évident dans toute analyse sérieuse de ce secteur, et malgré les efforts des divers organismes publics à nier et occulter les renseignements qu'ils sont tenus de fournir, ainsi que malgré leurs tentatives de discréditer ceux qui s'écartent de la ligne fixée par la propagande officielle.

Cependant, la vérité est têtue, et le même gouvernement, qui a menacé - le 16 décembre 2008 à travers le ministre Tarek El Aissami - de «mettre une botte dans le visage de ces menteurs" qui ont publié un rapport documentant la grave crise qui a englouti la célèbre Misión Barrio Adentro [un programme social qui a placé les cliniques de santé publique dans les zones urbaines défavorisées - trad.], a dû reconnaître plus tard - le 20 septembre 2009, via le président lui-même - que, sur un total de 3.478 dispensaires, quelques 2.000 manquaient de personnel médical. Et cela, sans même parler d'autres problèmes graves, tels que les réclamations montrant que seulement 4% de l'argent investi pour acheter de nouveaux équipements pour les cliniques peut être pris en compte par des reçus.

Néanmoins, les solutions du gouvernement à cette triste situation sont - peut-être - encore plus alarmantes. Par exemple, le monopole sur l'assurance santé, des travailleurs du secteur public, a été accordée à une société qui est dirigée par le triste célèbre Orlando Castro [castriste cubain onetime, devenu banquier frauduleux et Trompe-la-prison en crise des années 1980 en proie Venezuela -- trad.]. Face à une telle évolution, le choix est clair: soit nous luttons ou ils vont nous détruire!

**V.** Si quelque chose peut montrer la farce derrière les 11 ans d'une auto proclamée la révolution, c'est la myriade de problèmes qui affectent la classe ouvrière. Pour l'emploi, les chiffres sont grossiers et trompeuses (par exemple dans les Misiones, les coopératives et les « entreprises socialistes »), car les économistes les plus fiables indiquent que le taux de chômage effectif, à la fin de 2009, était de 12% pour la population économiquement active (la statistique officielle, il la met à 8%). Et, pour ceux qui travaillent, 44,9% est dans l'économie informelle, avec tous les inconvénients que cela entraîne.

Ajoutons à cela le fait que, depuis 2009, les revenus ont été plus bas qu'un salaire décent, ne couvrant même pas les éléments essentiels de la Canasta Básica [ « panier de base » - le calcul de l'État pour le coût des denrées de première nécessité par ménage - trad.] . Cette évolution prouve l'effet désastreux dans notre vie quotidienne aujourd'hui, même dans les statistiques officielles. Le signe de cet effet a été rendu encore plus pénible par la macro-dévaluation en Janvier 2010, ce qui conduit à l'abandon du mythe de que nous avons le plus haut salaire minimum en Amérique latine.

Ces questions - et bien d'autres - ont provoqué une vague de mécontentement dans le mouvement ouvrier, déjà sans précédent sous ce gouvernement. Entre Octobre 2008-Septembre 2009, 983 protestations de travailleurs ont été rapportées, dont 80% par les travailleurs de l'État. Le gouvernement a répondu par la diffamation et la criminalisation du mouvement, par la violence des protestations contre 43 et causant plus de 100 blessés et la mort d'un travailleur - à l'état d'Anzoategui le 20 Janvier, 2009. Et n'oublions pas, bien entendu, que 33 travailleurs ont été soumis à des procédures judiciaires pour leur participation à ces actions.

**VI.** Selon les données fournies par l'Observatorio Venezolano de Prisiones [watchdog prison - trad.], il y a eu 366 morts et 635 blessés dans les prisons de la nation en 2009. En 11 ans de chavisme, il y a eu 4030 décès en prison et 12.036 blessés, la grande majorité causées par des



armes à feu. Ces chiffres soulignent la position des geôles de la révolution bolivarienne parmi les plus sanglantes du monde.

Ces homicides brutaux sont facilités dans une large mesure par le trafic d'armes - parmi d'autres «marchandises» - à l'intérieur des prisons par les mafias gérés par des soldats de la Garde nationale, ainsi que des agents de la Direction Nationale des services pénitentiaires du Ministère du Pouvoir Populaire. Cette industrie sale a prospéré grâce à l'indifférence, l'incapacité et / ou la complicité des 17 différents directeurs qui ont occupé ce poste depuis 1999.

Un exemple de la trempe de ces bureaucrates peut être vue avec l'actuelle directrice, qui, suite à la massacre de la prison de La Planta à Caracas en Janvier 2010 - qui a fait 10 morts parmi les détenus et 19 blessés -, a cyniquement et sans vergogne attribué la violence à la similitude entre une prison et une famille. Dans une prison, comme dans une famille, il ya des problèmes, entre ses membres, qui peuvent provoquer des affrontements. Pour couronner le tout, elle a ensuite accusé les armes passées en contrebande dans l'installation sur des proches des détenus et des visiteurs. Au cas où cela vous intéresse, cette bureaucrate, avec un diplôme de troisième cycle en criminologie, les cheveux teints, une escorte et un téléphone Blackberry, c'appelle Consuelo Cerrada ...

---

## Rencontre avec Nelson Mendez

### RELATIONS INTERNATIONALES DE LA CGA

C'est à l'occasion d'un séjour en Europe (à l'invitation de la CNT-AIT d'Espagne) du camarade Nelson Mendez, journaliste à "*El Libertario*" de Caracas, que ce dernier a animé le jeudi 25 novembre 2010 à Perpignan une réunion débat sur le Venezuela et Cuba. Nous avons ainsi pu le rencontrer pour les Relations Internationales de la CGA.

Nelson Mendez, retraité de l'Université à Caracas et journaliste au périodique "*El Libertario*". Ce journal existe au Venezuela depuis 1995. Il en est à sa 61ème parution. C'est un journal d'une périodicité quasi trimestrielle - 4 à 5 numéros par année - et il est tiré à 2500 exemplaires à chacune de ses parutions. Il se vend en totalité. Il est possible de le découvrir sur le site internet [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)

**L'origine de *El Libertario*** : A l'origine, "*El Libertario*" est l'organe de la Commission de Relations Anarchistes (CRA) du Venezuela (les Amis de l'AIT). C'est une organisation anarchiste vénézuélienne qui regroupe quelques collectifs et individus. C'est l'organe qui a la plus large diffusion dans les milieux sub culturels ou de la contre culture, ainsi que dans les milieux écologistes, indigénistes et anti globalisation au niveau de l'Amérique latine.

La Commission de Relations Anarchistes se trouve engagée dans une lutte :

- contre le Président "socialiste" Hugo Chavez et les politiques qu'il mène,
- contre l'opposition social-démocrate, l'opposition de droite et toutes les oppositions partisans vénézuéliennes.

En réalité, il s'agit de lutter contre tout ce qui s'identifie au "puntofijismo" (1)

**Le Mouvement au Venezuela** : Si, en 1995, *El Libertario* était l'organe d'expression de plusieurs groupements et individus anarchistes, avec l'arrivée de Chavez au Pouvoir, seul le groupe de Caracas a pu se maintenir. Après une période d'isolement, le regain d'intérêt de la population

pour les idées anarchistes a coïncidé avec la question de la participation "inconditionnelle" ou pas aux luttes.

En 2004, un Centre d'Études Socialistes libertaires s'est ouvert à Caracas, centre où sont disponibles un millier d'ouvrages et revues sur l'anarchisme, les sciences sociales, la sexualité, l'écologie sociale, les cultures alternatives et contre culturelles, la globalisation et les Droits humains.

Au début de l'année 2006, les libertaires ont pris l'initiative d'organiser un forum alternatif au forum social mondial. Ils l'ont organisé avec l'appui d'autres organisations anticapitalistes et tout à la fois opposées au "chavisme". Cela a donné lieu à un forum social alternatif, avec une forte orientation libertaire. L'idée de ce forum social alternatif a pris forme lors des forums mondiaux antérieurs et provenait du protagonisme de la gauche partisane qui s'employait à s'immiscer et à brouiller tout particulièrement l'esprit original du FSM de nature autonomiste, assembléiste et horizontal.

Plus récemment, en novembre 2010, une réunion s'est tenue avec l'apport de délégations de 6 à 8 villes importantes du Venezuela. C'est ce qui laisse augurer un redémarrage du Mouvement dans le pays. Dans le groupe de Caracas, les militants et militantes sont de diverses orientations anarchistes et abordent l'ensemble des questions sociales et politiques. Mais une chose est certaine, le groupe ne transige pas avec les organisations "étatiques". Une tentative de créer un groupe (ou une tendance) anarcho chaviste a été rapidement vouée à l'échec...

Quelques entités "platformistes" se retrouvent à l'extérieur du Mouvement et de l'équipe du *El Libertario*. Les "platformistes" ont critiqué l'organe d'informations anarchiste en raison de son "hypothétique" (2) « éloignement des préoccupations et des luttes sociales ». La réalité est beaucoup plus prosaïque, comme nous l'a indiqué Nelson Mendez : Les platformistes, qui ne sont pas très nombreux, aimeraient avoir l'influence du *El Libertario*, ce qu'ils n'ont pas.

**La censure...** : *El Libertario* ne subit pas constamment la censure, mais selon les articles traités, notamment ceux concernant les luttes sociales, alors il arrive que celle ci se fasse sentir. Pour exemple : *El Libertario* se trouve interdit de parution dans un quartier de Caracas à forte coloration chaviste... *El Libertario* ne se définit pas comme anti chaviste. Le périodique se définirait plutôt comme anti étatique. Du reste le journal défend la ligne abstentionniste et anti électoraliste lors des différentes élections. De ce point de vue, Mendez qualifie cette position de fondamentale et en relation avec les principes anarchistes.

**Cuba...** : Concernant Cuba, les informations que Nelson Mendez nous a fournies sont d'une grande importance. Il a témoigné de la mise en place de coopératives (d'entreprises) cogérées... Il apparaît que c'est le Mouvement libertaire cubain qui est aujourd'hui en capacité d'être le recours face à un régime totalement démonétisé et aux côtés de populations qui ne se retrouvent plus du tout dans ce "socialisme réel et autoritaire", mais qui ne désirent pas pour autant se jeter dans les bras d'un "libéralisme débridé". Le crédit des organisations politiques est au plus bas, d'où un intérêt grandissant pour nos idées...

(1) Le pacte de "Punto Fijo" est un accord entre les partis politiques vénézuéliens Action Démocratique (AD), Copei et Union Républicaine Démocratique (URD), signé le 31 octobre 1958, peu de mois après la déroute de Marcos Pérez Jiménez et avant les élections de décembre de cette même année.

(2) C'est en réalité la "vision déformée" des dits "platformistes", car que *El Libertario* s'emploie avant tout à informer et à participer dans les luttes et les mouvements sociaux.